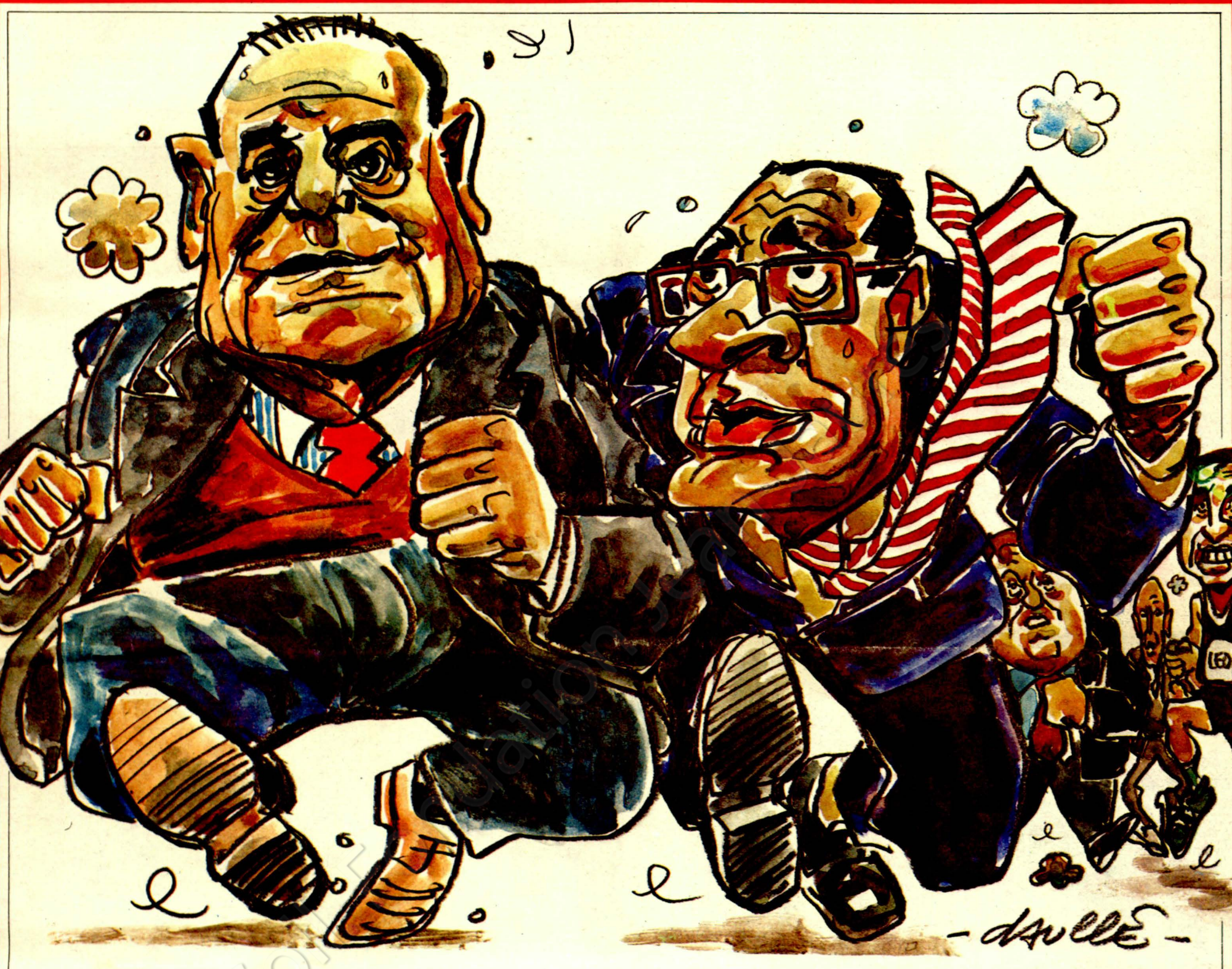
l'unité

M 2805 - N° 614 - 8 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 13 septembre 1985



ELLE COURT, ELLE COURT... LA DROITE

CUMULARDS : LE COLONEL PAS L'ADJUDANT-CHEF...

CHILI : DOUZE ANS DE MALHEUR

ELLE COURT, ELLE COURT... LA DROITE

Sprinter ou spécialiste du demi-fond, marathonien ou champion du sur-place, les leaders de la droite piaffent sur la ligne de départ de la course au pouvoir. Au grand dam de certains commentateurs qui commencent à s'inquiéter de cette bousculade de bien mauvais aloi.

PAR MARTINE DUCOUSSET

SUPERPRODUCTION géniale, ou catastrophique navet ? A l'affiche, Raymond la Science et Jacquou le Nerveux. Deux habitués des plateaux, deux comédiens sans grand talent, mais qui connaissent par cœur les ficelles du métier. A leurs côtés, quelques partenaires jouant les utilités : Giscard l'aristo, toujours à côté de la plaque, le petit Léotard, bien trop jeune pour le rôle et les fameux duettistes Pons et Toubon, parfaits, eux, dans leur numéro de va-t-en-guerre superbement rodé. Un scénario cousu de fil blanc, une mise en scène bâclée : apparemment, le réalisateur a déclaré forfait. Sans doute lui était-il impossible de trouver une cohérence à son projet. Le pauvre s'est contenté de proposer un titre : « Péril en la demeure ».

Judicieuse trouvaille, les spectateurs avertis apprécieront car elle reflète à merveille l'ambiance qui baigne cette histoire que la droite a choisi de nous conter, de nous faire vivre. Ou plutôt de nous faire subir. Une histoire pas simple — pour elle —, une histoire toute bête pourtant : celle de la course au pouvoir que se livrent, en toute inimitié, deux adversaires déclarés, l'un est de trop, et chacun le sait. Alors, comme l'enjeu est d'importance, tous les coups sont permis. Obligés, même. Peu farouches, nos deux lascars n'hésitent pas à frapper. L'idéal étant, bien sûr, de mettre l'adversaire K.O. Oui, péril en la demeure.

Parce que, à force d'escarmouches entre gens du même camp, on risque de laisser la victoire à ceux d'en face. Terrifiante perspective. Messieurs, s'il vous plaît, faites un peu gaffe. Ecoutez donc les avertissements que vous lancent ces journalistes tout acquis à votre cause. D'abord, Xavier Marchetti, l'éditorialiste du « Figaro », qui, le premier, a tiré le signal d'alarme (1).

Et puis Philippe Tesson, au bord du craquage. « Ça suffit ! » dit-il. « Taisez-vous ! » exhorte-t-il. Le directeur du « Quotidien de Paris » n'y va pas de main morte. Il parle de « désolante polémique » au sein de l'opposition, dénonce la « guerre civile », la « compétition entre chefs » qui « pourrait être mortelle » et conclut, angoissé : « L'opposition est en train de se fourvoyer. Elle n'a guère avancé depuis quatre ans dans son effort idéologique. Elle n'a pas renouvelé ses hommes. Et la voilà qui, maintenant, se dispute âprement sur la seule chose qui lui appartenait : l'avenir » (2).

Sublime ! Bravo, M. Tesson. L'analyse est fine, le cri du cœur percutant. Voilà quatre ans que la droite est en campagne, voilà quatre ans qu'elle s'use à rabâcher des idées qui sont loin d'avoir fait leur chemin. Quatre ans d'opposition systématique, quatre ans aussi de guerre civile, interne. De quoi, vraiment, faire craindre l'ulcère à Philippe Tesson : « Il se pose un problème institutionnel, il se pose des problèmes politiques, c'est après la victoire qu'il conviendra de les résoudre. D'ici là, il ne s'agit que de vaincre. »



Chirac et Barre, vus par Pym.

A.f.p.



Laurent Fabius à « l'Heure de vérité ».

Sipa-presse



L'université d'été du M.j.s. à Montpellier a été un grand succès. Lionel Jospin et plusieurs ministres s'y sont succédé, répondant aux innombrables questions des jeunes socialistes sur les grands thèmes de la prochaine bataille électorale.

Le hic, c'est que les deux candidats les mieux placés pour reconquérir un pouvoir perdu en 1981 se refusent obstinément à adopter un stratégie commune. Le hic, c'est que ces deux candidats-là ne visent pas une victoire de la droite, mais un triomphe personnel. L'Elysée les fait fantasmer, ils feront tout pour y parvenir. Mais avec, pour tous deux, les moyens au bord. Chacun son truc.

Raymond Barre, celui qui se « hâte lentement », continue a faire comme si de rien n'était. Comme si, jamais, au grand jamais, il n'avait eu l'envie de briguer un destin national. « Je ne suis pas un politicien de carrière », affirme-t-il. (Qu'est-ce qu'on fait, là ? On rit ?) « Le moment venu, continue-t-il, je prendrai la décision d'être, ou non, candidat à l'élection présidentielle, en fonction de la situation (3). » Imperturbable, l'ancien Premier ministre de Giscard assène toujours les mêmes vérités. La même vérité : non à la cohabitation, non à cette semi-alternance boiteuse, non à ce qui pourrait être une « période de surenchère », non à la complaisance d'une nouvelle majorité parlementaire. Non, non, non à un Premier ministre de droite, appelé par un président de la République de gauche.

Menaçant, Raymond Barre enfonce le clou, évoquant « l'occupation obstinée des locaux élyséens en vertu d'un titre devenu douteux, qui ne saurait conserver au président la légitimité qu'il a perdue ». Nounours s'inquiète : « Il en va de l'intérêt des Français, à quelque tendance politique qu'ils appartiennent, de faire échec aux atteintes, aux coups portés contre la Constitution de la Ve République. » Mais quelles atteintes, et quels coups, grands dieux ! Le président de la République, dans la Constitution, n'est-il pas élu pour sept ans ? Professeur, vous voulez remanier les textes, ou quoi ?

Raymond Barre a beau s'en défendre, il lorgne vers l'Elysée. C'est bien pour ça qu'il traite les législatives de « péripéties », estimant, comme il l'a rappelé devant les jeunes démocrates sociaux réunis pour leur traditionnelle université d'été à Lamoura (Jura), que : « La seule échéance qui compte est l'échéance présidentielle. » Et comme on le comprend, de tout miser sur 1988. L'homme fait un tabac dans les sondages : I.p.s.o.s. « V.S.D. » le présente comme le Premier ministre préféré des français — avec plus de 20 points d'avance sur Chirac et Giscard, I.f.o.p.-R.t.l. — « Le Point » le désigne meilleur candidat aux présidentielles, et Louis Harris — « L'Evénement du jeudi » le donne gagnant aux points, face à Laurent Fabius. L'impopulaire d'hier est devenu le chouchou d'aujourd'hui. Il se sent des ailes, quoi de plus normal ? Il en rajoute, il met les pieds dans le plat. Il fait tout pour neutraliser son seul adversaire, son dangereux vis-à-vis, Jacques Chirac.

Barre qui rit, Chirac, qui pleure. Autant Raymond a la cote, autant Jacques dégringole. Pas brillante, l'image du maire de Paris. Quand il pose pour « Vivement demain », on se rappelle hier, et on craint pour l'avenir. Pas de doute, le leader a besoin de redorer son blason. Et d'apparaître comme le meilleur, le plus sûr, le plus crédible. Ne vient-il pas, pour les besoins de sa cause, de se démarquer de Barre et cultiver sa différence, d'accepter un débat avec Laurent Fabius ? C'est que ça urge : Nounours d'un côté, qui lui tient la dragée haute, et la gauche qui a l'air de se rebiffer. Témoin cette réélection du socialiste André Cabasse, conseiller général du canton de Muy (Var) au second tour des élections cantonales partielles.

Le seul espoir pour Chirac : les législatives de 1986, un scrutin qui pourrait le remettre en selle pour plus tard. Barre vomit la cohabitation — elle ne présente aucun intérêt pour l'homme providentiel qu'il prétend devenir —, Chirac l'appelle de tous ses vœux. Parce que elle serait pour lui un tremplin idéal. A une seule condition : que l'appareil qui le soutient soit, véritablement, le plus fort. Que le R.p.r. prenne l'ascendant sur ses rivaux et puisse favoriser les ambitions de son chef.

Un R.p.r., premier parti de France, c'est l'aubaine pour Chirac. Une voie qu'il pense royale, une autoroute pour être le premier. Donc, tout sera fait pour cet objectif pour que les néo-gaullistes empochent le gros lot. Jacques Toubon s'est montré on ne peut plus explicite : « Il faut que, au sein de la future majorité, il y ait le plus grand nombre possible de députés R.p.r. » Comment y parvenir ? C'est très simple. En imposant aux alliés des listes séparées, histoire de faire mousser le parti du présidentiable. R.p.r. d'abord, donc mais les copains ne sont pas d'accord.

Par exemple, André Rossinot, président des radicaux valoisiens. A l'occasion de l'université de son mouvement qui se tenait à Grasse, le 2 septembre dernier, il suggère des listes d'union dans 50 départements, puis a piqué une colère : « Si pourtant, dans un souci de patriotisme de parti mal compris, le R.p.r. s'obstinait dans sa stratégie de division, nous publierions la liste des départements où l'attitude du R.p.r. fait perdre un siège à l'opposition pour que chaque Français sache ce qu'il en est. Parce que, là aussi, soyons clairs. Ne pas choisir l'union, c'est perdre trente députés au moins, c'est enlever à l'opposition la chance d'une victoire historique. Trente députés, c'est toute la différence entre Austerlitz et Iéna. »

Crise politique et blocage

Ah ! cette fichue proportionnelle qui n'arrête pas de donner des vapeurs à la droite... le R.p r. et l'U.d.f. n'arrivent pas à tomber d'accord, Toubon prêche pour les listes séparées, le comte Michel d'Ornano s'est fait le champion des listes uniques. Au sein même de l'U.d f., c'est la bagarre : le C.d s. plutôt partant pour former un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale après mars 1986 , comme l'envisage Bernard Stasi — et le Parti radical, avide de constituer un groupe de pression, s'insurgent contre les exigences du P.r. C'est, par exemple, Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., déclarant le 29 août dernier : « Dans 97 % des cas, nous savons quels sont les hommes les plus efficaces. Même si le parti républicain a placé les enchères très haut, nous pensons qu'il saura faire preuve de sagesse. Dans le cas contraire, nous saurions en tirer les conséquences. »

Pour sûr, ça s'agite, dans le microcosme politique, stigmatisé par Raymond Barre. Lionel Jospin, 1er secrétaire du P.S., n'avait pas tort de souligner, le 8 septembre au Club de la Presse d'Europe n° 1 que « le R.p.r. et l'U.d.f. ne sont pas prêts à gouverner ensemble ». Pas tort, non plus, de prédire « la crise politique et le blocage » dans le cas où la droite gagnerait les élections législatives. Car ce qui se passe dans l'opposition, c'est à la fois très fouillis et très clair. Très fouillis, parce qu'ils sont tous à donner de la voix et à faire comme si demain leur appartenait. Très clair parce que, tout compte fait, ils ne sont plus que deux à peser lourd. Giscard et Léotard, c'était de la petite bière. Après décantation, restent les deux champions. Les deux balèzes. Toi, Raymond, moi Jacques, et inversement. Si c'est une superproduction, ils en sont les vedettes. Mais si c'est un navet, bonjour les légumes ! La soupe, la soupe, d'accord, mais qui va, et qui veut en manger ? ●

(1) « Le Figaro », 2 septembre 1985, cité dans « l'Unité » de la semaine dernière.

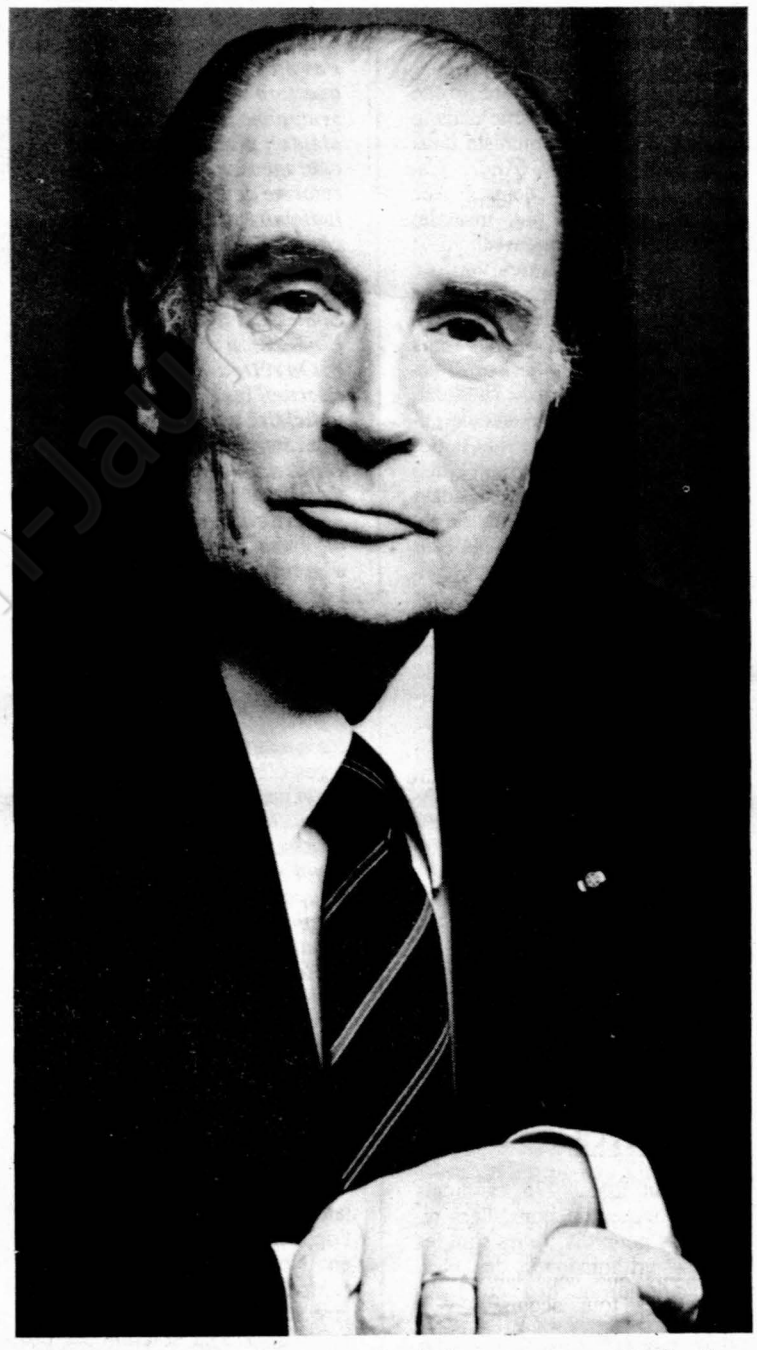
(2) « Le Quotidien de Paris », 9 septembre.

(3) « L'Expansion » 6-19 septembre.

L'éditorial

La sérénité et le panache

PAR CLAUDE ESTIER



La décision de François Mitterrand de se rendre ce vendredi à Mururoa pour présider la réunion d'un Comité de coordination du Pacifique sud regroupant les diplomates et les militaires en poste dans la région semble avoir surpris la classe politique. Ce voyage est pourtant bien dans la manière du président de la République qui n'a jamais hésité depuis 1981 à se rendre personnellement sur des points chauds du globe (Beyrouth, Nouméa, etc.) Il est aussi dans la logique de la directive qu'il avait adressée le 18 août aux forces armées et qui signifiait clairement que la France entend demeurer dans le Pacifique sud et poursuivre ses essais nucléaires en Polynésie quels que soient les obstacles que certains essaient de dresser contre cette présence.

En n'hésitant pas à rappeler qu'il a pu naguère lui-même défendre une autre stratégie mais que la dissuasion nucléaire est aujourd'hui la condition de notre indépendance nationale, François Mitterrand montre donc une fois de plus que rien ne le fera fléchir dans sa détermination à défendre partout les intérêts de la France. Et il est vrai que cette attitude tranche avec l'agitation politicienne à laquelle se livrent les dirigeants de l'opposition : surenchères électorales de Chirac, Toubon, Pons ou Léotard en Nouvelle-Calédonie, querelles byzantines sur la cohabitation ou sur l'utilisation de tel ou tel article de la Constitution. L'opposition bavarde, le gouvernement travaille, le président assume avec panache la présence de la France là où elle est contestée.

Ce contraste ne peut manquer de frapper l'opinion et tout en demeurant prudent on peut se demander si celle-ci n'est pas en train d'évoluer et si beaucoup de Français qui tenaient pour acquis la victoire de la droite au printemps prochain ne commencent pas à s'interroger sur le point de savoir s'ils auraient vraiment beaucoup à y gagner. Les sondages des prochaines semaines nous donneront peut-être quelques indications à ce sujet mais dès maintenant plusieurs observateurs, pourtant tout acquis à l'opposition, ne cachent pas leur inquiétude. Les épisodes quotidiens de la « guerre des chefs », qui trouve maintenant des prolongements concrets dans les difficultés sérieuses que rencontrent l'U.d.f. et le R.p.r. pour constituer leurs listes électorales ou dans les violentes disputes sur le terrain qu'ont révélées ces jours derniers deux élections partielles, ne sont pas de nature à créer un courant d'enthousiasme autour de l'opposition. Lionel Jospin a eu raison de souligner au dernier Club de la Presse que l'on peut désormais se poser la question de savoir si les deux partis de l'opposition sont vraiment capables de gouverner ensemble alors que tant de rivalités et d'ambitions personnelles contradictoires les opposent.

Jean-Marie Colombani a publié l'autre jour dans « le Monde » un article fort injuste comparant le Parti socialiste à une « auberge espagnole » et affirmant qu'on y rencontrait une atmosphère de « fin de règne ». On a déjà souvent lu et entendu cela depuis 1971 et particulièrement en 1980 (on accusait alors le P.s. d'être un « parti fourre-tout »), quelques mois avant que les socialistes gagnent les élections et accèdent au pouvoir. Mais en l'occurrence notre confrère du « Monde » a été bien mal inspiré. Car s'il y a aujourd'hui dans le monde politique français une « auberge espagnole » elle se trouve bien dans l'opposition où chacun ne songe, en se dissimulant derrière des grandes formules, qu'à servir ses propres intérêts.

Sérieux et volonté politique d'un côté, agitation stérile de l'autre. Tel est le tableau qui se dessine en ce mois de septembre 1985 et qui fait, nous ne le répéterons jamais assez, que la partie n'est pas jouée.

Politique au fil des jours

ELECTIONS

La droite paie ses disputes

Rendant compte des deux élections cantonales partielles qui se sont déroulées, dimanche dernier, au Muy (Var) et à Goussainville (Val-d'Oise), « Le Figaro » s'inquiète des tendances qu'elles révèlent et se demande si elles marquent « une évolution par rapport au printemps dernier ».

Dans les deux cas, les querelles à l'intérieur de la droite ont profité à la gauche, au socialisme dans le premier cas, au communiste dans le second. Au Muy, André Cabasse, élu en mars dernier avec 51 % des suffrages, puis invalidé, l'emporte cette fois avec 58 %, bénéficiant à la fois des voix de nouveaux votants au second tour et du report total des voix communistes, ce qui n'est pas sans intérêt dans la conjoncture actuelle. En changeant de candidat, l'U.d.f. et le R.p.r. ont reculé ensemble de 7 points, le Front national reculant d'autant de son côté.

A Goussainville, la candidate R.p.r., qui avait ravi la mairie au P.c.f. il y a deux ans, mais qui était en compétition avec un autre candidat de droite, soutenu par l'U.d.f., obtient moins de 10 % des inscrits et se trouve donc éliminée pour le second tour, alors que le nouveau candidat communiste arrive en tête et regagne un peu de terrain.

Deux scrutins ne suffisent pas à faire une tendance. Mais « Le Figaro » a raison : c'est une affaire à suivre !

NOUVELLE-CALEDONIE

Tous les courants présents

Dix-neuf listes, 275 candidats pour 46 sièges de conseillers régionaux à pourvoir. Telles sont les données arithmétiques des élections qui auront lieu en Nouvelle-Calédonie, le 29 septembre. Sur le plan politique, cinq grands courants s'affrontent. Les anti-indépendantistes du R.p.c.r. seront présents partout. Dans le Nord où le F.l.n.k.s. semble majoritaire, la droite lui opposera une double liste : celle du R.p.c.r., et une autre, intitulée « Rassemblement progrès et coutume », qui sera conduite par Henri Wetta et Maurice Nenou, deux Mélanésiens, membres du R.p.c.r. L'objectif est de ratisser le plus large possible, y compris dans la communauté canaque. Dans la région Centre, Dick Ukeiwé sera tête de liste, Jacques Lafleur se réservant Nouméa. Le Front national présentera deux listes dans les régions Sud et Centre, où il est en conflit avec le R.p.c.r.

Le F.l.n.k.s. sera représenté dans toutes les régions. Jean-Marie Tjibaou conduira une liste dans le Nord et Rock Pidjot en dirigera une à Nouméa. Quant au mouvement de Libération kanak socialiste (L.k.s.) de Nidoish Naisseline, il sera également présent partout. Enfin, la « troisième force » sur laquelle compte beaucoup Edgard Pisani, pour détacher l'électorat modéré du R.p.c.r., est implantée à Nouméa, dans les trois régions de la Grande-Terre. Elle compte, notamment, dans ses rangs, Jean-Pierre Aifa, ancien président de l'Assemblée territoriale.

De son côté, Edgard Pisani a lancé un appel aux dirigeants de l'opposition qui doivent se rendre en Nouvelle-Calédonie pour la campagne électorale : « Je voudrais être sûr qu'ils ne vont là-bas que pour aider à la solution du problème calédonien, et non pas pour marquer des points dans le débat hexagonal. Je voudrais leur dire, très solennellement, qu'ils y vont à une date telle qu'ils ne changeront pas la réalité des positions de chacun des électeurs, qu'ils risquent, par leur verrue, de provoquer des tensions qui aggravent la situation, qui rendent la consultation électorale moins sereine. » Jacques Toubon est déjà parti pour préparer la venue de Jacques Chirac, qui sera à Nouméa quelques jours seulement avant les élections.

JUGES D'INSTRUCTION

La fin de la solitude


Gamma

« De récentes affaires judiciaires mettent le système de l'instruction en litige », pouvait-on lire à la une du « Monde », le 3 avril dernier. Jean-Marie Villemin, le père du petit Grégory, venait de tuer Bernard Laroche, son cousin... « Le Monde » était-il en train de faire chorus avec les médias à sensation qui mettaient alors en cause le « petit juge » Lambert ? Pas du tout ! L'article en question se refusait à prendre un symptôme pour une cause et plaidait plus globalement et plus courageusement « pour une réforme de l'instruction judiciaire ». Surtout, ces lignes étaient cosignées par un magistrat, Yves Lemoine, et un avocat, Daniel Soulez-Larrivière : c'était l'indication d'un consensus...

On retrouve ce consensus dans l'accueil favorable que le milieu judiciaire a réservé au « projet Badinter » de réforme de l'instruction annoncé la semaine dernière. A l'exception de l'une d'entre elles, toutes les organisations de magistrats et d'avocats ont dit leur satisfaction. Non sans raison : pour les juges d'instruction, c'est « la fin de la solitude ». Désormais chaque juge sera remplacé par une « chambre d'instruction » qui « regroupera trois magistrats du siège ». Les juges d'instruction seront donc désormais plus nombreux (la chancellerie prévoit d'en « embaucher » cent cinquante en supplément) et travailleront sur le mode de la collégialité (ce que nombre d'entre eux réclamaient depuis des années).

Robert Badinter est parti d'un constat : « Si l'instruction, aujourd'hui, suscite tant de reproches, volontiers excessifs, c'est que son régime, conçu sous Napoléon, et confiant à un juge d'instruction des pouvoirs considérables qu'il exerce dans la solitude, ne répond plus aux exigences de notre temps. » Il fallait dépoussiérer, adapter, humaniser. Il fallait mettre en place une instruction judiciaire offrant plus de garanties aux justiciables. C'est ce qu'a voulu Robert Badinter. C'est ce qui sera appliqué en 1988 (le temps de trouver des crédits et de former des magistrats supplémentaires).

En attendant le vote de la loi, qui devrait intervenir dès la prochaine session d'automne du Parlement, le garde des Sceaux a décidé de soumettre « ce projet à la réflexion des magistrats, des avocats et des fonctionnaires de la justice ». Et, ajoute Robert Badinter, « de cette concertation naîtra le texte dont le Parlement aura à connaître ».

Pour le fonctionnement de la justice, l'amélioration sera évidente : les dossiers ne traîneront plus parce que tel « petit juge » sera surchargé, malade ou fatigué. Pour les justiciables, en théorie, ce sera plus sûr : trois juges ont moins de chances de se tromper qu'un seul... En effet, comme le faisait remarquer le Premier ministre, Laurent Fabius, au « Point » : « Pourquoi plusieurs juges au moment du procès, pourquoi un seul juge avant même le procès ? » Mais, dans la pratique, c'est encore l'élément humain qui jouera : la fonction même de juge d'instruction est bâtarde puisque double ? puisque, comme l'écrit Robert Badinter, « en la personne du juge d'instruction, se confondent la fonction d'instruire et celle de juger ». La future loi ne débarrassera pas les « petits juges » de cette dualité difficile à vivre.

Robert Badinter, on le sait, admire le système anglo-saxon où celui qui « juge » (qui décide l'inculpation ou le non-lieu, la détention provisoire ou la liberté) n'est pas celui qui a conduit l'instruction, où accusation et défense s'affrontent en public face au juge à l'issue de l'instruction. La mentalité des « professionnels de la justice » et l'état de l'opinion française auraient-ils laissé le garde des Sceaux aller jusqu'à la suppression des juges d'instruction ? On peut en douter. Robert Badinter en a douté. Mais il ne pourra pas empêcher que cette solution « radicale » ne soit réclamée par certains pendant la période de concertation qui va précéder le vote de la loi.

J.-P. L.

TELEVISION

Le grand débat

Vive compétition entre T.f.1 et Antenne 2 pour savoir laquelle des deux chaînes diffusera le débat entre Laurent Fabius et Jacques Chirac. Jean-Claude Héberlé, p.-d.g. de la deuxième chaîne, souligne que c'est au cours de l'émission « l'Heure de vérité » que le Premier ministre a lancé l'invitation que le maire de Paris a acceptée. Mais il est vrai qu'une première invitation, à Chirac et à Barre, qui l'avaient alors tous deux refusée, avait été faite par Laurent Fabius, il y a un an, au cours d'un des premiers quart d'heure de « Parlons France ». Sur T.f.1 Hervé Bourges a d'ailleurs proposé la date du dimanche 6 octobre, à laquelle Laurent Fabius a donné son accord. Chirac préfère, à la fois, une date plus lointaine et que l'émission ait lieu sur A.2. On en est là !



P.C.F.

La faute aux socialistes !

Pas un jour ne se passe sans qu'un dirigeant du P.c.f. brode sur le thème : « Parti socialiste-droite, même combat. » Comme la démonstration n'est pas évidente, cela les amène parfois à de curieuses contorsions. Ainsi, André Lajoinie, dimanche à R.m.c., reprochait à Laurent Fabius d'avoir « presque encouragé les manifestations contre la venue de Gorbatchev en France », ce qui est une étrange façon d'interpréter les propos du Premier ministre à l'« Heure de vérité ». Le même Lajoinie a accusé le gouvernement et le Parti socialiste de « participer à la répression anti-syndicale » ce qui justifierait, selon lui, les « actions de masse » menées par les travailleurs. Mais, manque de chance, il a cité en exemple les aciéries de Pompey au moment même où la majorité des intéressés décidaient de reprendre le travail à la suite des propositions du gouvernement.

Lundi, c'est Philippe Herzog qui affirme que le projet de budget pour 1986 « converge totalement avec les thèses de la droite ». Outre que cela ne semble pas être l'avis de celle-ci, Herzog omet, pour les besoins de sa cause, de dire que ce budget s'inscrit dans la continuité de ceux des années précédentes, notamment ceux de 1983 et 1984, qui avaient été approuvés et votés par les communistes alors présents au gouvernement. De même que la charge de la dette qu'il dénonce avec virulence résulte pour une part des emprunts contractés pendant la même période avec l'accord des ministres communistes. Toutes choses qu'il faut absolument faire oublier !

CHIRAQUISME

Même en statue...

Plus mesquin que Chirac, tu meurs. Que le patron du R.p.r. n'aime pas Léon Blum, cela n'a rien d'étonnant. Mais qu'il s'oppose à l'implantation de la statue de la figure la plus symbolique du Front populaire... place Léon-Blum, dans le 11e arrondissement de Paris, voilà qui relève de la querelle politique de bas étage. Chirac s'en défend. On ne peut pas installer cette statue, car la place doit être réaménagée, explique-t-il en substance. « Prétexte », répliquent les élus socialistes, sous la direction de Georges Sarre. En réalité, jusqu'à présent, personne

n'avait évoqué un tel réaménagement.

Pour démontrer la mauvaise foi du maire de Paris, les socialistes ont manifesté, lundi, au square Léon-Blum. Un appel a été adressé à Chirac pour que l'œuvre réalisée par le sculpteur Philippe Garel, et commandée par l'Etat, puisse être enfin érigée. Cette initiative est soutenue bien au-delà des membres du P.s., par des personnalités comme Augustin Laurent, Christian Pineau, Jacques Piette, Henri Noguères, Frédéric Pottecher, Yves Jouffa, Serge et Beate Klarsfeld, Léo Hamon, Jean Daniel et Maurice Faure, qui veulent honorer « l'homme d'Etat et l'humaniste » que fut Blum. Un comité de soutien s'est créé (secrétariat de Georges Sarre, hôtel de ville de Paris, tél. : 276.52.09). Tant qu'il y est, Chirac pourrait débaptiser la place Léon-Blum. C'est une pratique très courante chez les élus de droite...

DEMISSION

La S.n.c.f. en question

Que le p.-d.g. d'une grande entreprise assume personnellement la responsabilité des malheurs de celle-ci est un fait assez rare pour que l'on ne salue pas ici la démission d'André Chadeau, même si elle lui a été demandée par le ministre Paul Quilès. On dira que l'ancien président de la S.n.c.f., grand commis de l'Etat, qui était passé sans difficulté du cabinet de Jacques Chaban-Delmas à celui de Pierre Mauroy, n'était pas directement responsable des dramatiques accidents de trains survenus cet été et aussi, comme le soulignent les syndicats, que son départ ne règle pas les problèmes de la S.n.c.f. et en particulier celui de la sécurité, donc des investissements nécessaires pour améliorer celle-ci. Mais l'arrivée d'un nouveau président – en l'occurrence Philippe Essig, qui était jusqu'ici directeur général de la R.a.t.p. – est de nature à accentuer la sensibilisation à la fois des cheminots et des pouvoirs publics sur la nécessité d'accélérer la modernisation d'un réseau dont la France pouvait légitimement être fière, mais qui fait apparaître aujourd'hui un divorce inacceptable entre le T.g.v. automatisé admiré du monde entier et le chemin de fer à voie unique où des dizaines de voyageurs peuvent trouver la mort simplement parce qu'un chef de gare intérimaire a fait partir un train plus tôt...

FRANCE-U.R.S.S.

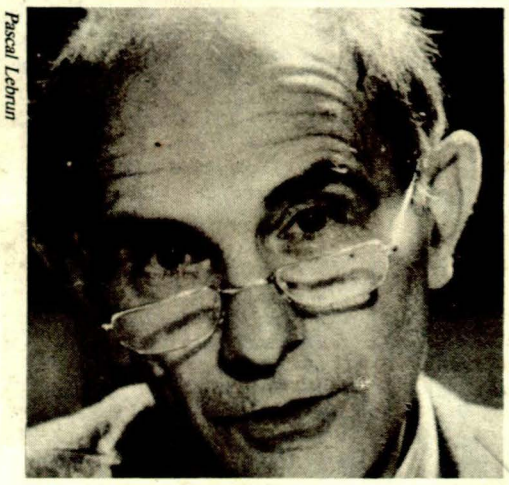
Gorbatchev en direct

Grande première à l'Assemblée nationale, le 3 octobre prochain. Ce jour-là, Mikhaïl Gorbatchev, dans le cadre de sa visite officielle à Paris, viendra s'entretenir pendant une heure et demie avec les députés membres de la Commission des Affaires étrangères. L'invitation avait été faite par Claude Estier, président de la commission. Le premier secrétaire du P.c.u.s. l'a acceptée en se félicitant de l'occasion qui lui sera ainsi donnée de répondre « en direct » aux questions des parlementaires français. Au cours de son séjour, Gorbatchev aura trois entretiens avec le président de la République et un avec le Premier ministre.

la tribune du congrès

NE PAS BATTRE NOTRE COULPE POUR RIEN

Comme à la veille de chaque congrès, « l'Unité » ouvre une tribune libre qui doit permettre d'ici au 11 octobre aux représentants de chaque sensibilité du parti de s'exprimer. Nous donnons aujourd'hui la parole à Christian Goux, membre du Comité directeur, président de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale, signataire de la motion Jospin.



Pascal Lebrun

PAR CHRISTIAN GOUX

J'AI été de ceux qui pensaient que nous avions intérêt à faire la synthèse générale dès le Comité directeur du 25 août pour aborder le Congrès de Toulouse, dans une optique plus tournée vers l'extérieur que vers l'intérieur du parti.

Mais maintenant que Michel Rocard et ses camarades ont décidé de porter nos différences devant le parti, sur un point aussi important que la politique économique suivie depuis 1981, j'ai pensé qu'il était nécessaire que je m'exprime à un double titre.

Tout d'abord, j'ai été de par mes fonctions de président de la commission des Finances le témoin privilégié de ce qui s'est passé dans ce domaine depuis cinq ans, puisque j'ai participé à toutes les réunions, j'ai donné mon avis dans toutes les décisions importantes – et même aussi secondaires – qui ont été prises en matière économique et budgétaire ; ensuite, parce que j'ai participé, dès 1972, aux côtés de François Mitterrand aux réflexions sur le programme et la politique économiques de notre parti.

Nous sommes directement impliqués dans le débat actuel, car il s'agit ni plus ni moins que de la critique à peine voilée de ce qui a été fait depuis cinq ans, politique conduite par François Mitterrand et mise en place par Laurent Fabius, Jacques Delors et Pierre Beregovoy. Pouvait-on faire autrement ? Devait-on faire autrement ? Y avait-il une autre politique de gauche possible ? Si, oui, laquelle ? Voilà les interrogations auxquelles je voudrais répondre en argumentant de façon précise. Car il n'est pas possible de rester dans le flou.

Je suivrai un plan historique qui permettra de mettre en évidence les principaux problèmes qui se sont posés et les décisions qui ont été, au fil du temps, celles du président de la République, du gouvernement et de l'Assemblée qui les a votées.

Le 10 mai 1981, François Mitterrand est élu président de la République, dix jours plus tard il est investi. Fallait-il dévaluer dans les jours suivants ? Les arguments avancés par ceux qui étaient partisans de la dévaluation – il y en avait et il y en a encore – tournent autour d'une thèse classique. Dévaluer pour accroître la compétitivité, permettre un meilleur développement des exportations et une relance de l'économie, c'est la thèse de ceux qui pensent que la monnaie n'est pas une chose essentielle et que ce qui compte c'est la réalisation d'une forte croissance, quitte à prendre des risques sur le plan monétaire.

Je défends sur ce sujet des positions inverses depuis plus de vingt-cinq ans. Car je pense, comme l'expérience le montre tous les jours, qu'une monnaie faible est une mauvaise chose, et que la relance attendue par les dévaluations compétitives ne se produit généralement pas.

J'ajouterai que, depuis 1974, le poids de la facture pétrolière dans le commerce extérieur entraine à chaque dévaluation un effet mécanique dont on peut difficilement se relever et dont, d'ailleurs, on ne se relève pas. Bref, il ne fallait pas dévaluer. On ne l'a pas fait. On a bien fait, car sans cela la dévaluation de mai-juin 1981 se serait ajoutée à celles qui nous ont été imposées par le contexte international, et le franc serait en position moins bonne aujourd'hui.

Fallait-il accroître les dépenses publiques en 1981 et 1982, c'est-à-dire tenir les promesses que nous avions faites pendant la campagne ? Sur ce sujet, certains prétendent, aujourd'hui, qu'on en a trop fait, à droite comme à gauche, et que nous payons cher en déficit budgétaire extérieur les « largesses » des douze premiers mois.

Cette question, centrale, doit être regardée de près. Qu'attendions-nous, en effet, de cette relance au-delà des mesures sociales évidentes – allocations vieillesses – familiales – Smic – Solidarité ? Nous pensions que l'économie française, atone depuis 1980, pouvait repartir suivant un schéma keynésien classique avec une dégradation modérée du solde extérieur. Car la consommation des revenus modestes devait se porter principalement sur des biens produits dans notre pays.

Deux réalités ont donné à cette relance un caractère qui n'était pas prévu. Le climat international que l'on croyait voir s'améliorer en 1981 s'est, au contraire, brutalement dégradé. Tout le monde se souvient encore de l'ampleur de la récession américaine et européenne de 1981-1982, du chômage en très forte augmentation dans tous les pays, de la chute sévère du pouvoir d'achat. Ni l'O.c.d.e. ni les principaux organismes de prévisions n'avaient imaginé une récession de cette ampleur. Nous en avons vu naturellement la trace sur nos comptes extérieurs.

Ensuite, notre appareil industriel s'est révélé tel qu'il était : c'est-à-dire dans un état de vétusté et d'obsolescence extrêmes. Certes, nous aurions pu le pressentir dans les réflexions et les analyses qui furent les nôtres avant 1981. Mais la dégradation du tissu industriel est difficile à mesurer car il s'agit d'un phénomène structurel que, seule, une connaissance intime et profonde des groupes industriels aurait pu nous fournir. Or, mis à l'écart des affaires, il faut bien le dire depuis si longtemps, nous n'avions ni les moyens ni la possibilité de faire ce diagnostic.

Nous nous sommes donc trouvés au milieu de l'année 1982 dans une situation qui exigeait remède. Les déficits extérieurs et intérieurs devenant menaçants – des dispositions seront prises en juin 1982. Elles étaient nécessaires, elles le sont encore, j'y reviendrai. Mais, pour le moment, il faut répondre à la question : aurions-nous dû faire autrement – je veux dire avant les risques que présentaient pour nos comptes et pour la suite la politique budgétaire et économique de l'automne 1981. Aurions-nous dû faire moins, beaucoup moins ou... autre chose ?

Je ne le pense pas, mais il faut savoir que dans les rangs même de notre parti, certains déclaraient que la politique suivie avait été trop laxiste. Il faut pourtant aller jusqu'au bout du raisonnement. En octobre 1981, avec des responsables du parti et du gouvernement, nous avions envisagé les difficultés qui pourraient naître d'une reprise, même modérée à contre-courant, de l'économie mondiale en récession pour les déséquilibres des comptes dans une vision, d'ailleurs, purement économiste. Fallait-il accompagner le mouvement et accepter de voir le chômage monter à 3 millions, quitte à, par la suite, le voir se réduire, les choses allant mieux ? Compte tenu de la faiblesse de l'appareil productif français, cela aurait été dramatique. Les faillites auraient été innombrables. Nous nous serions trouvés, fin 1982, avec une industrie en déroute, des charges sociales dues au chômage écrasantes et l'impossibilité de remonter la pente.

C'est donc tranquillement, aujourd'hui, que je peux dire, aux erreurs de parcours près, inévitables, surtout après coup, que, s'il fallait recommencer dans les mêmes conditions, je proposerais les mêmes décisions, et donc je voterais les mêmes mesures. Il faut donc éviter de battre notre coulpe pour rien. S'il y a des erreurs qui ont pu être commises, elles ne viennent pas de cette politique-là. Mais, naturellement, en juin 1982, il fallait tirer les conséquences de nos décisions de 1981. Il devenait impératif, à partir de cette date, de remettre l'appareil industriel sur pied, de maîtriser l'inflation, de rétablir les grands équilibres extérieurs et intérieurs, tout en préservant les acquis de la première année et d'enrayer la progression du chômage.

C'est ce qui est fait depuis trois ans et qui doit encore durer longtemps car, si cet effort si rigoureux se prolonge, cela tient à deux grandes données économiques internationales dont nous ne sommes pas maîtres : en 1981, un grand tournant s'est produit, l'arrivée de Reagan a été le début d'une politique d'argent cher pour les entreprises puisque les taux d'intérêt réels payés étaient très au-dessus de l'inflation. C'est la conséquence indirecte d'un déficit budgétaire américain massif. Depuis cinq ans, ceux qui prêtent de l'argent sont dans une position privilégiée dans le monde, et un transfert des richesses des productifs vers les improductifs menace à terme l'économie mondiale.

Depuis 1981, le dollar s'est affermi de façon considérable et très excessive, passant de 5 francs à 10 francs 60 en février 1985, rendant intolérable le coût de la facture pétrolière sans que ce renchérissement ne se traduise vraiment par un boum des importations, car les entrepreneurs préfèrent empocher les primes de dévaluations que de diminuer leurs prix.

Il n'est donc pas étonnant que, face à cette situation, le gouvernement, depuis 1982, s'attaque sans relâche à desserrer l'étau du déficit budgétaire et du déficit extérieur. Beaucoup de sacrifices ont été faits, et sont encore nécessaires, car une nation ne peut exister et être indépendante sans cela et, aujourd'hui, grâce aux efforts faits et à un dollar revenu un peu moins fort, un coin de ciel bleu s'offre à nous. Si l'on y ajoute la décision prise par le président de la République de limiter la croissance des prélèvements budgétaires, on comprendra les difficultés de la tâche.

Je voudrais dire en conclusion que, compte tenu des contraintes intérieures et extérieures lourdes, au-delà des bavures inévitables, la politique suivie depuis mai 1981 par le président de la République était la seule qui aille dans le sens de l'intérêt de notre pays et qui respecte au mieux nos promesses et nos impératifs de gestion et de solidarité. C'est ce message qu'il faut faire passer dans notre parti, au-delà des problèmes de congrès. C'est un élément décisif de la bataille électorale de demain.

Pari sur l'intelligence et sur... l'intelligence artificielle


Pascal Lebrun

LA rentrée, sempiternellement, c'est d'abord un alignement de chiffres, bien gros, qui donnent l'idée de l'ampleur de la tâche : 700 000 profs, 12 millions d'élèves. Moins d'enfants à l'école élémentaire mais plus de petits à la maternelle ; stabilité dans les collèges mais boom dans les lycées. Rien de plus normal, puisque le gouvernement a fixé un objectif à long terme : en l'an 2000, 80 % des jeunes Français devraient atteindre le niveau du bac, contre 45 % aujourd'hui. D'où les efforts de préscolarisation (2 000 nouvelles classes maternelles) et les postes créés dans le secondaire, en particulier technique, qui doit devenir rapidement une « filière de la réussite ».

Répondant aux accusations malsonnantes de certains syndicats d'enseignants sur la baisse des effectifs, Jean-Pierre Chevènement rétorque en constatant que plus 5 300 outils d'enseignement ont été créés pour les 81 000 nouveaux élèves du secondaire, alors que 800 postes d'instituteurs, seulement, ont été supprimés et qu'on attend 44 000 enfants en moins dans le primaire. En somme, le gouvernement poursuit son effort (35 000 postes créés depuis quatre ans) en fonction de la priorité qu'il accorde à la formation, « le pari sur l'intelligence » comme réponse à la crise.

Qualité et modernisation sont les maîtres mots de Jean-Pierre Chevènement pour son discours de rentrée. Rétablir la confiance dans la qualité de l'école publique reste le premier but, en réformant la formation des instituteurs et des P.e.g.c., en poursuivant la rénovation des collèges et en préparant celle des lycées qui vont presque doubler leurs effectifs en quinze ans. Il va falloir recruter des professeurs, construire des établissements et revoir les filières, pour diversifier les voies d'accès au bac, lutter contre la hiérarchisation des disciplines et le rôle sélectif des maths.

Côté programmes, on sait que ceux de l'école primaire, édités en livre de poche à 400 000 exemplaires, ont fait couler beaucoup d'encre : ils ne brillent pas par leur modernité, en consacrant les bonnes vieilles valeurs des blouses grises de la IIIe République, sous le signe du drapeau tricolore, de l'effort et de l'exemple donné par le maître. On espère que la rénovation en cours des programmes des collèges ne suivra pas le même chemin.

Ce parfum désuet, qui irrite plus d'un enseignant, tout en en confortant beaucoup d'autres, n'interdit pas un discours, par ailleurs très moderniste : « L'école doit être en avance sur son temps. » C'est-à-dire s'ouvrir sur le monde de l'économie (avec les contrats entre établissements et entreprises), rattraper son retard en matière d'audiovisuel (un magnétoscope dans chaque collège et chaque lycée cette année), se lancer avec fermeté dans la voie informatique (voir ci-dessous).

On notera également diverses allusions du ministre de l'Education au rapport des professeurs du Collège de France, à propos de la chaine de télévision culturelle, de l'enseignement supérieur et des programmes. Ainsi que l'accent mis fermement sur la recherche pédagogique, dont « la vitalité conditionne l'avenir de l'école ». Un colloque se tiendra à ce sujet à la fin du mois.

S'il parle toujours de « répandre les lumières », Jean-Pierre Chevènement compte aussi s'appuyer sur « l'esprit d'initiative et le goût de progresser des jeunes ». Le discours du ministre serait-il en train de prendre un autre ton, réconciliant « vertu » républicaine et modernité ?

F. de G.

ORDINATEUR : IL EST NE LE NOUVEAU MESSIE...

Comme prévu par le plan « Informatique pour tous », 120000 machines seront installées avant la fin du mois d'octobre dans les établissements scolaires. Professeurs — souvent enthousiastes —, élèves et parents — plus dubitatifs — n'ont pas encore pris la mesure de ce qui est pourtant déjà perçu comme une révolution.

PAR FRÉDÉRIQUE DE GRAVELAINE

DONC, cette rentrée scolaire est marquée du sceau de la modernisation, grâce avant tout à l'introduction massive de l'informatique dans les établissements. L'ordinateur, nouveau Messie ? En tout cas, plus moyen d'y couper puisque l'on estime qu'avant la fin de ce siècle, autant dire demain, 70 % des travailleurs seront en contact avec l'informatique et que, déjà, elle est présente dans les moindres recoins de notre vie quotidienne. Une nation qui souhaite tenir son rang dans la compétition internationale ne peut se permettre de faire l'impasse sur la brutalité et l'étendue du phénomène.

D'où le plan Informatique pour tous, adopté par le gouvernement au début de l'année, qui prévoyait une accélération spectaculaire des programmes d'installation et de formation. « Effort sans précédent, en France, et sans équivalent dans le monde », constate Jean-Pierre Chevènement : un investissement de 2 milliards de francs, dont 1,4 pour les machines, des Thomson et des Bull micral. En soi, déjà une bonne nouvelle pour l'industrie française qui, un temps, avait eu peur que lui passe sous le nez ce « marché du siècle ». Comme prévu, 120 000 machines seront installées avant la fin octobre. De quoi créer des ateliers dans chaque université, chaque lycée — y compris dans les L.e.p. —, chaque collège. Les écoles seront, pour 10 000 d'entre elles, équipées également d'un nano-réseau (plusieurs micro-ordinateurs branchés en ligne, capables de se transmettre des informations et connectés à un ordinateur plus puissant). Les 33 000 autres écoles primaires seront équipées d'un « micro », en particulier les 10 000 classes uniques.

Deuxième volet du plan : les logiciels. Utiliser seulement des logiciels traduits aurait été impensable, pour des raisons culturelles autant qu'industrielles. Il s'agissait donc de jeter les bases d'une industrie de programme, d'impulser un mouvement, en évitant les mécanismes pervers qui auraient trop favorisé certains éditeurs. 100 millions ont donc été consacrés à la sélection de quelques logiciels de base, une « valise » qui sera livrée en même temps que les machines. Les établissements pourront ensuite faire leur choix dans un catalogue de 670 logiciels, ce qui coûtera cent autres millions.

Troisième volet : la formation des enseignants. « Si personne n'utilise les machines dès leur installation, on sait alors qu'elles ne sortent jamais des placards. Le retard est irrattrapable », explique Daniel Gras, conseiller technique au cabinet du ministre de l'Education nationale. D'où l'organisation, cette année, de 55 000 stages par lesquels seront passées 110 000 personnes.

Premier bilan de l'opération : un franc succès auprès des enseignants puisqu'il y a eu deux fois plus de demandes que de places disponibles. Les stages avaient lieu pendant les vacances, pourtant ils ont fait plus que le plein. Parce qu'ils étaient rémunérés — 200 F par jour — suggèrent les mauvaises langues, même si de nombreux stagiaires ont reconnu qu'ils seraient venus de toute façon. En tout cas, la forte participation d'instituteurs n'aurait peut-être pas été acquise sans cet effort financier. Non plus que la bonne volonté syndicale.

« A l'issue de cette formation, les enseignants devraient être capables d'utiliser aisément les matériels et d'intégrer dans leur démarche pédagogique ce nouvel outil. » Tels étaient les objectifs officiels. Contrat rempli ? Difficile à dire. Michel, professeur d'éducation physique dans un collège parisien, ne se sent pas encore capable de dresser un bilan. Il a pourtant suivi deux stages, l'un à Jussieu, l'autre à l'Ecole Normale. « J'ai demandé le second parce que je me sentais frustré après le premier : l'informatique est une ouverture sur des tas de choses, à condition d'en maîtriser le fonctionnement. Et c'est un tel casse-tête, au début ! »

Ses confrères, dans les deux stages, semblent avoir bien accroché, dans leur grande majorité, allant souvent jusqu'à se demander entre eux quel micro acheter, pas trop cher... Mordus, même. « C'est comme le piano : si tu n'en fais pas tous les jours... Il faut avoir un ordinateur sous la main pour avancer. »

Michel pense avoir appris à manipuler la machine. « Mais la programmation, c'est bien tentant ! » Quant à savoir comment s'en servir avec une classe... En six jours de stage, même intensif, on ne peut faire de miracle. Dans sa discipline, il songe à constituer ses équipes d'athlétisme avec le concours de l'électronique. Ou à coupler la machine avec une vidéo, pour décomposer les mouvements et les visualiser. Raison pour laquelle il est, d'ores et déjà, partant pour un autre stage spécialisé.

Cette possibilité a été prévue au ministère : des stages courts et spécialisés seront offerts dès l'année prochaine. Et, pour assurer le suivi, des centres de ressources, où les enseignants pourront demander aide et conseils, fonctionneront dans chaque académie.

Reste à savoir qui va se servir des machines et pour faire quoi ? Daniel Gras rappelle que la modernisation ne consiste pas seulement à introduire des choses nouvelles, mais veut transformer l'école. « Il sera essentiel de voir comment réagit l'institution, les enseignants, les parents... »

Pour l'instant, la mise en place du plan provoque beaucoup de questions. Du côté des parents, on est peu au courant, on attend de voir. Du côté des enseignants, on s'inquiète volontiers, comme à l'habitude. On s'interroge en particulier sur le temps d'utilisation qui sera proposé à chaque élève. Les calculs de l'administration suppose un minimum de 30 heures par élève et par an. Les professeurs mettent ces chiffres en doute, qui supposent une disponibilité des machines d'au moins 16 heures par semaine.

L'informatique comme outil pédagogique a fait l'objet de quelques études, mais les enseignants ne savent pas encore comment ils vont le maîtriser, ce qu'ils vont apprendre aux gosses. « Actuellement, je ne peux leur montrer que la manipulation. Et encore : assez simple. Est-ce assez ? » demande Michel, en regrettant à l'avance que certains logiciels, bien faits mais très spécialisés, soient peu utilisés. « Nous verrons comment cela se passe après la rentrée. Le risque, ce serait que l'intérêt retombe trop vite, une fois la mode passée. » Daniel Gras pense la même chose, en rappelant l'enjeu de l'opération : « Répondre au mouvement d'intérêt pour le traduire en mouvement d'utilisation. »

Le dernier volet du plan est donc essentiel : l'informatique pour tous, c'est-à-dire pour tous les citoyens. Ce qui suppose des contrats entre les établissements scolaires et les associations, mais aussi leur ouverture sur la vie sociale et économique. Pour impliquer les parents, on songe, au ministère, à des initiatives type concours, publicité, etc. Mais, pour aller plus loin dans le sens d'une réelle formation, les écoles devraient prendre des contacts avec les petites entreprises, les artisans et les commerçants, organiser des stages. Toutes choses que l'institution scolaire n'a pas du tout l'habitude de faire. Mais qui pourrait bien, au moins autant que l'introduction de la technique nouvelle, en précipiter son évolution. ●

FAIRE SUER LA MACHINE PLUTOT QUE LES HOMMES

Dans le rapport de 150 pages sur l'aménagement du temps de travail que Dominique Taddeï remettra à Laurent Fabius, il préconise de « faire tourner plus longtemps les machines et faire travailler moins longtemps les hommes ». Lumineux ! Mais est-ce si simple à mettre en place ?

PAR PHILIPPE MAQUAT

HISTOIRE de parodier une publicité matraquée sur les ondes depuis quelques mois, on peut affirmer qu'il existe plusieurs sortes de flexibilité ! La flexibilité version Yvon Gattaz, président du C.N.P.F., très inspirée du système américain, et qui vise essentiellement à libéraliser... le licenciement. En clair : le patron n'a plus besoin de vous, merci quand même, mais vous êtes licencié sans autre forme de procès. On saura toutefois gré au patron des patrons d'être en train de relancer auprès des chefs d'entreprise la formation alternée en faveur des jeunes.

Il y a ensuite la flexibilité envisagée par Raymond Barre. A l'occasion d'une interview à « l'Expansion », l'ancien Premier ministre renvoie, certes, Reagan à ses chères études et jette du même coup un sacré pavé dans la marre de droite, où l'on croyait pourtant avoir trouvé la panacée économico-libérale avec l'exemple venu des Etats-Unis. Il n'en reste pas moins que Barre, favorable au partage... des salaires, demeure un farouche partisan de la suppression de l'autorisation administrative préalable aux licenciements. Il a clairement exprimé ces deux intentions dans l'interview accordée au mensuel économique. Les travailleurs savent à quoi s'en tenir du côté du patronat et de la droite. Au moins en sont-ils avertis.

Et puis il y a l'aménagement du travail, préconisé par Laurent Fabius pendant l'Heure de Vérité, la semaine dernière. « Cela veut dire, par exemple, la durée d'utilisation des équipements... l'organisation du travail... l'horaire de travail. » Le remède miracle ? Non, mais selon le Premier ministre, le meilleur moyen de revenir au taux de chômage qui existait avant la crise, à savoir 500 000 - 600 000. C'est en tout cas la conclusion d'une enquête approfondie menée par Dominique Taddeï, député du Vaucluse, lequel présentera un rapport de 150 pages à Laurent Fabius sur ce thème vendredi prochain. Le fruit d'un travail de six mois, ou plutôt de deux ans, puisque le député, qui fut aussi rapporteur du 9e Plan travaille depuis 1983 sur le sujet. « On doit pouvoir tout à la fois faire tourner plus longtemps les machines et faire travailler moins longtemps les hommes », explique Dominique Taddeï. Une organisation différente du travail qui ne démantèle nullement le code du Travail, et précision importante, continue, comme le veut l'ordonnance de 1982, de soumettre le travail dominical au seul volontariat.

Le principe de base de cet aménagement consiste à passer d'une équipe de 39 heures à deux équipes travaillant 32 heures chacune. Soit l'embauche d'une équipe supplémentaire. En fait, les acteurs de

Pascal Lebrun



Dominique Taddeï.

cette modernisation sociale seraient organisés en équipes dites « chevauchantes », tournantes ou en volontaires pour le « V.S.D. » (Vendredi-Samedi-Dimanche).

Prenons un exemple concret : 3 équipes se relaient, du lundi matin au samedi soir, à raison de 32 heures de travail chacune, ces 32 heures étant réparties sur quatre jours. Ce système, à priori favorable aux hommes, permet, en outre, de faire tourner les machines 96 heures par semaine, alors que la moyenne nationale est de 45 heures actuellement. Quant au « V.S.D. » il met en place une équipe qui travaille 9 heures par jour du lundi au jeudi, et une autre qui prend le relais du vendredi au dimanche. Avec, bien sûr, alternance entre les équipes. Cela pour 31 h 30 hebdomadaires, payées au minimum 36 heures. « L'idée nouvelle, explique Dominique Taddeï, est que la réduction du coût des équipements permet une compensation salariale intégrale, ou en tout cas très forte. »

S'appuyant sur des calculs faits par les ordinateurs de l'INSEE, le député du Vaucluse estime que cet aménagement, qui associe une réduction du temps du travail à une meilleure utilisation des machines, sans coût supplémentaire pour l'employeur, serait hautement profitable à l'emploi » 192 000 créations sur 5 ans, au pire, 390 000 au mieux dont 124 000 la première année sont envisageables. Ce qui, dans le contexte actuel n'est pas rien.

En outre, la réduction des coûts de production entraînerait une diminution de l'inflation : 6 % sur 5 ans. Quant aux finances publiques elles récupèrent 46 milliards de francs, l'accroissement de la production des entreprises provoquant, en effet, des rentrées d'impôts sur les sociétés et de TVA, entre autres. Sans oublier la diminution des indemnités de chômage versées. Autant de rentrées à même de financer les aides publiques accordées aux entreprises qui acceptent de jouer le jeu selon le principe exposé par Laurent Fabius sur Antenne 2. « Tout le monde y gagnerait, confirme Dominique Taddeï. »

(suite en page 8)

CUMULARDS : LE COLONEL PAS L'ADJUDANT-CHEF...

Les mesures annoncées par le Premier ministre pour limiter les cumuls emploi-retraite pénaliseront surtout les « cumulards » haut de gamme.

par Claude JADOUL

« J'AI (...) décidé de renforcer la lutte contre les cumuls emploi-retraite (...). La contribution à laquelle sont soumis ces cumuls sera fortement majorée. » Laurent Fabius n'a pas fait mystère de ses intentions, lors de sa prestation à « L'Heure de vérité ». Voilà donc les « cumulards » — vieux serpent de mer de la gauche — dans le collimateur gouvernemental. Un projet sera incessemment déposé sur le bureau de l'Assemblée, pour utiliser une formule consacrée. En tout cas, ces intentions gouvernementales ont fait rudement plaisir au groupe socialiste. Car ce n'est pas d'hier que ce problème est posé. Le groupe a déjà déposé un projet de loi « tendant à garantir le droit au travail et à empêcher les cumuls abusifs entre une pension de retraite et une activité rémunérée lors de la session ordinaire de 1979-1980.

Et, depuis, le gouvernement n'est pas resté inactif. C'est ainsi qu'une ordonnance, du 30 mars 1982, a cherché à limiter les possibilités de cumul. Un moyen simple : une cotisation de 10 % (répartie également entre les employeurs et les salariés) frappe désormais les cumulards *de plus de soixante ans*. Et le produit de cette contribution va, en bonne justice, à l'indemnisation des chômeurs. Une mesure de dissuasion. Combien frappe-t-elle de monde ? Difficile à dire. Selon l'Unedic, qui gère ce fonds, 16 065 salariés ont été assujettis à cette contribution en 1982, soit une rentrée de 32 967 808 francs, très exactement. En 1984, cette somme a grimpé à 125 953 588 francs, mais l'Unedic n'a pas encore cerné exactement la population concernée pour l'année dernière. 20 000 au total, probablement.

On peut retenir une leçon de ces chiffres : manifestement la mesure n'a que faiblement freiné l'ardeur cumularde des entreprises. Le Premier ministre le reconnaît d'ailleurs volontiers : « A cause de la modestie de la somme, cela n'a pas été très efficace. » Clair : le futur taux sera beaucoup plus dissuassif. On n'en fait pas mystère à Matignon ni au cabinet de Michel Delebarre qui prépare le dossier.

Mais, au fait, combien sont-ils ces fameux cumulards ? Et, surtout qui sont-ils ? L'outil statistique fait défaut pour les identifier. 750 000, c'est le chiffre que l'on avançait chez Pierre Bérégovoy lorsque ce dernier était ministre de la Solidarité nationale. Avec, sans doute, un bon paquet de cumulards « au noir ». Mais il y a cumulard et cumulard, et c'est là que l'affaire se complique. Qu'y a-t-il, en effet, de commun entre la situation d'un adjudant-chef qui prend sa retraite, même pleine, à 47 ans et celle du colonel en retraite, une espèce très recherchée par les boîtes — voyez Peugeot — à la recherche d'un directeur du personnel à la redresse ? La réponse est facile à fournir.

Le ministère de la Défense encourage les départs à la retraite de ses sous-off', dynamisme oblige, après 15 années de bons et loyaux services. Avec, à la clé, une retraite proportionnelle insuffisante pour vivre. Entre 37 et 50 ans, cette population a souvent des charges de famille. D'où un nouvel emploi nécessaire. Un homme comme Michel Coffineau, vice-président du groupe socialiste, chargé des questions sociales, fait donc la distinction entre les « petits retraités » et ceux qui ont des retraites fort confortables. C'est tellement vrai que l'ordonnance de 1982 ne visait que les retraités dont les ressources totales dépassaient le S.m.i.c., majoré d'un quart par personne à charge. Pas de problème : le prochain projet de loi ne touchera pas ces catégories de personnes dépassant 60 ans. Les agents retraités à 55 ans de E.d.f., de la S.n.c.f., des mines, les anciens instituteurs du primaire sont dans ce cas, pour le plus grand nombre.

Mais le projet va-t-il toucher l'âge pivot (soixante ans) ? A la C.f.d.t., on le souhaitait. Jean-Marie Spaeth, secrétaire national, ne cachait pas l'ambition de son organisation : « La mesure doit toucher les cumuls emploi-retraite quel que soit l'âge. » Michel Coffineau, lui, est plus nuancé : « En dessous de 60 ans, les dispositions devraient être plus modestes. » Mais est-il possible de proposer, purement et simplement, « l'interdiction du cumul au-dessus d'un certain montant de pension » ? Il semble bien que cette orientation, pour généreuse qu'elle soit, se heurte à une disposition constitutionnelle de 1946 : la liberté du travail figure en toutes lettres dans nos dispositions fondamentales... La voie législative et celle du simple bon sens est donc fort étroite. On ne touchera donc pas au dispositif actuel, si ce n'est en renforcant le taux de cotisation. Celui-ci est doublé pour les revenus de moins de 11 000 F (10 % à charge du salarié et 10 % pour l'entreprise) tandis que le montant est porté à 100 % (réparti 50/50 pour les deux parties) au-delà de 11 000 F.

Tel préfet retraité à vingt mille francs par mois se fera embaucher plus difficilement pour un salaire équivalent auprès d'une grosse entreprise. Toujours la dissuasion. Mais, en soi, la future loi confirmera l'orientation maîtresse du septennat : c'est toujours bien de solidarité qu'il s'agit. Dans la foulée, Fabius laisse d'ailleurs clairement entendre que l'âge d'or du député-maire à la fois président du conseil régional — autre serpent de mer est peut-être révolue...

© Fondation Jean-Jaurès

(suite de la page 7)

C'est aussi l'avis de Dominique Strauss-Kahn, secrétaire national du P.S., qui écrivait récemment dans le « Nouvel Economiste »: « Il ne reste qu'une seule voie pour réduire le chômage : concevoir d'une autre manière la répartition du temps de travail entre tous, et du temps de travail de chacun au cours de sa vie. » A savoir, rompre avec le taylorisme et alterner travail et formation afin de suivre l'évolution technologique en cours.

Laurent Fabius a donc invité salariés, syndicats et employeurs à négocier l'aménagement du travail. Mais en souplesse. Par branche, par entreprise afin de tenir compte des spécificités. Il importe, toutefois, de savoir que de tels aménagements existent déjà. Selon Dominique Taddeï, au moins une centaine d'entreprises françaises se sont déjà adaptées. Les chantiers navals vendéens, Jeanneau, numéro deux français de la plaisance, ont ainsi bénéficié d'une publicité inespérée dans la presse écrite et audiovisuelle ces derniers jours. Cette entreprise de 1 300 salariés, a, en effet, négocié avec les syndicats (sauf la C.g.t.) des horaires de haute saison (41 h 30) et de basse saison (34 h 30) pour une moyenne annuelle de 38 heures sans perte de salaire. Une adaptation saisonnière que l'on retrouve également chez Salomon, à Annecy où chez Robot-Coupe à Montceau-les-Mines (« l'Unité » n° 551). Ailleurs encore. C'est toutefois ce que Dominique Taddeï appelle « des formules défensives » visant à supprimer le chômage technique.

La flexibilité la plus proche de celle souhaitée par le gouvernement et de celle contenue dans le rapport du député existe, c'est bien, depuis le 28 juin dernier, dans les travaux publics (260 000 salariés), qu'on peut la trouver. L'accord de branche, qui n'a été signé ni par la C.g.t. ni par F.o., est en effet complété par des clauses optionnelles applicables à chaque unité de production. Or, ces clauses prévoient des aménagements d'horaire sur quatre jours dans la limite de 39 heures et sur six jours à condition de ne pas excéder 48 heures. Une flexibilité qui permet d'adapter le travail à diverses situations, climatiques entre autres.

En tout cas, Dominique Taddeï continue de prendre le pouls des entreprises et de leurs salariés, allant voir sur place ce qui fonctionne déjà. Il étendra ensuite sa mission aux services. Le secteur tertiaire est, en effet, un terrain où devantage de souplesse est possible, et même souhaitable, pour les usagers. Dans la mesure où ces propositions d'aménagement du travail ne remettent pas en cause les droits, et donc les conquêtes, des salariés au profit du patronat, n'aggravent pas les conditions de travail, bref, ne sacrifient pas les salariés sur l'autel de la robotisation et du profit – n'ont pas hésité à dire et écrire certains observateurs peu scrupuleux – pourquoi ne pas chercher à vaincre des pesanteurs avant tout psychologiques ?

Pesanteurs de toute évidence peu compatibles avec l'effort fait en faveur de la modernisation des entreprises. Entourés de solides garde-fous, les salariés ne sont sans doute pas opposés à de tels assouplissements. Car, par ailleurs, cette adaptation ne peut avoir que des conséquences favorables sur la compétitivité des entreprises et, donc, sur la croissance, autre élément clé de la lutte contre le chômage avec, bien sûr, l'indispensable formation.

Désireux d'associer le plus grand nombre de personnes à sa mission Dominique Taddeï propose à tous ceux et toutes celles qui seraient confrontés, au sein de leur entreprise, à une expérience d'aménagement du travail proche de celles décrites ci-dessus d'en faire part au ministère du redéploiement industriel, 101, rue de Grenelle, 75007 Paris. ●

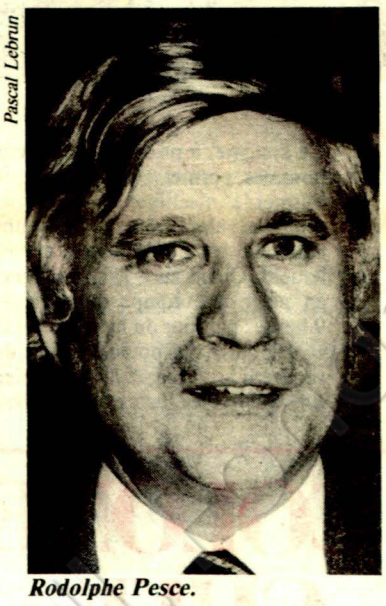
TIERS MONDE : DU NOUVEAU DANS LA COOPERATION

L'exemple donné par les municipalités socialistes d'Aurillac et de Valence montre qu'une aide efficace aux pays du tiers monde ne passe pas seulement par les relations d'Etat à Etat.

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

LA coopération se décentralise. Plus concrètement, les rapports d'Etat à Etat ne constituent plus le seul axe politique de relation avec le tiers monde. L'aide aux pays en voie de développement, les collectivités locales et régionales en font aussi désormais leur affaire. De plus en plus, elles se lancent dans une coopération directe avec les villes et les régions d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

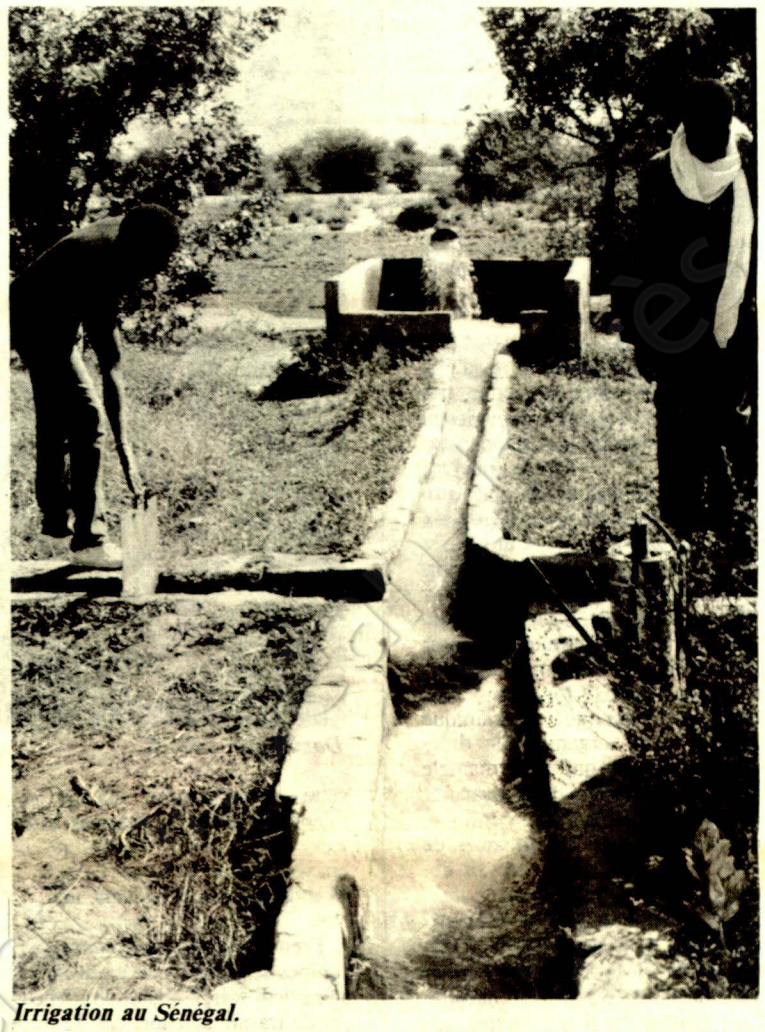
Point de départ de ce vaste mouvement en plein essor : la loi de décentralisation de 1982. Elle a libéré les initiatives des collectivités locales. De nouvelles perspectives se sont ouvertes. Les régions et les communes en ont profité pour s'ouvrir sur l'étranger.



Pascal Lebrun

Rodolphe Pesce.

Exemple : Aurillac. En 1984, le maire socialiste, René Souchon, secrétaire d'Etat à la Forêt, conclut un jumelage avec Bougouni, une commune de 15 000 habitants au sud du Mali. Des contacts sont pris entre les deux villes pour déterminer les besoins. Et, en février, un convoi humanitaire se rend à Bougouni : huit véhicules bourrés de médicaments, du matériel agricole et scolaire pour favoriser l'autodéveloppement du village. Au total une valeur de 100 millions de centimes. Une initiative qui a fait l'unanimité. « Sur le plan municipal et local cette opération a reçu un très bon accueil, explique Francis Pradeau, secrétaire du Comité de jumelage. La mobilisation a été très importante de la part de la population, des associations et des organisations professionnelles pour la constitution du convoi humanitaire. » Ces jumelages assurent à ces opérations de solidarité un maximum d'efficacité. Pas d'ambiguïté possible : les biens et le matériel affrétés en France parviennent bien à leur destinataire. D'ailleurs, cet été, une délégation d'Aurillacois s'est rendue à Bougouni pour juger de l'utilisation qui en était faite. Voire, pour en tirer des enseignements pour l'avenir. Car la détermination précise des besoins n'empêche pas l'apparition de problèmes administratifs : « Si l'envoi de médicaments s'est révélé très rentable puisque l'hôpital de Bougouni en était totalement dépourvu, en revanche, l'utilisation sur place des



Irrigation au Sénégal.



A.f.p.

René Souchon.

camions et des voitures que nous avons envoyés s'est heurtée à quelques difficultés », explique Francis Pradeau. « L'immatriculation des véhicules est très longue à obtenir et l'essence coûte tellement cher que les Maliens n'avaient pas les moyens de faire rouler tous les véhicules. »

Sans compter que ces pays africains sont souvent très centralisés. Et que, localement, les luttes d'influence sont vives pour s'approprier l'aide reçue. Mais, dans l'ensemble, ce jumelage auquel participent également différents ministères (Coopération, Affaires sociales, Agriculture) et la Fédération mondiale des villes jumelées, se révèle très positif. A tel point qu'Aurillac envisage désormais « la mise en place d'actions plus en profondeur ». Notamment en matière de formation. L'an prochain des habitants de Bougouni devraient venir dans le Cantal pour acquérir des connaissances et des techniques dans les domaines de l'agriculture et de la santé.

La coopération décentralisée permet également de trouver des solutions originales au problème de l'immigration. Expérience intéressante : le projet de développement intégré d'Ouro-Sogui, un village de 10 000 habitants au Sénégal. La désertification de la région interdit toute pratique des cultures traditionnelles et de l'élevage. Les hommes ont été contraints d'émigrer. Sept jeunes sur dix vivent à Dakar et à l'étranger. Les immigrés de France et les villageois ont formé une association l'A.d.o. (l'Association pour le développement de Ouro-Sogui). Leur objectif ? Coordonner leurs efforts et financer quelques réalisations permettant à la commune de vivre par elle-même, afin de casser l'exode et de permettre le retour au pays des émigrés.

L'A.d.o. bénéficie de l'aide d'une O.n.g. (Organisation non gouvernementale) Solidarités internationales avec laquelle ont été définis les axes principaux du projet de développement d'Ouro-Sogui : construction et approvisionnement d'une banque de céréales, mise en valeur de 25 ha de terre, création de cinq salles de classe, et constitution d'un dépôt pharmaceutique. Une opération financée par l'A.d.o., le Sénégal, Solidarités internationales, la C.e.e. et le ministère français de la Coopération. « Mais c'est le projet de l'A.d.o. ; il n'a pas été parachuté sur place, Solidarités internationales n'est qu'un intermédiaire technique », insiste Anne de Hautecloque de Solidarités Internationales.

Séduits par cette initiative dynamique, la ville de Valence et le conseil général de la Drôme, sous la houlette du socialiste Rodolphe Pesce, ont décidé de participer à cette entreprise. Une association Drôme-Ouro-Sogui s'est constituée, avec comme secrétaire général, Jean Pontier, un responsable du service de l'Education surveillée du département. « Tout le département s'est mobilisé », constate-t-il. Deux missions, préparées par Solidarités internationales, et dont la dernière, en juillet, était conduite par Rodolphe Pesce, se sont rendues au Sénégal. Le 22 octobre, une vingtaine de jeunes de l'Education surveillée, des « handicapés sociaux » âgés de 16 à 20 ans partiront à Ouro-Sogui pour 50 jours afin de travailler sur les chantiers du projet de développement. Une manière originale et enrichissante de remplir leur contrat de T.u.c. La ville de Valence et le conseil général de la Drôme financent cette expédition. « Mais les jeunes prennent eux-mêmes en charge une partie de leur voyage car nous pensons que c'est un excellent moyen éducatif de leur faire prendre conscience des problèmes de solidarité », explique Jean Pontier.

Aurillac, Valence, deux exemples, deux villes dirigées par un maire socialiste. La gauche a-t-elle l'apanage des opérations de solidarité ? Non, bien sûr. Des collectivités locales et régionales de toutes tendances politiques s'engagent dans cette voie. Mais force est de constater que la gauche a impulsé ce mouvement, au succès sans cesse croissant. En instaurant la loi de décentralisation, elle a créé un cadre institutionnel favorisant ce nouveau type de coopération. Les élus socialistes se sont sentis les premiers concernés et se sont engagés dans des opérations qui ont fait école. Est-ce un hasard si, d'autre part, c'est sous la présidence de Pierre Mauroy que la Fédération mondiale des villes jumelées, qui participe activement à de nombreux jumelages-coopération, a inscrit au rang de ses priorités le développement des relations avec le tiers monde ?

Enfin, le gouvernement encourage également cette politique. Une bourse des projets a été créée par le ministère de la Coopération. Elle a pour vocation de mettre en relation les différents partenaires d'un projet de développement : O.n.g., associations, organismes socio-professionnels, collectivités locales françaises et celles du tiers monde. Elle enregistre les aides que peuvent apporter les communes, les départements et les régions ainsi que les besoins formulés par les pays en voie de développement. Elle met en contact l'offre et la demande, assurant la cohérence des initiatives de développement. Le ministère de la Coopération recense 150 projets, actuellement, et 42 sont en cours de traitement. Il finance, en moyenne, 25 % de ces opérations, qui, en grande partie, concernent les pays du Maghreb et de l'Afrique noire, les relations avec l'Asie et l'Amérique latine étaient moins nombreuses. « Mais nous voulons aller plus loin, explique François Descoueyte, conseiller technique auprès de Christian Nucci, ministre de la Coopération. Nous voulons aboutir à une architecture de réseau offrant un véritable service d'informations. » L'enjeu est de taille. Il concerne le tiers monde, mais aussi très directement la France. « Cette politique permet de couper le racisme à la racine grâce au contact humain direct, explique François Descoueyte. Elle assure une valorisation culturelle des travailleurs immigrés des communes françaises et favorise l'ouverture d'esprit de nos concitoyens. » C'est pourquoi le gouvernement vient d'arrêter de nouvelles mesures, renforçant la coopération décentralisée.

Un effort qui s'inscrit parfaitement dans la politique menée par la France, en matière de coopération, depuis 1981. « Il ne faut pas oublier que, malgré les difficultés économiques, la France a doublé en trois ans son aide au développement, se situant au premier rang des grands pays industriels », souligne-t-on au ministère de la Coopération. ●

(1) Solidarités internationales, 98, rue de l'Université, 75007 Paris ; tél. : 550-22-99.

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

GAZ DE FRANCE - Obligations 14 % 1980

Les intérêts courus du 23 Septembre 1984 au 22 Septembre 1985 sur les obligations GAZ DE FRANCE 14 % 1980 seront payables à partir du 23 Septembre 1985, à raison de F 630,00 par titre, de 5.000 F nominal, contre détachement du coupon n° 5 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 70,00 (montant global : F 700,00).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 104,95 auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de Finances pour 1984, soit F 7,00 faisant ressortir un net de F 518,05. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

A compter de la même date, les 28.570 obligations comprises dans la série de numéros 45.081 à 75.650, sortis au tirage du 23 Juillet 1985, cesseront de porter intérêt et seront remboursables à F 5.000,00 coupon n° 6 au 23 Septembre 1986 attaché.

Ci-après, sont rappelées les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs :

- Amortissement 1981 : 4.779 à 19.063
- Amortissement 1983 : 145.654 à 170.452

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais aux Caisses des Comptables directs du Trésor (Trésoreries Générales, Recettes des Finances, Trésoreries Principales et Perceptions), à la Caisse Nationale ainsi qu'aux Caisses Régionales de Crédit Agricole Mutuel, aux guichets de la Banque de France et des Etablissements bancaires désignés ci-après :

Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Nationale de Paris, Banque Paribas, Crédit du Nord, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commerciale et Banque affiliées, Société Générale Alsacienne de Banque, Société Marseillaise de Crédit, Banque de l'union Européenne, Banque Indosuez, Caisse Centrale des Banques Populaires et toutes les banques populaires de France.

petites annonces

TARIFS

Trois lignes minimum, 28 signes par ligne, blancs compris.

	H.T.
Offres d'emploi	*30 F*
Demandes d'emploi	*20 F*
Immobilier	*25 F*
Divers	*25 F*

Ajouter 18,60 % de T.v.a.

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 13.9. : Ville de La Roche-sur-Yon (Vendée), recrute d'urgence directrice de crèche collective (80 places). D.e. puéricultrice depuis plus de 5 ans.

Candidatures à adresser à M. le Maire, hôtel de ville, place Napoléon, 85021 La Roche-sur-Yon, Cedex.

Réf. 12.9. : Ville de La Roche-sur-Yon (Vendée), recrute d'urgence gestionnaire de restaurant scolaire, responsable des achats de matériel de restauration et de vêtements de travail. Expérience indispensable de la gestion de restaurant de collectivité d'au moins 300 rationnaires. Formation comptable souhaitée.

Candidatures à adresser à M. le Maire, hôtel de ville, place Napoléon, 85021 La Roche-sur-Yon, Cedex.

DIVERS

Réf. 13.9. : Trio de musique brésilienne en France. Original. Réf. ant. Matériel pub disp. Renseignements : téléphoner s.v.p. au (61) 22.77.63.

Réf. 6.9. 2 km Saint-Rémy-lès-Chevreuse (78), enseignant vend, pour cause mutation, pavillon, cinq pièces, grenier aménagé, 2 salles de bain, 2 w.c., cellier, cuisine équipée, garage, jardin paysager 260 m² (écoles, collèges, commerces, équi. sportifs). Prix raisonnable.

Ecrire à la rédaction (service des petites annonces) qui transmettra.

Samedi 14 septembre
à 20 heures

Place du Champ-de-foire
à Nevers

La nuit de la Rose
avec
Lionel Jospin

et la participation de
Marcel Amont

Entrée gratuite
(sous chapiteau)

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création

.la gestion

.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

TOUR EUROPE - 92080 PARIS
LA DEFENSE CEDEX 07
TEL : 778.16.60 TELEX : 610579



Le Parti socialiste vient d'entrer dans la dernière phase de préparation du Congrès d'octobre, qui précédera lui-même de peu la campagne des élections législatives de 1986. C'est dire que les prochains mois vont être décisifs pour le combat des socialistes.

L'information des militants et des sympathisants devient donc essentielle, et le rôle de « l'Unité » va prendre plus d'importance encore. Nous demandons donc à tous les animateurs du Parti, aux responsables fédéraux, aux secrétaires de section de se mobiliser dès aujourd'hui pour collecter de nouveaux abonnements à « l'Unité ».

A titre d'encouragement, tout nouvel abonnement d'un an transmis par un lecteur déjà abonné (joindre la dernière bande) bénéficiera, pendant cette période, d'une réduction exceptionnelle (270 F au lieu de 290 F).

*Que chacun d'entre vous s'engage dans cette grande campagne pour « l'Unité » en trouvant lui-même au moins **un** nouvel abonné. D'avance nous vous en remercions.*

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité » 10, rue de Solferino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

- ★ ***abonnement de six mois (195 F)***
- ★ ***abonnement d'un an (290 F)***
- ★ ***abonnement de soutien (500 F)***

☐ par chèque bancaire
☐ par chèque postal
☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35. J. Paris

Date

Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

R.F.A.: UNE PETITE VILLE TRANQUILLE EN ALLEMAGNE

Dans la capitale fédérale, les histoires de « taupes » font moins de vagues que le toujours très dangereux financement des partis politiques. L'espionnite étant de règle dans les deux Allemagnes il n'est même plus question de s'en scandaliser. En revanche pour des histoires de gros sous en plus ou en moins dans les caisses de leur parti le trésorier du S.p.d. vient de démissionner et deux anciens ministres libéraux passent en justice.

PAR JEROME VAILLANT

(de notre correspondant à Bonn)

RENTREE politique et sociale agitée ou simplement habituelle, comme voudrait le faire croire le chancelier Kohl qui, de retour de vacances, ne cesse de répéter avec la même autosatisfaction et le même aplomb que, dans le passé, depuis Adenauer, il n'y a pas eu en Allemagne de gouvernement fédéral qui ait fait de meilleure politique ni rencontré autant de succès que le sien ! Les déclarations du Chancelier prennent un tour presque incantatoire, comme si le verbe et la pause de l'été devaient faire oublier le sommet de Bonn et la cuisante défaite des chrétiens-démocrates en Rhénanie Westphalie, au mois de mai dernier, conjurer les mauvais démons qui s'acharnent à discréditer un à un ses ministres sans qu'il puisse se décider à procéder à un remaniement ministériel d'envergure.

La rentrée en R.f.a. a été riche en événements imprévus, mais elle est restée, dans l'ensemble confuse, les protagonistes semblant encore chercher leurs arguments et leurs thèmes pour la prochaine bataille des législatives de 1987. Il est, en effet, encore trop tôt pour savoir si les armes que les états-majors des partis sont en train de fourbir seront demain encore adaptées à une situation internationale et intérieure en évolution. L'accusation d'anti-américanisme, portée par les chrétiens-démocrates contre le S.p.d. ne risque-t-elle pas de perdre de son mordant au cas où, malgré le scepticisme qui reste aujourd'hui de rigueur, la rencontre Reagan-Gorbatchev ouvrirait une période de détente relative entre l'Est et l'Ouest ?

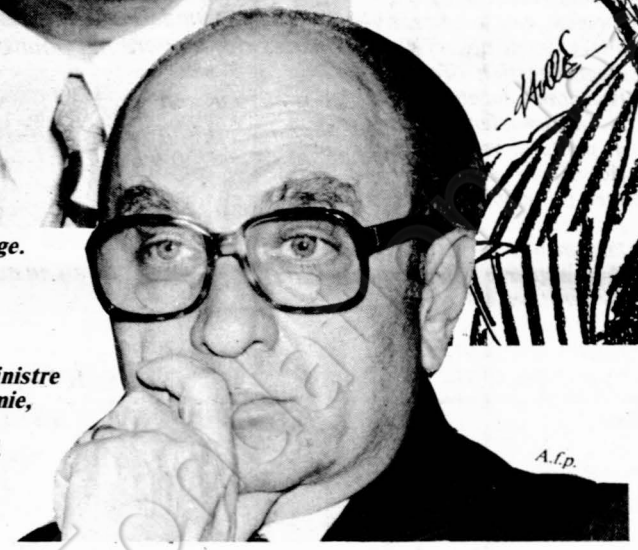
Le reproche, formulé par les sociaux-démocrates, à l'encontre du gouvernement, d'être incapable de résorber le chômage tiendra-t-il si, contre toute attente, la conjoncture se maintient et se développe, permettant, d'ici à un an, de faire passer le nombre des chômeurs en dessous de la barre fatidique des 2 millions ? Autant d'inconnues qu'on souhaiterait ne pas avoir à prendre pour telles, mais qui gênent les partis dans l'élaboration de leur stratégie.

A défaut de voir loin, on en accorde que plus d'intérêt aux événements immédiats, sans qu'une volonté politique précise ne se manifeste dans l'un ou l'autre camp. L'affaire Tiedge, succédant à la disparition de la secrétaire du ministre fédéral de l'Economie, Martin Bangemann, et d'une autre secrétaire travaillant au comité directeur de l'association des réfugiés, est déjà en train de passer dans l'oubli et cela tient pour une bonne part à l'attitude adoptée finalement par les gouvernements de Berlin-Est et de Bonn. Après, à dire vrai, une période de flottement due à l'imprudence du chancelier qui avait cru devoir affirmer, à l'occasion de la disparition des deux secrétaires, que de telles affaires compromettaient les relations entre les deux Etats allemands.

Sipa-presse



Heinz Tiedge.



L'ancien ministre de l'Economie, le comte Lambsdorff.

A.f.p.

Helmut Kohl, vu par Daullé.



Berlin-Est avait alors rappelé au gouvernement de Bonn que, de janvier 1984 à juin 1985, la R.d.a. avait arrêté 168 espions ouest-allemands. En clair, cela voulait dire que les deux Allemagnes étaient quittes au plan de l'espionnage, et qu'il n'y avait pas de raisons de dramatiser. Le message a été bien reçu à Bonn.

Une fois passé l'habituel réflexe d'espionnite, il faut donc constater que ni la R.f.a. ni la R.d.a. n'ont cherché à tirer un quelconque avantage politique de l'affaire. Cela tient, bien sûr, aussi au fait que l'on ne sait toujours pas si le chef du contre-espionnage ouest-allemand est passé en R.d.a. sur un coup de tête, pour se soustraire à des difficultés personnelles et financières (comme le laisse entendre aujourd'hui encore la thèse officielle), ou s'il travaillait depuis des années — mais combien ? — pour les services est-allemands.

Que le gouvernement de la R.f.a. maintienne la thèse officielle du coup de tête est d'ailleurs aussi révélateur que le fait que la R.d.a. garde Tiedge au secret, et ne lui fasse pas faire de déclarations publiques, comme cela se faisait dans le passé quand un transfuge occidental servait à stigmatiser la « politique agressive du camp impérialiste ».

A Bonn comme à Berlin-Est, on a donné le mot d'ordre de « limiter les dégâts ». A la Foire de Leipzig le président de la C.s.u., et chef du gouvernement bavarois, Franz-Josef Strauss, n'a pas hésité à dire que, dans l'affaire Tiedge, les torts n'étaient pas du côté de la R.d.a. mais de celui des incapables qui en R.f.a. n'ont pas su prendre à temps des mesures nécessaires pour neutraliser celui-ci. Et Honecker de lui faire écho, quelques jours plus tard, lors de sa traditionnelle tournée des stands ouest-allemands à Leipzig, en déclarant que les relations entre les deux Etats allemands se développaient de façon satisfaisante.

Les échanges commerciaux entre la R.f.a. et la R.d.a. ont, en effet, augmenté en un an de 7 % pour atteindre un volume global de 16 milliards de marks, soit environ 50 milliards de francs.

Pas de quoi reporter un voyage

Willy Brandt, qui avait choisi de démissionner en 1974 à la suite de l'affaire Guillaume et, depuis, avait décidé de ne pas se rendre en R.d.a., y sera officiellement reçu le 18 septembre prochain. L'affaire Tiedge ne lui paraît pas non plus suffisamment importante pour qu'il reporte son voyage.

Le jour même du débat parlementaire à Bonn où le S.p.d. demandait la tête du ministre fédéral de l'Intérieur, Friedrich Zimmermann, responsable en tant que tel des services où travaillait Tiedge, le trésorier du S.p.d., Hans-Jürgen Wischnewski, démissionnait de ses fonctions dans un geste de mauvaise humeur, et, sans avoir cherché au préalable à s'expliquer avec la direction de son parti. Les projecteurs de l'actualité se braquaient sur lui, délaissant un ministre trop mal dans sa peau pour ne pas apprécier le service qui lui était ainsi rendu. Cette démission attirait de nouveau l'attention sur un problème qui venait juste de revenir au-devant de la scène, avec l'ouverture à Bonn du procès intenté à l'ancien manager de Flick, Von Brauchitsch, ainsi qu'aux anciens ministres de l'Economie, Friedrichs et Lambsdorff, accusés de corruption et de fraude fiscale au bénéfice du parti libéral. Il y allait une fois de plus du financement des partis.

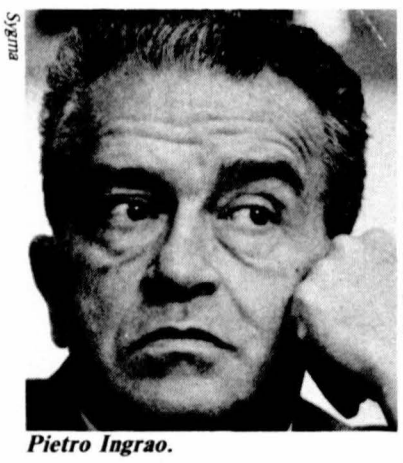
L'état des caisses du S.p.d. ferait sans doute envie à plus d'un parti en France. Pourtant, Wischnewski estimait qu'au rythme actuel des dépenses, le S.p.d. ne réussirait pas à trouver les 50 millions de marks jugés nécessaires au financement de la campagne des législatives en 1986-1987. Même si le chiffre global de 920 000 cartes délivrées cette année paraît fort respectable, le S.p.d. ne cesse, en effet, de perdre des adhérents depuis 1980, mais, surtout depuis qu'il a quitté le pouvoir, au total 60 000 en quatre ans. Ce sont autant de cotisations en moins, à une époque où, par ailleurs de nombreux sociaux-démocrates n'arrivent pas à se décider à payer la cotisation qui correspondrait à leur salaire effectif. Et, surtout, le S.p.d. n'a plus droit aux mêmes largesses que dans le passé de la part des industriels ouest-allemands qui, pour avoir, à la suite de l'affaire Flick, réduit en général leurs dons aux partis politiques, n'en conservent pas moins une nette préférence pour les libéraux et les chrétiens-démocrates. En 1984, le S.p.d. n'a reçu qu'un maigre million de marks sous forme de dons contre plusieurs à la C.d.u.-C.s.u.

Hans-Jürgen Wischnewski voulait donc imposer une cure d'austérité au S.p.d. pour assainir ses finances. Il estimait que, dans l'état actuel des choses, celui-ci ne pouvait en particulier se permettre le luxe d'éditer deux journaux, l'un envoyé gratuitement à tous les adhérents, l'autre, le vieux « Vorwärts », l'organe historique du parti depuis sa fondation au siècle passé, mais en déficit chronique depuis plusieurs années en raison d'un nombre insuffisant d'abonnés. Son maintien nécessiterait une subvention de 4 millions de marks en 1985-1986. Wischnewski ne proposait ni plus ni moins que de liquider le « Vorwärts », sacrilège impensable pour Willy Brandt. En démissionnant, Wischnewski voulait provoquer une prise de conscience au sein du S.p.d. En choisissant mal ses moyens et son moment, il aura, sans doute, d'abord provoqué l'effet inverse, d'autant qu'il a cru bon d'ajouter dans une déclaration officielle qu'il ne supportait plus la façon dont Hans-Jochen Vogel faisait la leçon au groupe parlementaire social-démocrate à Bonn.

Un néologisme fait depuis quelques jours la ronde en R.f.a. : le « trialogue social » ! De 1967 à 1977, cela s'appelait encore « l'action concertée ». Mise en place, à l'époque, par le ministre social-démocrate de l'Economie, Karl Schiller, il s'agissait d'une table ronde régulière entre représentants des syndicats et des organisations patronales sous l'égide de l'Etat. Le gouvernement respectait, certes, l'indépendance des partenaires sociaux en matière de conventions collectives, mais ces rencontres régulières était, pour lui, autant d'occasions de faire connaître son point de vue sur les limites que les prix et les salaires ne devaient pas dépasser. En 1977, les syndicats s'étaient retirés de « l'action concertée » en signe de protestation contre l'attitude, adoptée par les patrons, sur l'extension de la cogestion dans l'ensemble de l'économie allemande.

Avec cette nouvelle forme de dialogue à trois, le chancelier Kohl tente vaguement de renouer avec les traditions de « l'action concertée ». Mais, dans le style qui lui est propre, il s'agit moins désormais de chercher à aboutir à un quelconque accord que d'échanger sur la situation économique et sociale des points de vue pourtant déjà connus. Ils n'en est rien sorti que l'on ne sût déjà : pour résorber le chômage, le gouvernement fédéral, comme les patrons, continuent de tabler sur la croissance économique et refusent tout programme d'investissement de l'Etat pour créer de nouveaux emplois, ce que réclament précisément, mais en vain, les syndicats.

Pour ne pas se quitter trop mauvais amis, chaque partie en présence restant soucieuse de manifester à l'opinion sa capacité de dialoguer avec l'adversaire, gouvernement, patrons et syndicats se sont au moins mis d'accord sur l'usage qu'il convenait de faire des excédents de la caisse chômage : ils serviront à financer les stages de formation professionnelle pour les chômeurs ne disposant d'aucune qualification et à améliorer les prestations attribuées aux chômeurs de longue durée. Mais cela, l'agence fédérale de l'emploi et le ministère du Travail le proposaient depuis longtemps déjà. Le « trialogue social » ne règle donc rien qui n'ait été déjà réglé, mais ses participants semblent être satisfaits d'avoir, au moins, réussi à se rencontrer pour discuter comme il convient à des gens du monde. ●

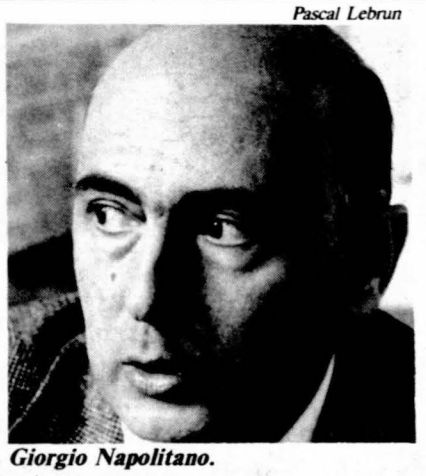


Sygma

Pietro Ingrao.



Luciano Lama.



Pascal Lebrun

Giorgio Napolitano.





Alexandro Natta sous le portrait de Togliatti.

Gamma

ITALIE : METAMORPHOSES ET AVATARS DU P.C.I.

Comment préserver son électorat et comment l'utiliser pour régner à gauche et se débarrasser des socialistes ? Débat tactique pressant qui pousse les communistes italiens à envisager le pire : changer de nom...

(de notre correspond à Rome)

***A** Ferrare, au beau milieu de la fête de « l'Unita », quand Guido Carandini (ex-député du P.c.i.) a lancé l'idée de débaptiser le Parti communiste, la balle a été cueillie au bond par l'ensemble de la presse et du monde politique. Suivant l'inspiration, on a suggéré la création d'un grand parti démocratique du travail qui réunirait les partis de gauche où, chevauchant des slogans illuminés au néo, on rêvait tout haut, proposant des formules comme néo-socialiste voire même néo-réformiste.*

Si le débat a pu tenir plusieurs jours de suite à la une des quotidiens, relayé par la presse hebdomadaire, ce n'est pas seulement un effet de la rentrée. Derrière cette escarmouche sémiologique, qui au fond ne pourrait relever que de l'anecdote sur fond de fête foraine et de repas un peu arrosé, couve, chez les communistes, un débat tactique pressant : comment préserver pour le P.c.i. son électorat et comment l'utiliser pour régner à gauche et se débarrasser du P.s.i. Une force électorale qui, contrairement aux idées reçues, doit moins aux structures du Parti communiste italien qu'à la souplesse de la société italienne et à une démocratie décentralisée qui permet la participation politique et économique des partenaires sociaux, non seulement autour des tables de négociations, mais dans la gestion directe de l'économie locale.

Ces transferts de compétences du politique vers l'économie, ont permis au P.c.i. d'affiner sa perception politique et son langage économique, et ont largement favorisé dans l'après-guerre l'éclosion des coopératives agricoles et industrielles ; notamment en Emilie, sanctuaire actif du mouvement ouvrier italien. Ainsi le P.c.i. peut se vanter d'associer à la même table le syndicaliste ou l'ouvrier en « cassa integrazione », à 700 000 lires par mois, ou bien le représentant d'une coopérative gérant un chiffre d'affaires évalué à quelques centaines de milliards de lires, ou encore un président de conseil général qui manie les deniers du contribuable en tant que p.-d.g. Cette cohabitation ne va pas sans friction mais, dans l'ensemble, cette promiscuité rassure, et dans les colonnes des journaux on parle avec une certaine complaisance des deux âmes du P.c.i.

L'association aux affaires des communistes, et les échecs économiques des pays de l'Est ont permis à certains membres du Comité central de comprendre que le monopole public de l'économie n'était pas la panacée que l'on croyait au début du siècle. Dès le début des années soixante on a commencé à penser qu'elle ne pourrait être une fin en soi et qu'il fallait chercher un autre modèle. Mais, après plusieurs tentatives de cohabitation avec les partis du centre (dont le compromis historique fut le point culminant), l'analyse politique du P.c.i. n'a pas évolué, toujours partagée entre l'orthodoxie et la nécessaire adaptation aux nouvelles données économiques et sociales.

Après la mort de Berlinguer, pour masquer une évidente confusion interne, les dirigeants du P.c.i. ont cédé à la simplification qui consiste à radicaliser les pressions sur la majorité gouvernementale, se lançant dans une lutte absurde qui, si elle avait abouti, aurait privilégié les salaires au détriment des emplois. La ficelle était un peu grosse, il était clair qu'il s'agissait, par le biais du référendum, d'un coup de main pour déboulonner Bettino Craxi, les électeurs n'ont pas marché et le P.c.i., en fin de compte, s'est retrouvé totalement isolé. Aujourd'hui, il s'agit toujours de faire peau neuve sur le dos des socialistes, mais il y a désaccord sur la stratégie. Il y a ceux qui, au nom de l'héritage de Togliatti et de Berlinguer veulent foncer, bille en tête, pour « rompre le leadership de Craxi », et après quoi « on pourra avoir un rapport privilégié avec le Parti socialiste ». C'est la ligne défendue par Cossutta et Ingrao et il y a ceux, plus subtils, comme Napolitano, Reichlin, ou le syndicaliste Lama qui voudraient tenter un pacte social directement avec le grand patronat, courcircuitant ainsi la Démocratie chrétienne et surtout le P.s.i., dont la position dans la majorité deviendrait rapidement intenable.

Cette politique est assez bien perçue par une partie de l'« establishment » italien, ce qui explique que, de « la Republica » à « l'Espresso », une grande partie de la presse italienne joue le jeu.

MICHEL MATHIEU

ISRAEL : LE SYNDROME KAHANA

Un sondage explosif a donné la mesure de l'une des conséquences de l'aggravation de la tension en Israël : 22 % des voix pour les partis racistes dont le rabbin Kahana est le porte-parole.

PAR JEAN LIBERMAN

LE drame palestinien est revenu de plein fouet à l'avant-scène, tant au Liban qu'en Israël. D'une part l'abominable « guerre des camps » a été rallumée à Beyrouth, non sans le feu vert syrien, avec l'assaut chiite contre le dernier bastion palestinien de Borj-Barajneh (35 000 réfugiés), d'autre part de graves inquiétudes montent en Israël à la suite du sanglant regain de tension, dans les territoires occupés, qui compromet toute dialogue de paix.

Un sondage explosif a donné, en Israël, la mesure de l'une des conséquences de l'aggravation de la tension en question. Avec 22 % des voix pour les partis Tehiya (extrême droite) et Kach, dont le seul député est le sinistre rabbin Kahana — partisan de l'expulsion pure et simple des Arabes d'Israël et des territoires occupés — leur audience, jusque-là restreinte, les place en troisième position derrière le Likoud (lui-même annexionniste).

Tandis que le président Haïm Herzog affirme que si Kahana atteignait ses objectifs ce serait par contrecoup « la mort de 100 000 juifs des pays arabes », Shimon Pérès, alarmé, dénonce dans les progrès de Kahana « le plus grand danger contre la démocratie israélienne... et toutes les traditions éthiques de nos vies ». Le grand rabbin de France, Sirat, avait déjà condamné « ce député, qui porte, hélas, le titre de rabbin » et se situe « à l'opposé de tous les idéaux du judaïsme ». Un sondage n'est, certes, pas un vote, mais on se demande si cette tendance pour le moins préoccupante, ne témoigne pas, notamment au-delà de la conjoncture, des positions d'une jeunesse qui n'a guère connu l'Israël d'avant 1967 et serait tentée par des solutions tranchées.

Comme toujours, d'ailleurs, cet extrémisme répond à celui d'en face. 15 Israéliens assassinés en un an dans les territoires occupés, 23 nouvelles victimes récentes en cinq semaines, civiles ou militaires, poignardées ou « révolvérisées » lors d'attentats, généralement individuels, mais revendiqués par des organisations, dont l'O.l.p. : face à une opinion traumatisée le gouvernement en est revenu à la politique de « la poigne de fer ». La détention administrative (qui permet de garder six mois ou plus un suspect en prison sans jugement) s'est abattue sur plus de 50 Palestiniens et, à nouveau, sont largement pratiqués les expulsions (abandonnées depuis 1980) et les dynamitages de maisons. Bref le cycle infernal de la violence.

Que ces attentats soient spontanés ou obéissent au déclenchement d'une guérilla, (comme l'affirme le chef dissident palestinien Abou Moussa aux ordres de Damas), l'on assiste à leur récupération extrémiste de part et d'autre ; cercle vicieux qui compromet toute tentative de solution.

La politique de négociation entre Israël et les Jordano-Palestiniens, prônée par les modérés des deux bords, est la première touchée. Shimon Pérès, que l'on sait hostile à une annexion, qui ferait du Grand Israël un Etat peuplé d'un million et demi d'Arabes, et partisan d'un compromis territorial, a dû, sous la pression de l'extrême droite, mettre directement en cause la responsabilité d'Arafat dans les attentats... Et Rabin d'« avertir » Hussein, coupable d'héberger des organismes de l'O.l.p. Déjà Ariel Sharon, le « champion » de la guerre du Liban, propose d'attaquer en Jordanie !

Pas étonnant, dans ces conditions, que les perspectives de contacts israélo-jordano-palestiniens, auxquelles se consacrait le médiateur américain M. Murphy, paraissent s'estomper. On sait qu'elles faisaient suite à l'initiative d'Hussein, proposant la création d'une entité palestinienne fédérée avec la Jordanie, sur les territoires, en échange de la reconnaissance par l'O.l.p. de l'Etat d'Israël. Mais la Maison-Blanche a réagi avec scepticisme à un appel récent d'Arafat tentant de relancer cette initiative, sous le signe de « la paix contre les territoires », en « regrettant que l'O.l.p. n'ait pas rappelé le droit d'Israël à l'existence ». Non seulement Israël a également rejeté cet appel, mais ses « jusqu'auboutistes » ont réussi à faire voter, en première lecture, à la Knesset, contre l'opposition de gauche, une loi interdisant désormais tout contact entre citoyens israéliens et responsables de l'O.l.p.

Les volontés respectives de Pérès et d'Hussein et la situation même de l'O.l.p., permettent cependant encore d'espérer que les maillons éventuels d'une éventuelle négociation ne sont pas rompus.

Enfin, la libération par Israël des derniers prisonniers chiites du camp d'Atlit laisse-t-elle finalement présager la libération des deux otages français du Liban (sur quatre) : Michel Seurat et Jean-Paul Kaufman ? On a quelque raison de l'espérer. ●



A.f.p.

Le rabbin Kahana.



CHILI: DOUZE ANS DE MALHEUR

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

TRISTE anniversaire. Il y a douze ans, le 11 septembre 1973, Pinochet et ses sbires prenaient le pouvoir au Chili. Douze ans après ils tuent encore. Un enfant, de six ans seulement, est l'une des dernières victimes du chacal de Santiago. Ce gavroche chilien n'avait pas connu l'époque de l'Unité populaire, il n'avait jamais vécu en démocratie et il a été assassiné. Par des soldats d'un régime qui hait la vie, les curés, les marxistes, les jeunes, les chanteurs, et qui tire sur tout ce qui bouge. De crime en crime, d'état de siège en état d'urgence, Pinochet et ses amis, car il ne faut pas croire qu'il est tout seul, là-haut, sur la tourelle de son blockhaus, ont construit un monde de terreur et de misère.

Triste anniversaire aussi pour tous ceux qui, inspirés par de sombres calculs politiciens, ont aidé à annihiler la démocratie au Chili. L'Eglise a lancé un ultime appel lors des dernières « protestas ». « Nous nous enfonçons dans la spirale de la folie. » La réponse du dictateur ferme toutes les issues : « Je quitterai le pouvoir en 1989. » La proposition d'une partie de l'opposition, favorable à une transition pacifique vers un régime démocratique, n'a pas été entendue. La « violence institutionnelle » s'exerce maintenant contre toute l'opposition, et le régime ne semble pas disposé à écouter les conseils de sagesse et de modération qui lui ont été adressés par les Etats-Unis. On pense, à Washington, que l'allié chilien, bien que fidèle, devient un peu trop encombrant, mais on ne va pas pour autant pousser Pinochet vers la sortie. Selon certaines sources chiliennes, l'ami américain veut, avant tout, avoir des garanties de la part de ceux qui, dans l'opposition, aspirent à remplacer le tyran. Les Etats-Unis n'ont pas encore trouvé « la » carte qu'ils pourraient jouer pour l'après-Pinochet.

Les fêlures apparues au sommet de l'Etat, à l'occasion de l'arrestation de carabiniers impliqués dans le meurtre des opposants, peuvent encourager une contestation qui n'a pas cessé, malgré les divergences qui divisent l'opposition. Le 26 août dernier, un accord politique a été signé avec la participation de plusieurs courants, depuis la droite conservatrice jusqu'aux socialistes. Plusieurs hommes politiques de droite, opposants de fraîche date, ont aussi participé à la constitution de ce « front civique ». L'Eglise catholique avait pris l'initiative d'encourager cet accord, et on signale à Santiago le rôle crucial joué par le cardinal primat Fresno, archevêque de Santiago.

Les partis de gauche gardent, cependant, une attitude de prudence face aux mouvements enregistrés dans l'aile droite de l'échiquier politique. La gauche chrétienne, les socialistes (les courants Briones et Mandujano) ont émis quelques réserves. La « gauche radicale » : parti communiste, socialiste du courant Almeyda et M.i.r. – exclus des négociationes qui ont précédé l'accord du 26 août – n'ont pas tardé à manifester leur opposition. La revue « Analisis » (1) signale que « l'ensemble de l'opposition, y compris les secteurs qui ont signé l'accord, reconnaissent que ce texte reflète plus fidèlement les intérêts et priorités du centre et de la droite que ceux de la gauche et du centre-gauche ».

Le risque est grand, pour Pinochet, de se retrouver un jour face à une opposition unie et mobilisée. Pour l'instant le fossé existe entre les débats politiques des hommes et des partis et un mécontentement social qui s'exprime surtout dans la rue. Mais si Pinochet s'enferme encore plus dans son intransigeance criminelle, si la réponse à toute « politique de négociation » est la répression, beaucoup des sujets actuels de divergence vont paraître bien ridicules à côté de l'exaspération populaire. Triste anniversaire !

(1) « Analisis », n° 106, du 3 au 9 septembre 1985. Santiago du Chili.


Sipa-presse


A.f.p.

Répression de la dernière « protesta », le 5 septembre dernier à Santiago.

VOYAGE DANS LE PAYS LE PLUS ENDETTE DU MONDE

II. LE BATON ET LA CAROTTE... DANS L'ORDRE

Les accusations de corruption volent bas et parfois elles visent très haut dans une démocratie ou la « morbida » (pot-de-vin) est élevée au rang d'institution. Pour beaucoup de Mexicains, répression et corruption sont les deux visages d'une même réalité. Pourtant, sous la présidence de Miguel De La Madrid un réel effort de moralisation est entrepris.



Mère mexicaine réclamant son enfant « disparu » à Mexico-City.

Gamma



Gamma

Miguel De la Madrid.



Lopez Portillo, ancien président de la République.



A.f.p.

Deux ex-agents de la sécurité arrêtés pour trafic de drogue et kidnapping au printemps dernier.

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

(de notre envoyé spécial)

LES plus hautes autorités de l'Etat mexicain le savent, ce pays fait face à toute une série de problèmes structurels. Le secteur qui monte, au sein de l'appareil d'Etat, appelé joliment la « techno-bureaucratie », est en train de changer le visage politique du Mexique. On ne peut pas dire la même chose pour les aspects sociaux et culturels d'une situation devenue explosive. Le Mexique se modernise, c'est vrai. Le Mexique connait un changement, en profondeur, qui touche les élites traditionnelles qui exerçaient les pouvoirs politiques, c'est vrai. Mais les données les plus (profondes) de la société semblent rester immuables. C'est vrai et c'est grave.

Les analystes politiques se font un devoir de signaler les modifications qui, petit à petit, ont modernisé l'appareil d'Etat mexicain. Mais ils reconnaissent aussi qu'à la base du système, envers et contre tout, le principe reste le même pour un R.r.i. tout-puissant : « une faveur = un vote » (1). La politique c'est le P.r.i. qui doit la faire, et c'est à partir de ses intérêts qu'on détermine le caractère légal ou illégal d'une revendication... Ce qui ne laisse pas beaucoup de marge pour l'expression démocratique. La réponse donnée par les autorités à ce problème — reconnu comme tel par l'ensemble de la classe politique — passe, et se limite, à la modernisation de l'Etat. Plus d'efficacité bureaucratique et, en conséquence, moins de revendications, moins de conflits ... Vœux pieux dans une société dont l'histoire montre qu'on ne peut pas réduire les demandes sociales à de simples actes administratifs.

Réticences et résistances

L'effort de « moralisation » de la vie publique et privée ne manque pas de courage. Le renouveau moral, entrepris par le dernier gouvernement du P.r.i., soulève ici et là des réticences et des résistances. Et pourtant ! Le souci d'efficacité, si prisé du gouvernement, ne peut avoir d'existence que dans une société « purifiée ». A commencer par tous les échelons du secteur public. Pendant mon séjour, plusieurs « affaires » ont défrayé la chronique quotidienne. Les journalistes mexicains — pourtant fort expérimentés dans ce genre d'affaires — ne savent plus où classer ces histoires, toujours aux frontières de la politique, la rubrique policière ou les pages économiques. La police par (mauvais) exemple constituant un motif de mécontentement pour les secteurs sociaux qui doivent faire face à l'arrogance, la brutalité et la cupidité de membres de cette institution vouée au maintien de l'ordre. La « mordida » (pot-de-vin) reste, dans les villes et dans les campagnes, le levier principal, d'un grand nombre de rapports sociaux élémentaires. Obtenir un permis de conduire, faire « sauter » des contraventions, bien sûr, mais la « mordida » a aussi un rôle important dans les grandes affaires. Les très nombreux exportateurs européens, qui ont à faire des transactions avec le Mexique, peuvent en témoigner.

Le « Financial Times », très lu, et surtout largement reproduit par la presse mexicaine, n'y va pas avec le dos de la cuillère. Dans un article très commenté à Mexico City, le prestigieux journal britannique définit lapidairement le système mexicain : « Le bâton et la carotte » (2), dans l'ordre ! Un analyste politique, dans un journal de la capitale, titre son papier de la façon suivante : « Corruption : base de la démocratie ? » C'est que les accusations volent bas et, par-

(suite en page 14)

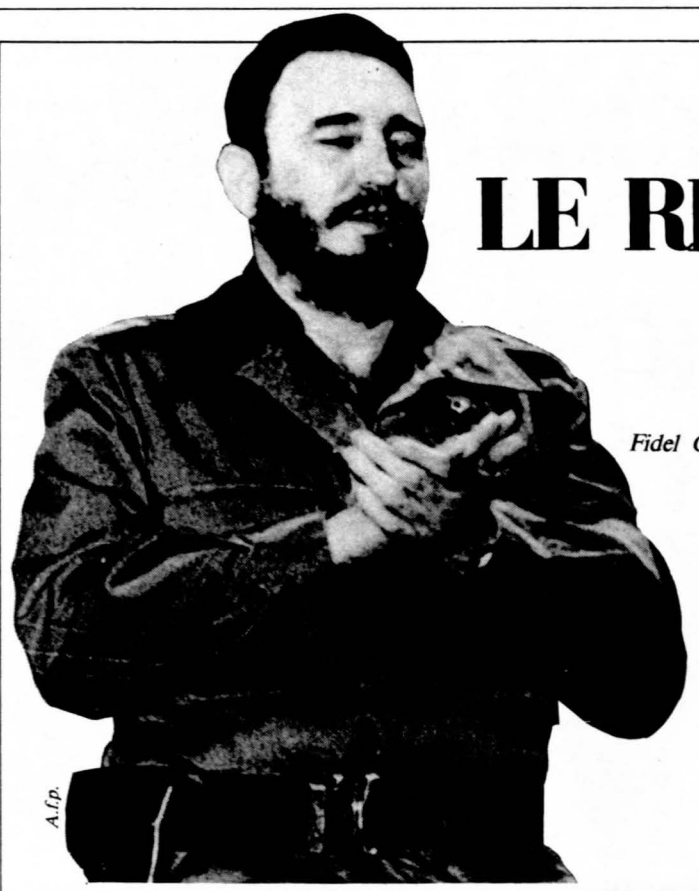
(suite de la page 13)

fois, elles visent haut. Ainsi une très officielle enquête gouvernementale sur la gestion de l'ancien président Lopez Portillo a complètement blanchi l'ex-président et son entourage. Il n'empêche que, pendant des mois les accusations de népotisme, de démagogie et de corruption ont fortement secoué l'« establishment » politique. Il est vrai aussi que, pour le président De la Madrid la tâche n'est sans doute pas facile. L'héritage est lourd à porter et, dans le cas mexicain, il est, en plus, difficile à renier. La continuité étant l'une des chefs de voûte du système. L'image de l'actuel chef de l'Etat contraste avec celle de son prédécesseur. De la Madrid s'évertue à remplir son devoir avec un dépouillement protocolaire savamment défini. Aidé en cela par les nouveaux promus dans la classe politique, des tecnocrates et des hommes issus de milieux d'affaires, qui n'ont pas grand-chose à voir avec les politiciens traditionnels. Sobriété, nouvelle éthique et efficacité administrative sont les mots d'ordre depuis décembre 1982.

Policiers pris la main dans le sac

Pour la première fois dans l'histoire juridique du Mexique, deux anciens membres de la Direction fédérale de sécurité (D.f.s.) ont été accusés « d'enrichissement illicite » pendant l'exercice de leurs fonctions. C'est le gouvernement central lui-même (au plus haut niveau) qui demande une enquête approfondie sur les biens dont ces fonctionnaires étaient propriétaires. Rafael Chao Lopez et Daniel Acuña Figueroa (agents de la D.f.s. jusqu'au mois de mars 1985) n'ont pas pu, selon l'enquête, « prouver qu'ils étaient les propriétaires légitimes » des maisons, des avions, des terrains et des parts, dans des sociétés privées, pour un montant de plusieurs milliards de pesos mexicains. L'épuration des corps de police, l'un des thèmes principaux dans la campagne électorale de celui qui n'était alors que le candidat De la Madrid marque quelque peu le pas. Malgré tout, les Mexicains peuvent apprendre hebdomadairement les prouesses et les mésaventures de policiers pris la main dans le sac. Le président reconnait qu'il y a encore de l'immoralité et des cas de corruption dans certains secteurs de l'appareil d'Etat, notamment dans la police, ou dans les services des douanes... » Cette « reconnaissance » ne satisfait plus les secteurs de la société que, jour après jour, sont aux prises avec les organismes de sécurité. Pour beaucoup de Mexicains, répression et corruption sont les deux visages d'une même réalité. Et, bien entendu, les plus pauvres sont les plus exposés, quand on n'a rien il est difficile de « payer » les protections nécessaires... !

Quand le gouvernement enquête, les résultats peuvent surprendre ! Pendant mon séjour au Mexique la presse a fait état de quelques faits étonnants. Ainsi, un délégué du secrétariat au Développement urbain et écologique fut interrogé pour avoir vendu des terrains dans lesquels les enquêteurs gouvernementaux ont trouvé pas moins de 80 hectares de mari-



Fidel Castro.

A.f.p.

CONTADORA OU LE REVE DIPLOMATIQUE D'UNE PETITE PUISSANCE MOYENNE



A.f.p.

Miguel De la Madrid et Ronald Reagan.

LE Mexique joue un grand rôle dans la politique de l'Amérique centrale et des Caraïbes. C'est une évidence. Depuis les années 60, avec la révolution cubaine, le Mexique a développé une très habile politique face aux soubresauts révolutionnaires dans la région. Du Rio Grande à la Terre de Feu, la politique extérieure mexicaine jouit d'un incontestable respect, et les démarches du groupe de Contadora, créé à l'initiative du Mexique et du Venezuela, n'ont fait qu'accroître ce prestige bien mérité. Soucieux d'obtenir une « paix régionale », susceptible d'éloigner le danger des conflits qui pourraient menacer à terme la stabilité intérieure de leur pays, les dirigeants mexicains maintiennent, depuis quelques années, une active diplomatie qui butte contre la politique agressive des Etats-Unis.

L'Amérique centrale revêt, pour les intérêts économiques du Mexique, une importance fondamentale. Face à la grande puissance du Nord, les Mexicains ont tout intérêt à essayer de développer des liens d'amitié et de coopération avec les principaux pays de l'isthme, et aussi du bassin des Caraïbes. La crise économique actuelle oblige à revoir à la baisse les espérances des années 70. Malgré tout, les vents révolutionnaires qui soufflent sur la région ont pu, à maintes reprises, trouver dans le grand frère mexicain un allié de poids.

Poids léger selon certains, à l'extérieur et à l'intérieur du Mexique, qui ne voient pas d'un bon œil les rapports étroits tissés entre les révolutionnaires cubains ou nicaraguayens et les autorités mexicaines. A la traditionnelle hostilité qui règne dans les relations mexicano-américaines vient s'ajouter, maintenant, la montée des tensions en Amérique centrale. Les Etats-Unis ont tout fait pour discréditer, et même rendre impuissante, la médiation mexicaine dans les conflits qui se succèdent dans l'arrière-garde de l'empire reaganien. Il reste que la marge de manœuvre est, pour le pays du président De la Madrid, très étroite, on sait, à Mexico City, que les milieux d'affaires nord-américains possèdent des moyens de pression considérables, et les négociations avec E.m.i. réduisent les velléités d'indépendance. Mais, pour le Mexique il y va de son avenir de puissance régionale. Un certain réalisme dans le traitement des affaires de la géopolitique régionale reste le principal atout de la diplomatie mexicaine. Sans oublier que, sur le plan intérieur, De la Madrid sait que ses positions progressistes en Amérique centrale l'aident à conforter un consensus nécessaire, surtout en période de crise et de contestation.

La position mexicaine, qui n'est pas partagée, loin s'en faut, par les Etats-Unis, a trouvé, dans le cadre de Contadora, un espace politique qui a, peut-être, contribué à éviter le pire. Cette position, qui vient de recevoir l'appui d'autres pays de l'Amérique latine (Argentine, Brésil, Pérou et Uruguay), peut se résumer ainsi : la crise en Amérique centrale trouve ses origines dans les inégalités économiques et dans les impasses politiques sur lesquelles ont débouché les dictatures centre-américaines. En plus, Contadora, et maintenant les pays de l'Amérique du Sud qui appuient ses efforts de paix, considèrent que « la situation critique de la région ne doit pas s'inscrire dans la confrontation Est-Ouest ». Dans la déclaration franco-mexicaine concernant le conflit salvadorien, on aboutissait à la même analyse.

Le Mexique doit donc, d'une part, convaincre les Etats-Unis du danger réel d'une régionalisation du conflit qui embraserait, en plus du Nicaragua et du Salvador, les autres pays centre-américains. D'autre part, les diplomates mexicains essaient d'obtenir des garanties des sandinistes, auxquels on prie de ne pas « exporter leur révolution » et d'« établir des rapports de bon voisinage avec le Honduras et le Costa Riva ».

Le Mexique n'est pas seul à soutenir cette position. Au sein du groupe de Contadora, le Panama, la Colombie et le Venezuela sont les partenaires d'une même aventure diplomatique. Mais, frontières obligent, ce sont les Mexicains qui se trouvent aux premières loges face aux Etats-Unis. Position, certes, guère confortable. D'où les appels lancés en direction de l'Europe, afin qu'elle vienne aider les efforts de paix dans la région.



juana. Le même jour le gérant d'une banque était arrêté pour avoir facilité, depuis son poste, les trafics de drogue (3)...

Le 18 juin, 50 policiers, coupables de plusieurs délits, dans l'Etat de San Luis Potosi, furent radiés des cadres de la police judiciaire. Le 16 juin, lors d'un contrôle de routine de l'armée sur la route Tamazula-Culiacan, sont arrêtés le commandant de la police judiciaire de l'Etat de Durango, Gregorio Fuentes Garcia, et son complice, l'agent José Angel Saldivar Garcia. Dans le coffre de leur véhicule, les soldats trouvent une cargaison d'opium. Pour corser le tout, la guerre des polices bat son plein. Certains organismes chargés de la sécurité et de l'ordre public aiment parfois jouer des vilains tours à leurs collègues concurrents. En avril 1985, des agents de la police judiciaire (P.j.) se firent un plaisir d'arrêter quatre membres du groupe Z (qui aurait des activités qui relèvent d'une police politique). Selon la P.j. les détenus avouèrent avoir commis plusieurs délits, parmi lesquels abus d'autorité et racket !

Escalade de la violence

Et ainsi va le Mexique. Les nouveaux héros de l'imagerie populaire, grâce à une presse complaisante et diserte, sont les trafiquants de drogue, parfois de véritables criminels et toujours des voyous de petit acabit qui cachent, avec l'éclat de leurs aventures, les puissants et richissimes personnages qui manœuvrent dans l'ombre les fils de « cette industrie prospère ».

La violence qui règne au Mexique séduit aussi l'opposition. Les dirigeants du groupuscule Ejercito de los pobres, qui se dit l'héritier des groupes armés qui, dans les années 70, firent l'essai, manqué, d'une guérilla rurale, ont pris une sacrée responsabilité dans l'escalade de la violence politique. Ils ont enlevé deux militants, et non des moindres, du Parti socialiste unifié du Mexique (P.s.u.m.) afin d'obtenir le retour d'une importante somme d'argent détournée, selon les séquestrateurs, par les dirigeants du P.s.u.m. Obscur règlement de comptes qui ne favorise évidemment pas la déjà faible influence de l'opposition de gauche dans ce pays.

Dans les campagnes la situation devient très grave. (Voir « l'Unité » n° 613.) La révolte des paysans et des Indiens pourrait sonner le glas du système mexicain. Plusieurs organisations, O.i.p.u.h., O.c.e.z., C.n.p.a., essaient de rompre avec l'isolement géographique et politique dans lequel, pendant des décennies, ont vécu les communautés indigènes. Un curieux mélange de marxisme et de traditions ancestrales semble avoir cours aujourd'hui parmi ces organisations, fort divisées à l'heure actuelle. Le ferment qui produit cette effervescence dans des vastes zones rurales n'est pas à chercher ailleurs que dans les conditions de vie de millions de Mexicains. Un groupe d'évêques du nord du pays a déclaré, en mai 1985 : « De jour en jour s'agrandit le fossé qui sépare les riches des pauvres. Combien de paysans, dans le sud et le centre de notre patrie, ont été persécutés ou assassinés en 1984 » (4). ●

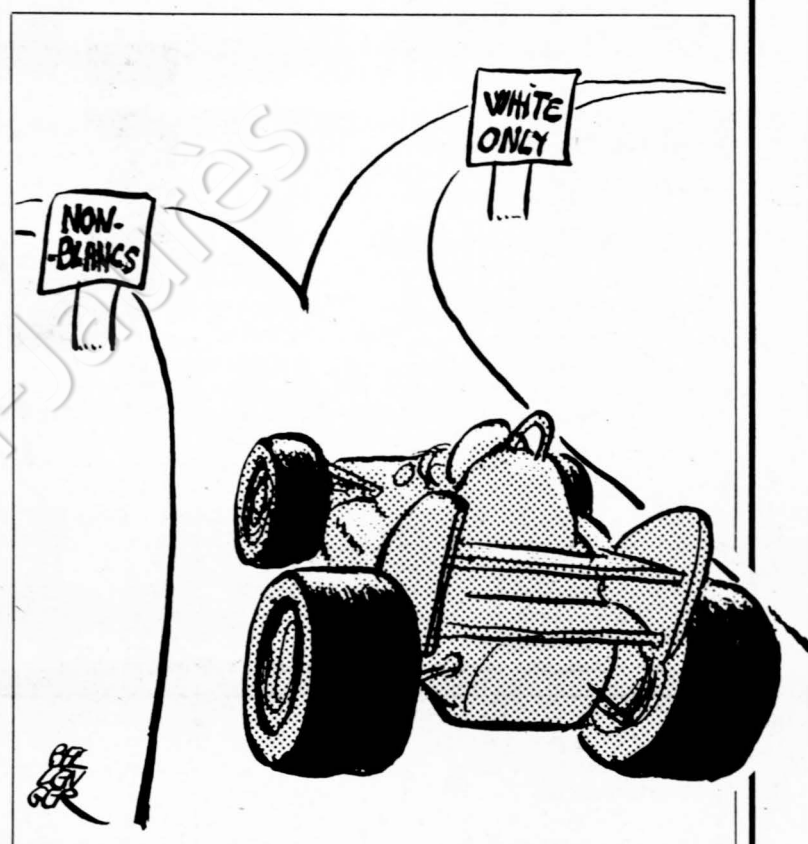
(1) Lire l'excellent dossier Mexique : des choix difficiles, paru dans la revue « Amérique latine », n° 22, avril/juin 1985, Cétral-Paris.
(2) « Financial Times », reproduit dans « Excelsior » du 13 juin 1985.
(3) « Uno mas Uno », 22 juin 1985.
(4) Déclaration des évêques de Chihuahua, de Ciudad Juarez, de Ciudad Madero, de Nuevas Casas Grandes et de Tarahuamara, dans « Uno mas Uno » 6 juin 1985. Sur la situation des droits de l'homme au Mexique, on peut consulter la documentation d'Amnesty International et de la F.i.d.h.

AFRIQUE DU SUD : "TOUT LE MONDE CADAVRE ?"

Espérons encore que les voix qui s'élèvent ici et là pourront empêcher le bain de sang auquel Noirs et Blancs se préparent. Sinon, comme le chante le Congolais Azo : « Le coq ne va pas coquer cocorico et tout le monde cadavre. »



Gamma



Le sport, dit-on, ne doit pas être mêlé à la politique. Mais il est des moments et des lieux où il est impossible de fermer les yeux. C'est le cas de l'Afrique du Sud et c'est ce qu'ont compris les premiers, le pilote de formule 1 Nicky Lauda et le ministre français des Sports Alain Calmat.

PAR JEAN-JACQUES KOURLIANDSKY

ZAO est un chanteur congolais à la sagesse robuste. Son tube « ancien combattant » a fait le tour de l'Afrique. Contre la guerre, toutes les guerres, mondiales, civiles, raciales. Parce que, dit-il, avec le coup de matraque, tout à coup, patatras, cadavres... Tes enfants cadavres, les rois cadavres, les reines cadavres (...), tous les présidents, les ministres cadavres (...), les policiers, les travailleurs, tes chéries (...), tout le monde cadavre. En Afrique du Sud, au Cap, à Port Elizabeth, les coups de matraque font partie du quotidien. Depuis un an les balles de caoutchouc. Demain... ?

... Dieu sauve l'Afrique

Les trente-deux séminaristes blancs et non blancs qui ont défilé, au coude à coude, le 5 septembre, dans les rues de Prétoria, pour dénoncer l'apartheid, ont entonné un hymne révélateur de la crise qui ébranle l'Afrique du Sud. « Nkosi Sikele Africa », Dieu sauve l'Afrique, Dieu sauve l'Afrique du Sud. Plus rien, en effet, ne semble pouvoir arrêter l'enchaînement de la violence.

Les deux camps fourbissent leurs armes. D'un côté, les autorités qui montrent les dents. Jeudi dernier, le ministre des Affaires étrangères, Louis Nel, a présenté un « livre blanc », exposant les réactions de son pays à d'éventuelles sanctions économiques : l'adoption de mesures de rétorsion à l'égard des travailleurs immigrés originaires du Mozambique, du Botswana, du Lesotho, du Malawi et du Swaziland.

Question armement : « Nous sommes autosuffisants à 95 %, vient de déclarer, à toutes fins utiles, le général Malan, ministre de la Défense. Quant à l'ordre public, on sait de quelle façon il est maintenu. Ce qui n'a pas empêché le leader ultraconservateur, Andries Treuernicht, d'inviter le gouvernement à plus de répression. De l'autre côté Noirs et métis n'ont jamais été aussi mobilisés. En dépit de ce que pourrait laisser croire l'échec relatif de la grève dans les mines, le 1er septembre.

Un sondage, publié le 25 août, par le « Sunday Times » révèle l'ampleur de la révolte. 73 % des personnes interrogées pensent qu'il est temps d'abandonner la non-violence. Et 77 % sont favorables, quel qu'en soit le prix, à l'adoption de sanctions internationales contre l'Afrique du Sud. Enfin, il y a quelques jours, l'impensable a été commis. Le 31 août, deux Blancs ont été tués. Et des manifestants se sont tournés contre les Blancs, leurs biens et leurs personnes. A Windsor Park, à Kraaifontein, dans la banlieue résidentielle du Cap, à Amalinda près de Port Elizabeth. Ce n'est plus le pouvoir, la police, l'armée, les bâtiments officiels, qui ont été visés, mais « le Blanc », responsable de la discrimination. Signe d'un durcissement évident : les élites politiques noires suivent et font monter les enchères.

L'U.d.f. (Front démocratique uni) a refusé de rencontrer les ministres européens venus en mission, fin août début septembre. Avec l'approbation de l'A.n.c. qui veut « rendre l'apartheid inapplicable partout ». Et celle des Etats voisins, qui semblent décidés à soutenir concrètement le mouvement. Ils l'ont dit au sommet des non-alignés, qui s'est achevé dimanche à Luanda (Angola). Et le Zimbabwe (ex-Rhodésie) l'a prouvé, la semaine dernière, de façon spectaculaire. En aidant militairement le Mozambique à réduire une bourgade tenue par le M.n.r., organisation liée à Prétoria.

Les éléments d'un affrontement majeur sont bien visibles. Local et régional. Beaucoup ferment les yeux, croient qu'il est encore possible de gagner du temps. Soulignant, à plaisir, les divisions de l'opposition noire et métisse. Oublant que ces clivages indéniables portent sur les moyens d'en finir avec la discrimination raciale, et non pas sur le fond.

Rendez-vous en septembre

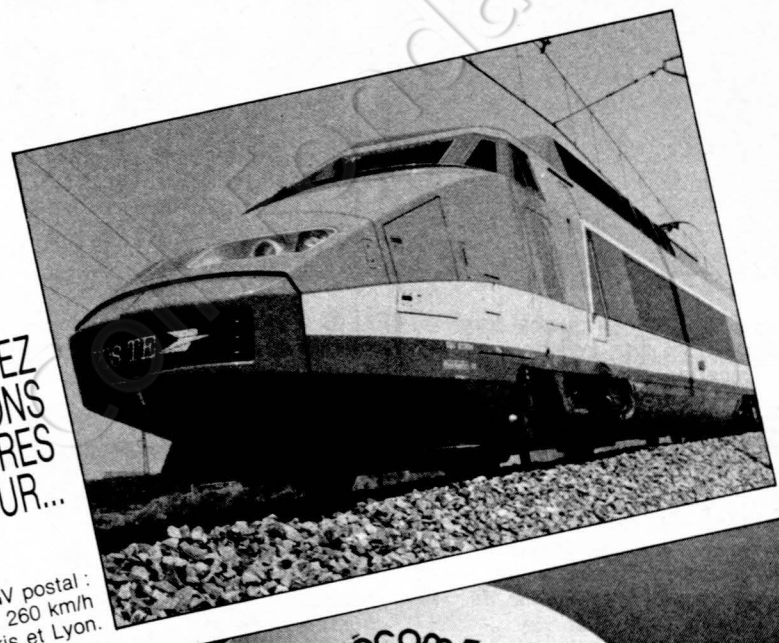
Le 9 septembre, le Congrès devait ouvrir un débat sur les sanctions. Retardé par les décisions symboliques, annoncées par le président Reagan lundi. Le 10 septembre, à Luxembourg, les ministres des Affaires étrangères européens ont entendu le rapport de mission de leurs collègues : Luxembourgeois, Italien et Néerlandais, MM. Poos, Andreotti et Van der Broek. Le 12, aux Pays-Bas un colloque sur l'Afrique australe réunit pour la 4e année consécutive les parlementaires de plusieurs pays européens. Des mots, et après ? La leçon de morale politique et de réalisme, donnée par la France le 24 juillet ; le coup de semonce de la banque américaine qui vient de serrer un peu plus la vis en suspendant les lignes de crédit à court terme en direction de l'Afrique du Sud, seront-ils suivis à Bruxelles et à Washington ? Espérons-le. Sinon, comme le chante Azo : « Le coq ne va plus coquer cocorico » et « Tout le monde cadavre »...

Fondation Jean Jaurès

UN NOUVEAU REGARD SUR L'ASSURANCE

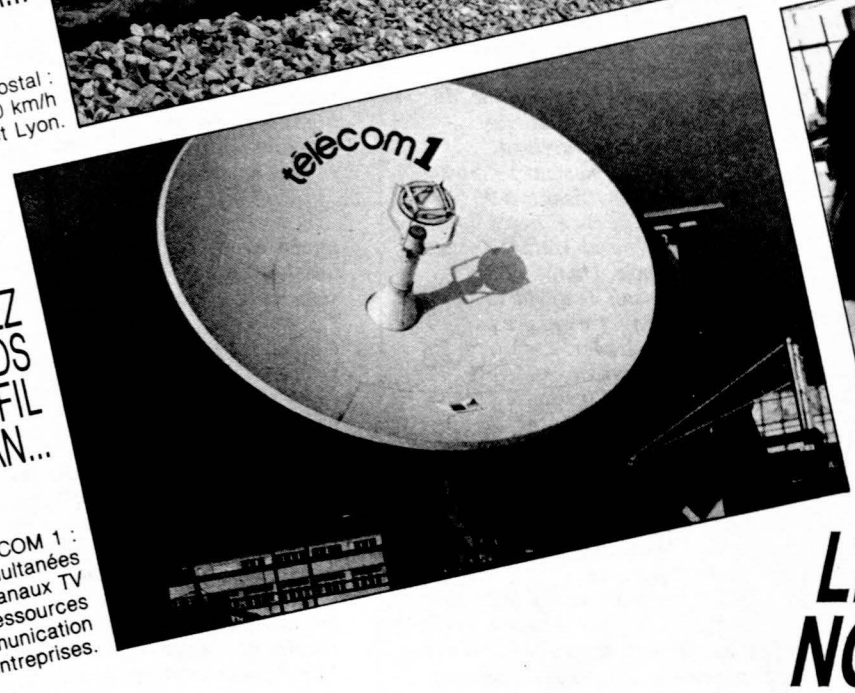
UAP

N°1 OBLIGE



VOUS POSTEZ 50 MILLIONS DE LETTRES PAR JOUR...

Le TGV postal :
65 tonnes de lettres à 260 km/h
entre Paris et Lyon.



VOUS PASSEZ 80 MILLIARDS DE COUPS DE FIL PAR AN...

TELECOM 1 :
3 000 conversations simultanées intercontinentales, 2 canaux TV couleur et toutes les ressources de la vidéocommunication au service des entreprises.

VOUS SIGNEZ 600 MILLIONS DE CHEQUES POSTAUX PAR AN...

8 millions de Français ont choisi la Poste et le chèque soleil.
Une gestion informatique qui assure à chacun un relevé pour chaque opération.



LE CONTACT, NOUS AUX PTT ON ASSURE !

Vie moderne en bref

PAR DENIS DANGAIX

OUVERTURE

Chassez le naturel ...

Qui oserait prétendre, à l'occasion de l'ouverture de la saison, que le chasseur n'est pas un protecteur de la nature ? Qui oserait suggérer que la chasse n'est pas « naturelle » ? Le Comité national d'information chasse-nature n'est pas de ceux qu'une campagne impressionne. Autocollants à l'appui. « La chasse c'est naturel », le comité met la fleur au fusil. « La chasse fait partie de la vie des animaux et des hommes, explique Chasse-nature. Et nous devons nous en occuper. » Il y a un an, la Fondation nationale pour la protection des habitats français de la faune sauvage voyait le jour. Financée par les 1,8 million de chasseurs, cette fondation achète et réhabilite des espaces naturels. Convaincre les nombreux opposants, en laissant le gibier de côté, ça c'est nouveau. Le nouveau petit livre vert du chasseur, tiré à 2,1 millions d'exemplaires, est la preuve de cette mentalité. Il est entièrement consacré à la disparition des zones humides. Petit livre vert. Edité par le Comité national d'information Chasse-nature ; 48, rue d'Alésia, 75014 Paris. Tél. : 327.85.76.



INFLATION

La faute aux patrons

Inflation, économie... deux maîtres-mots dans les propos de l'Asseco-C.f.d.t. en cette rentrée sociale. Selon l'association de consommateurs cédétistes, un constat s'impose : « L'inflation en baisse, bravo... explique l'Asseco, mais... si on s'y mettait tous. » Qui bloque ? Réponse cédétiste : Le C.n.p.f. surtout. Selon la C.f.d.t. le C.n.p.f. « oublie un principe fondamental. Pas de pouvoir d'achat aux travailleurs, pas de consommation. Pas ou peu de consommation, diminution des ventes de produits, et pas de bon chiffre d'affaires. Résultat : des entreprises encore plus en difficulté et des travailleurs menacés dans leur emploi ».

Ne serait-il pas temps, insiste l'association, de regarder côté patronat pourquoi les entreprises françaises ont tant de mal à résister à la concurrence étrangère ?

Réponse...

AUTOMOBILE

Des contrats nickels

Une nouvelle recommandation relative aux contrats d'achat de véhicules automobiles de tourisme vient d'être prise par la commission des clauses abusives. Elle préconise « une amélioration de la rédaction et de la présentation des contrats pour assurer une bonne information de l'acheteur sur la portée des engagements qui le lient au vendeur ». La commission a, en outre, condamné une vingtaine de clauses existant dans des contrats présentés au public, et qui procurent aux professionnels un avantage excessif. Ces clauses concernent les conditions de modification du prix des véhicules vendus, les délais de livraison, la nature des engagements et les garanties dues par les professionnels. Si ces recommandations rentrent rapidement en pratique, ce devrait être un plaisir que d'acheter une voiture.

IMMOBILIER

Des prêts intéressants

C'est nouveau et tout beau. Depuis le 30 août 1985 (« J.O. » du 4 septembre), un décret impose, aux établissements de crédits habilités à consentir des prêts immobiliers conventionnés, de proposer deux barèmes aux futurs emprunteurs. Un barème de prêt à taux fixe et un autre à taux révisable. Ce décret permet aux emprunteurs de comparer les deux systèmes de prêt, et choisir celui qui leur paraît le plus avantageux. Résultat ? L'emprunteur pourra moduler les mensualités de remboursement du crédit en fonction de l'inflation. Au fait : la Confédération générale du logement (C.g.l. se félicite de ces nouvelles mesures. Elle y est pour quelque chose.

C.g.l. 67, rue de Dunkerque, 75009 Paris. Tél. 280.43.89.

RENTREE

Un cartable trop lourd et trop cher

La rentrée scolaire est chère, trop chère. Estimée par la Confédération syndicale du cadre de vie (1), celle-ci atteint une progression de 6,8 %, soit 0,7 point au-dessus de l'indice I.n.s.e.e. des prix à la consommation de juillet à juillet. Cette hausse, relativement forte, s'explique de plusieurs façons. Stabilisation de la concurrence locale d'abord, progression générale des matériels proposés vers la gamme moyenne ensuite, et, enfin, une forte augmentation des articles de papeterie. La C.s.c.v. relève des différences importantes. Plus 13,6 % sur le prix du papier, par exemple. De 40 francs à 119 francs la gibecière 2 poches. L'allocation de rentrée scolaire, versée dès la rentrée est de 328,41 F par enfant de 6 à 16 ans. Elle connaît une augmentation de 6 % (5,98 %).

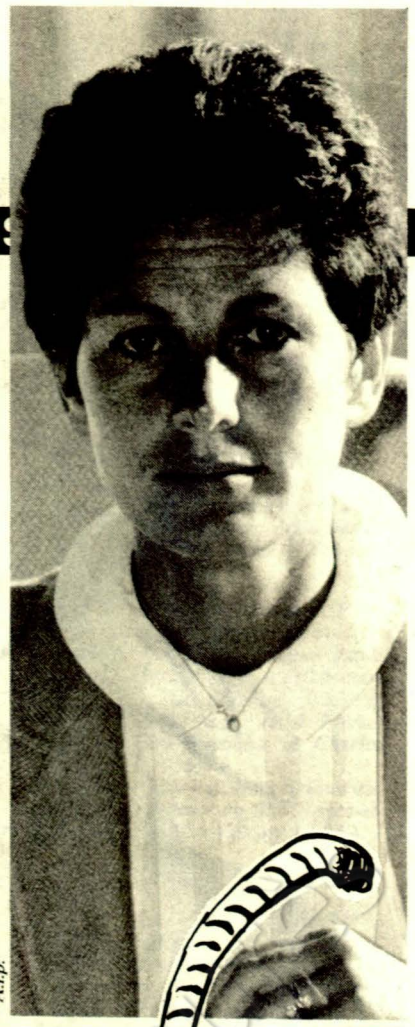
(1) 7 300 prix relevés dans 170 magasins répartis dans 21 départements.

CONSOMMATEURS

L'I.n.c. est-il un service public ?

Le conseil d'administration de l'Institut national de la consommation (I.n.c.) suspend ses travaux « jusqu'à la conclusion de nouvelles règles du jeu qui détermineront le fonctionnement de l'Institut ». Par cette dépêche, tombée en début de semaine, le conflit, né lors de la nomination en août dernier à la direction de l'I.n.c. de Marie-Hélène Dos Reis par Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au Budget et à la Consommation, prend une nouvelle tournure. La vingtaine d'associations de consommateurs membres du conseil d'administration avait prévenu. Oui, au départ de Laurent Denis, ex-directeur, mais redéfinition des fonctions prioritaires de l'Institut : sinon...

L'I.n.c. n'est pas un service public comme les autres. Son autorité en matière de consumérisme, sa puissance médiatique (« 50 millions de consommateurs », « D'accord – Pas d'accord »...) ne lui permet pas d'être un organisme technocratique de plus. Son originalité – un travail en osmose avec les représentants des consommateurs – lui confère une responsabilité. Celle d'être véritablement indépendant du monde des producteurs. La crise, qui couvait depuis de longs mois, s'est cristallisée autour de la personnalité de Marie-Hélène Dos Reis. Ce n'est évidemment pas l'ex-technicienne de l'Institut qui est en cause. Mais la fonction de patron de l'I.n.c. nécessitant une définition précise, les associations demandent que le secrétaire d'Etat réaffirme quelques priorités. Notamment que « l'I.n.c. soit au service des organisations de consommateurs ». La balle est de nouveau dans le camp d'Henri Emmanuelli.


A.f.p.

ETUDIANT

Logement par téléphone

Etudiants. Si vous avez des problèmes de logement en cette rentrée universitaire, téléphonez au 16.05.44.42.22. Ce numéro de téléphone gratuit, installé par le ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports doit rapprocher les offres des propriétaires et les demandes des étudiants. Neuf grandes villes universitaires bénéficieront de ce service : Aix-Marseille, Bordeaux, Grenoble, Lyon, Nantes, Paris, Rennes, Strasbourg et Toulouse.

ANIMAUX

Les puants en odeur de sainteté

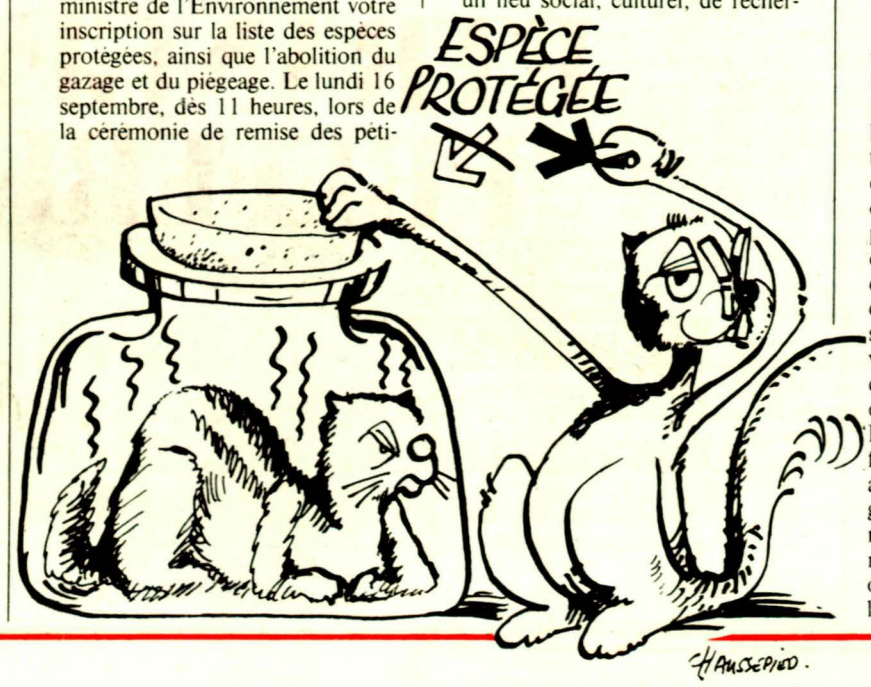
Belette, hermine, putois, martre, blaireau, renard, fouine... Votre avenir vire au rose ! Trois cent treize mille signatures réclament votre réhabilitation ! Terminée votre vie de proscrit, finie votre pénitence. Trois cent treize mille personnes demandent à madame le ministre de l'Environnement votre inscription sur la liste des espèces protégées, ainsi que l'abolition du gazage et du piégeage. Le lundi 16 septembre, dès 11 heures, lors de la cérémonie de remise des pétitions, votre vie devrait connaître un heureux tournant. Une existence simple et facile... Adieu nuisibles, bonjour les puants.



ZOO

Quand le fisc fait la bête

Le fisc a parfois des raccourcis que seule l'administration comprend. Jugez plutôt. Qui pourrait comparer, sans problème, un professeur de bridge, une exploitation de machines à sous et un zoo ? Le fisc. Et cette comparaison ne plaît pas du tout au Syndicat national des directeurs de parc zoologiques. « On ne peut à la fois demander à un établissement d'être un lieu social, culturel, de recherche, engageant ses finances dans des opérations de protection animale tout en le considérant au même titre qu'une attraction foraine ou qu'un professeur de bridge », gronde le syndicat. Les zoos n'ont pas accès aux prêts et subventions alloués par le ministère de l'Agriculture. Et certains animaux sont « incorporés » dans le calcul de la taxe professionnelle. Les zoos sont déjà malades d'une réputation, s'il faut ajouter à cela la fièvre administrative...



ADMINISTRATION

Les fraudes se réorganisent

Souci de simplification administrative du côté du ministère de l'Economie, des Finances et du Budget. La Direction générale de la concurrence et de la consommation (D.g.c.c.) et la Direction de la consommation et de la répression des fraudes (D.c.r.f.) ne feront plus qu'un. La qualité, les pratiques commerciales, les prix, tiercé des préoccupations prioritaires du consommateur, seront désormais soumis aux fins limiers de la nouvelle Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes. Plus qu'une vague réformette, cette fusion s'inscrit dans la volonté affirmée de rationalisation dans la gestion de l'administration. Il est à noter que cette réorganisation s'est réalisée en concertation avec les organisations syndicales. Qu'on se le dise...

JANE, NOTRE ETRANGERE PREFEREE

Jane Birkin est en train de devenir la petite chérie des Français. Le roseau fragile cachait une personnalité puissante, la délicieuse voix de petite souris de dessin animé une tragédienne qui s'affirme de film en film.

PAR FABIAN GASTELLIER

JE m'étais prise pour l'Alsace et la Lorraine réunies. Je m'étais dit : elle ne m'aura pas. Une façon un peu Matamore de se barricader contre les gens qu'on aime déjà. Un fond de jardin dans un fond du XIVe, une maison sombre. J'ai sonné, bardée de certitudes et mithridatisée à mort contre le charme british. Cinq minutes plus tard, je rendais les armes (mon walkman, mon stylo, mon cahier) dans une défaite qui frôlait la déconfiture. Assommée. Séduite. Et pas encore abandonnée puisque J.B., Birkin Jane, était là et me faisait la conversation, enfouie dans un sofa de velours, le pied droit moulé de plâtre (souvenir de vacances), deux béquilles, un chat et une énorme vache en peluche (propriété exclusive de Charlotte, 13 ans, miss Gainsbourg et vedette en herbe) pour tout horizon immédiat.

Star et mère de famille. Un vrai titre pour la collection Harlequin. Câlinant Charlotte qui se remet d'une nuit de folie après son dernier jour de tournage avec Claude Miller, Jane navigue (en claudiquant), royale, au milieu d'un capharnaüm (pendule ancienne, cuisinière paléolithique, table campagnarde et vaisselier punaisé de mots d'amour fêtant les mamans-gâteau) où les objets de la vie quotidienne bouffent un espace sillonné par les traces d'une obsédante présence enfantine. Elle prévient d'emblée : « Les enfants, ça compte tant ! Quand il y en a qui me reconnaissent dans la rue, ça me fait tout heureuse ! » Baby Lou, 3 ans, est absente mais omniprésente, en photos, sur les murs. Tout comme Gainsbourg, Doillon et le reste de la tribu. J'enclenche le magnéto en me jurant, in petto que je conserverai la cassette. Elle a fait de moi une vraie midinette.

Si tendre et si délicatement brisée

On s'attend à Jane telle qu'on la découvre : l'anti-poseuse qui se décoiffe plus vite que son ombre, ficelle sa mythique silhouette (poitrine floue, jambes interminables) dans un sac-pantalon sans forme et chuchote d'une voix d'adolescente dans un sabir à flanquer la migraine au staff Berlitz. Fabriquée ? Non pas. A presque quarante ans, elle est comme elle est et c'est déjà beaucoup. Franche, directe ; paumée dans son franglais mais réfléchie et pondérée. Une personnalité puissante sous des aspects de roseau fragile. Une actrice consommée aux atouts multiples. Si tendre et si délicatement brisée dans « le Neveu de Beethoven » de Paul Morrissey, en mère de famille née coupable à force de trop aimer un enfant qui s'échappe... Mais également déchirante et déchirée dans « Dust », le remarquable film de Marion Hänsel (Lion d'argent au Festival de Venise) où elle est Magda, vieille fille aux yeux rougis par les pleurs, au corps sec, aux désirs ambigus et frustrés, irréalisables au cœur de l'impitoyable société de l'Afrique du Sud.

Un rôle en forme de défi : « Autour de Marion, on ne pensait pas que je pouvais correspondre au personnage, raconte-t-elle. Et l'auteur du roman, J.M. Coetzee, à qui on avait bêtement envoyé une photo genre joli-joli, avait répondu par télégramme « Miss Birkin is beautiful ; Magda is not ». Alors il a fallu qu'on se batte, Marion et moi, pour prouver que j'étais crédible. Peut-être qu'on y est arrivé... »

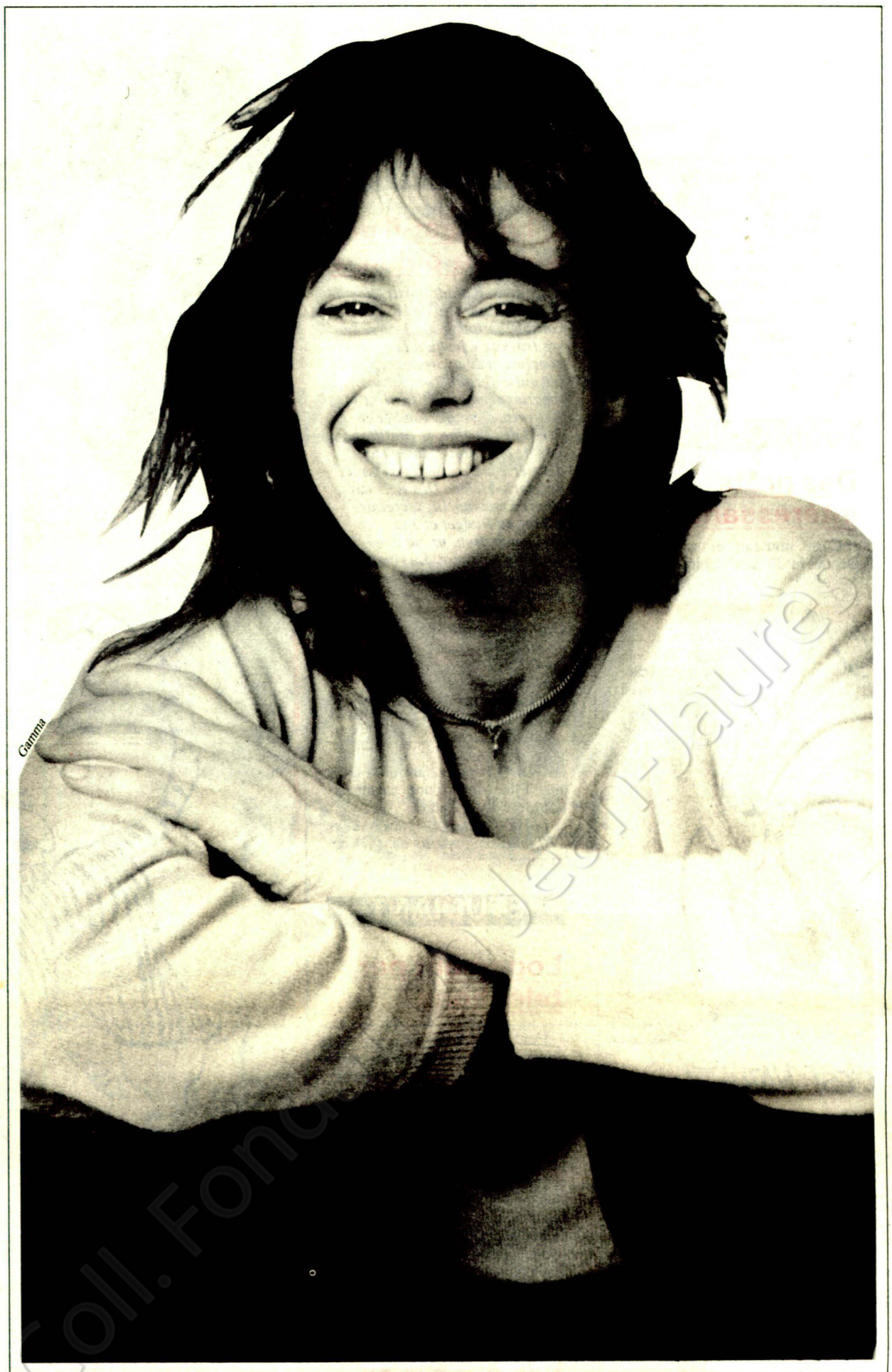
Il y a loin de l'imagerie Lolita -Melody Nelson en jean à pattes d'ef qui faisait rigoler dans les années soixante-dix, avec son côté Oxford boudeur et son style d'ingénue un rien provocante. Souvenirs, souvenirs... « Oh, ça c'était ma période camouflage. Beaucoup de maquillage, des lunettes et puis de cheveux avec des franges sous les lunettes... Typiquement mode, sauf que c'était moi qui l'imposais, ma mode ». Pas envie d'être percée à jour. A cause des fêlures, des blessures — déjà — d'un tempérament anxieux. Un peu comme dans le refrain de Gainsbourg : « Les dessous chic, c'est ne rien dévoiler du tout/Se dire que lorsqu'on est à bout, c'est tabou ». A l'époque, Jane est obsédée par la hantise de ne pas plaire. Difficile de communiquer tout cela. Elle cherche ses mots, tâtonne dans sa syntaxe pour dénicher l'expression la plus juste, l'image la plus parlante. Et mime tout ce qu'elle dit en agrandissant encore plus ses immenses yeux bleus quand ça bloque. « Je voulais pas montrer ça, ces côtés que c'est un peu chiant. Tout le monde en a marre des gens vulnérables. On finit par dire « Ah la la, elle a quand même beaucoup de chance cette jeune actrice, qu'elle nous gonfle pas ! »

Il lui a fallu du temps pour changer. Des hésitations. Elle sourit : « C'était pas facile d'enlever les couches et les couches du camouflage. Pas facile à cause de la peur que les gens t'aiment pas à nu... Mais, aussi, rester déguisée et risquer de se faire larguer quand même, c'était pas gai non plus. D'une certaine façon, se dévoiler c'est une forme de protection. Au moins si on te rejette, tu sais pourquoi ; tu vois ce qui cloche ! » De la chrysalide bonbon menthole au papillon tragédienne confirmée qu'elle est à présent de plus en plus aux yeux du public, elle aura mis 15 ans. Et ce, malgré la parenthèse de « Je t'aime moi non plus », le film de Gainsbourg (76) qui laissait entrevoir clairement de quel bois cette comédienne androgyne était capable de se chauffer. Aujourd'hui, après « la Fille prodigue », « la Pirate », « Dust » et l'expérience théâtrale de la « Fausse suivante » avec Chéreau, le tournant est pris, la mutation est accomplie. La preuve : deux fois sélectionnée à Venise, une fois à Cannes, enfin nominée aux Césars. Ça bouge... Et Jane préfère cette situation au souvenir d'un prix décroché trop tôt et suivi d'un no man's land d'oubli. « Je dis je suis heureuse maintenant et en même temps, je n'ai aucun projet. Comme à chaque fois... C'est dur d'être patiente ! Moi je cours après l'envie d'être enfin installée dans une situation « secure » et je l'atteins jamais. Peut-être que c'est pas le destin d'une actrice, le calme ! Peut être aussi que moi je ne suis pas quelqu'un de « réassurant » au box-office ? Que c'est une gageure, toujours, de me demander ? »

Passion, mot-clé du vocabulaire birkinien

Sa trouille ? Ne correspondre à rien, à aucun rôle. N'inspirer personne. La gifle. Un cauchemar sur fond de complexe du sablier, de panique de voir le temps filer et de rater le coche... Elle cligne des yeux, triture ses cheveux, le col de son chemisier. Si elle avait vécu avant le siècle des Lumières, elle aurait eu la vocation de muse. Histoire de faire rêver les peintres « parce que les mains, c'est très important. C'est pas si effaçant qu'on le croit... Des mains qui vous modèlent, ce sont des mains qui vous rendent intéressante ». Elle dit avoir connu cela avec Chéreau. Le théâtre, ça lui plaisait bien : « C'était une sorte de satellite qui me propulsait sur une planète inconnue mais l'important, c'était d'être dans les mains de Patrice. De correspondre, en étant suffisamment malléable, à son désir. Voilà pourquoi j'ai aimé passionnément les quatre mois de pures répétitions... »

Passionnément. Un mot clé du vocabulaire birkinien. Elle s'investit dans ses choix artistiques comme on s'investit dans une love-story : à fond. En allant même jusqu'à se demander si le résultat, sur l'écran, ressemble bien à une



Coll. Fonds Jean-Jaurès

composition de comédienne ou bien si c'est sa vie qu'elle jette ainsi en pâture aux créateurs. A partir de là, les hargnes, les cabales, les débordements de haine en tout genre qu'elle a dû affronter, pour la « Pirate » notamment, n'ont qu'un effet : déclencher en elle un trépidant besoin d'aller encore plus loin. C'est physique. Elle ne supporte pas qu'on agresse celles et ceux qu'elle aime. Même, et surtout, si on la sort du lot. « Les gens qui te disent « Tu est très mignonne dans cette poubelle », ils me hérissent ! Cette poubelle, c'est une chose que j'aime moi ! Et si c'est une poubelle, alors je veux faire partie des ordures... C'est un peu comme si on te lançait « Tu sais toi, je t'aime beaucoup, tu est très jolie mais tes enfants, vraiment, ils sont trop tartes ! »

Un pasionaria ? Qui sait... Si elle a fait « Dust » avec autant d'acharnement, c'est en partie à cause d'une mauvaise critique anglaise de « la Pirate ». Si elle a fait une émission de télé en interviewant Serge Gainsbourg, c'était pour répondre, à sa façon, au climat détestable du « Jeu de la vérité » où le même Gainsbourg avait été traîné plus bas que terre par des téléspectateurs en mal de défoulement. Jane réprime un haut-le-cœur, se prend la tête dans les mains. « Je me rappelle un article de Michel Droit qui disait que « respirer Gainsbourg c'était comme respirer des odeurs de pot d'échappement dans un tunnel » ! Jane grimace, méconnaissable. « Mais comment est-ce possible ? C'est odieux. Ça veut dire que non seulement on t'aime pas, on te supporte pas mais aussi on veut que tu existes pas... Alors Serge, il s'est fait le look blindé, j'm'en foutiste, mais il en crève ! Le jeu qu'il joue, sa provocation, comment on fait pour pas comprendre que c'est une façon de crier S.o.s.-amour ? »

— Mais il se défend très bien tout seul, non ?

— Bah oui. Au « Jeu de la vérité » il a daigné répondre à des questions ignobles et il s'en est sorti « princière », hein, comme disait le taximan à moi. Mais je voulais montrer plus encore. Lui faire ce cadeau, tellement lui, humainement, il a été capable de délicatesses à mon égard toute ma vie... »

Jane songeuse.

« Et alors, voilà, j'ai montré un peu de sa personne privée même si cela signifiait perdre un peu de lui... Le lendemain, quand les gens me disaient qu'ils l'avaient trouvé formidable, charmant, je songeais : oui, oui, j'ai toujours su ça. Et il était tout à coup à tout le monde. Propriété publique... »

Pour chasser la nostalgie ou la mélancolie, Birkin éclate de rire. Et reparle métier. Comme si elle cherchait à exorciser la méchanceté d'autrui. Est-elle consciente de devenir une comédienne aussi indispensable au cinéma français que l'était Romy Schneider ? Elle esquive la question, Schneider c'est une référence encore trop lourde, trop noble. Mais ce qui l'amuse, c'est l'attirance de la France pour les étrangères. Une adoption qui lui tient chaud au cœur et lui donne envie de se montrer particulièrement digne de sa nouvelle famille. En fait, elle l'avoue, elle ne fait rien à moitié. Ceux à qui elle se donne la reçoivent pour toujours. Croix de bois, croix de fer...

L'avenir ? Sur pellicule, ele le voudrait rose et gris, aux couleurs de la vie. Des films qui mêleraient le rire et le tragique. « Parce que dans les enterrements, combien de fois tu pouffes de rire nerveusement ? Bah, si c'était moi la mort dans le coffre, qu'est-ce que j'aimerais ça... »

Blagueuse. Fatiguée en cet instant précis, sûrement, mais sans le montrer. Courageux petit soldat. Dehors, le jour tombe. Un chat nous guette par la fenêtre. Charlotte réapparaît, trop privée de sa mère. Il est question de l'anniversaire de Lou, prévu pour le lendemain. Je sens qu'on va se quitter mais j'aimerais savoir comme elle se projette dans le futur... Eclats de rire.

« Oh ! Je ne me vois pas. Mon boule de cristal est bouché. Il y a un gros nuage. Je ne vois plus rien, Madame, je ne vois plus rien du tout... »

Poignée de mains, grands sourires. The end. Mais Jane revient à la charge sur ses béquilles...

« Pourquoi tu as les mains si blanches ? »

Je n'ai pas répondu. Mais je n'en pensais pas moins...

« C'est pour mieux te applaudir, mon enfant. » ●



Dans « la Pirate » de Jacques Doillon.

Dans « Dust » de Marion Hänsel.

A.f.p.

Avec Serge Gainsbourg.



Jane Birkin dans « la Fausse Suivante », de Marivaux.



VENDREDI 13 SEPTEMBRE

T.f.1 « l'Oreille », pièce de Jean Prochazka. Adaptation, dialogues et réalisation de Pavel Kohout ; 22 h 10.

A.2 Apostrophes. Bernard Pivot aborde les éminences grises avec un orfèvre en la matière Jacques Attali pour son dernier livre « Un homme d'influence, sir Sigmund Warburg (1902-1982) ». Avec aussi Michel Déon, Pierre Lemonier et Charles Sorlier ; 21 h 35.

Dans le cycle « Œuvres intimes des grands cinéastes » un film franco-allemand de 1932 « Vampyr », 23 h.

SAMEDI 14 SEPTEMBRE

T.f.1 « La Petite fille modèle », téléfilm écrit par Jean-Louis Roncoroni et réalisé par Jean-Jacques Lagrange. Avec Danielle Darrieux, Jean Bouise, Jacques François... ; 20 h 40.

Droit de réponse : revue de presse ; 22 h 15.

A.2 Certain Leeb show, nouvelle émission de variétés de Michel Leeb et Gérard Louvin. Réalisation : André Flédérick ; 20 h 35.

Les histoires d'Onc'Willy. Où l'on retrouve le vieil Ivanhoë de notre enfance, histoire de concurrencer Zorro qui fait toujours un tabac sur l'autre chaîne ; 21 h 55.

F.r.3 Le Disney Channel justement. L'émission de Gérard Jourd'hui est devenu le « must » de la classe enfantine... et l'obligation pour beaucoup de parents de revivre les aventures du charmant moustachu. Honnêtement pas si pénible que ça ! 20 h 05.

DIMANCHE 15 SEPTEMBRE

T.f.1 « Une histoire simple », film de Claude Sautet, avec Romy Schneider, Bruno Cremer, Claude Brasseur ; 20 h 35.

A.2 « L'aide-mémoire », pièce de Jean-Claude Carrière, avec Hanna Schygulla, André Dussolier et Pierre Etaix. Miam miam ; 20 h 35.

F.r.3 Cinéma de minuit : « Samson » de Maurice Tourneur (1936) avec Harry Baur et Gaby Morlay ; 22 h 30.

LUNDI 16 SEPTEMBRE

A.2 « le Japon, le rêve et l'histoire », quatre émissions proposées et réalisées par Jean Antoine ; 22 h 10.

F.r.3 « les Misérables », le célébrissime film de Raymond Bernard, avec Harry Baur, Charles Vanel, Charles Dullin etc. ; 16 h 15.

MARDI 17 SEPTEMBRE

T.f.1 Entre ciel et terre : Jérusalem, première émission d'une série de trois films consacrés à la ville sainte ; 22 h 05.

A.2 « La Traversée de Paris », film de Claude Autant-Lara (1956) avec Bourvil, Jean Gabin et Louis de Funès ; 20 h 40.

F.r.3 La dernière séance : « la Reine vierge » film de Georges Sidney (1953) avec le sublime Stewart Granger et «Show Boat » du même Georges Sidney (1951) avec la fabuleuse Ava Gardner en danseuse métis.

MERCREDI 18 SEPTEMBRE

T.f.1 « Le Ciel du faubourg », téléfilm en deux parties d'après le roman d'André Dhôtel ; 20 h 40.

A.2 Alain Decaux raconte « le Temps de Pierrot le Fou » ; 22 h 10.

F.r.3 Drôles de stars, de Claude Fléouter et Philippe Kotlarski. Le bonheur de retrouver Pierre Dac, Francis Blanche, Devos et les petits jeunes ; 20 h 35.

JEUDI 19 SEPTEMBRE

A.2 « Sarah », film français de Maurice Dugowson (1982). Avec Léa Massari et Jacques Dutronc ; 20 h 35.

L'émission de la semaine : « Histoire d'un jour : 3 décembre 1947, les communistes condamnés à l'opposition ? », émission de Philippe Alfonsi et Maurice Dugowson, FR3, jeudi 19 septembre, 20 h 30.

Trois ans et un mois. De quel genre de record peut-il s'agir ? Tout simplement du temps de présence effective des communistes au sein d'un gouvernement. Et ce, deux fois de suite. En 1947, (1) dans la valse des cabinets qui se succédaient sur fond de crise et en 1985, dans la France contemporaine, également en crise.

L'Histoire se répéterait-elle ? Toujours est-il que le rapprochement des deux situations était trop tentant pour ne pas être fait, et l'on comprend que cette analyse « en miroir » des événements historiques ait séduit Philippe Alfonsi.

A chaque fois, en effet, des socialites sont à la tête de l'Etat. A chaque fois, le pays est secoué de grève (S.k.f., déjà !). A chaque fois, le P.c.f. (alors premier parti de France en 47) appuie, avec force conviction, une politique de rigueur (« L'Union, le combat, le travail », signé Duclos) pour subitement, mieux la dénoncer une fois franchi le porche de Matignon dans le sens du départ...

Alors à quel jeu jouent les communistes ? Et quelles couleurs défendent-ils au juste ? Telle est, résumée, la question de fond qu'Alfonsi se garde bien de poser clairement, mais qui ne cesse de se lire en filigrane derrière chaque témoignage, chaque document d'époque. En clair : le P.c.f. est-il capable de gouverner ?

Les faits d'hier. Au plus fort des grèves, le P.c.f. se ruine la santé à les endiguer (« Les délégués C.g.t. arrêtaient les grèves », raconte Pierre Bois, alors O.S. chez Renault. « Les socialistes lançaient des grèves que les communistes allaient arrêter comme des pompiers éteignent des feux », témoigne avec quelques délectables hésitations Auguste Lecœur, l'un des ministres communistes de l'époque). Vient un beau matin où ces mêmes grèves sont soudainement appuyées par le parti. Entre-temps, les accords de Moscou sur une éventuelle occupation soviétique de la Rhur ont échoué...

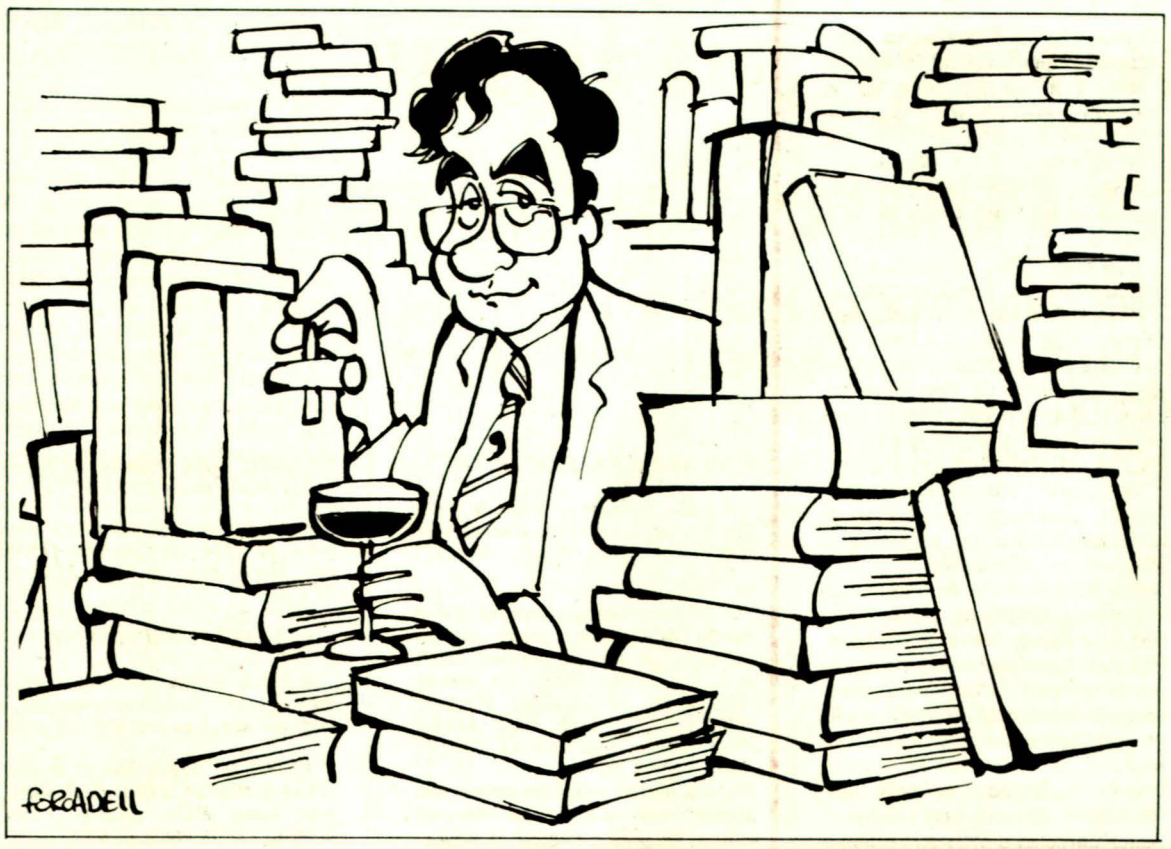
Les faits d'aujourd'hui. Non, Philippe Alfonsi en parle à peine, laissant aux téléspectateurs le soin de combler ce puzzle inachevé et troublant.

Une émission passionnante en tout cas, émaillée de quelques savoureux mots d'auteurs (ah ! le « Thorez c'était Gabin, plus la dialectique » de Françoise Giroud) et qui laisse longtemps en nous l'écho d'une gueulante de Guy Mollet (« Les communistes ne sont pas à gauche, ils sont à l'Est »), comme si, à force de peut-être se répéter, l'Histoire faisait aussi du sur-place...

F.G.

(1) Les communistes avaient quitté le gouvernement Ramadier au début de mai 1947.

Collection Fondation Gabriel Péri



Bernard Pivot vu par Forcadell.



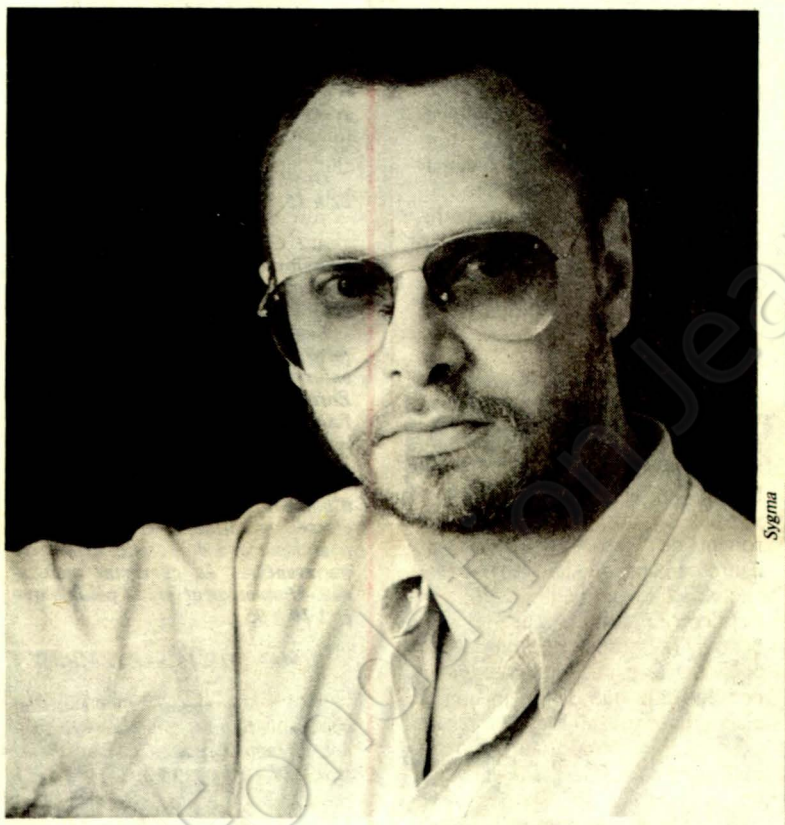
LA CHRONIQUE LITTERAIRE DE CLAUDE GLAYMAN

Avant-gardes : où en sommes-nous ? où allons-nous ?

« Ecrire, lire et en parler »... -Robert Laffont, présentation de Bernard Pivot.
Guy Scarpetta » « L'Impureté » -Grasset, coll. « Figures ».

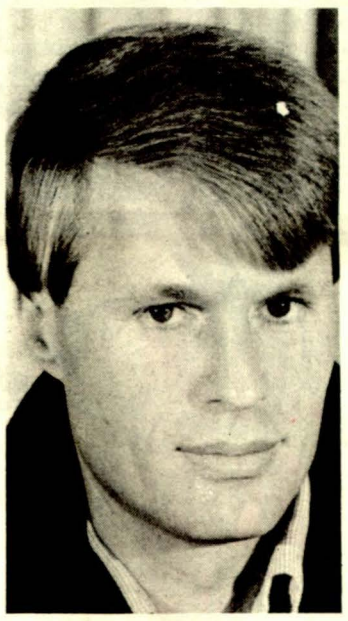
IL existe bien des manières d'inaugurer une nouvelle saison littéraire, en règle générale et selon le rite, les premiers papiers de septembre sont consacrés aux romans français de la rentrée, tous auteurs confondus, qu'il s'agisse de vieux routiers ou de jeunes profanes concourant, les uns comme les autres, pour la timbale finale. Ah ! les exclamations que suscite l'inflation des titres romanesques... et si l'on n'y sacrifiait pas ! Et si, sensible au bilan, non exhaustif, que dresse le mensuel « Lire » pour célébrer ses dix années d'existence, ou bien encore, si, passionné par une autre forme de mise au net, trop passée inaperçue, du climat esthétique actuel, on s'arrêtait un instant, sur la ligne de départ, pour se demander : où en sommes-nous ? où allons-nous ?

Le regroupement de plus de cinquante interviews publiés pendant dix ans par « Lire » dessine une image assez étonnante de la décennie écoulée. Plutôt consistante cette dernière, contrairement aux désillusions régulièrement exprimées au sujet de la culture française (désolation plus ou moins discrète à laquelle personnellement je n'échappe pas !). Une sensation du même genre, volontiers revigorante, s'était dégagée de l'ouvrage détaillé de B. Vercier et J. Lecarme : « la Littérature en France depuis 1968 » (Bordas, « l'Unité » n° 497). Le roman français ne se porte pas si mal quand se succèdent les noms de Modiano, Le Clezio, Rinaldi, Sarraute, Sollers, Yourcenar, Duras, Tournier, Boulanger, etc., sans parler de Green, ou Guilloux (excellent, « l'Herbe d'oubli », Gallimard, publié il y a un an) ou de Dhôtel (absent dans « Lire », excellent également « Histoire d'un fonctionnaire », Gallimard, qui date aussi de la saison 1984). Agés ou disparus, objecterez-vous, ces artistes confirmés ! Certes, mais on aurait la possibilité de prononcer de plus jeunes noms comme ceux d'Hervé Guibert, « Des Aveugles » (Gallimard), André Rollin « la Reine de pierre » (Bernard Barrault), etc., que les contraintes de temps et de place ne nous ont pas permis de présenter. S'agit-il d'histoire (P. Assouline évoque une « décennie royale » dans son introduction de « Lire »), de philosophie (très remarquables, les entretiens conduits par Pierre Boncenne, par ailleurs très efficace cheville ouvrière de l'ouvrage, avec Barthes, Foucault, Lévy, Aron (on aurait dû, à l'époque, louer ici les qualités du dossier de textes et de témoignages



Guy Scarpetta.

Jean-Marie Le Clézio.



regroupés autour de Raymond Aron pour la revue « Commentaire » chez Julliard). Certes, la poésie est la parente pauvre du volume de « Lire » où l'on voit le président de la République marquer d'étonnantes distances avec Baudelaire (arrivé trop tardivement, « Langage, tangage » de Leiris, Gallimard, est hélas passé à la trappe de nos chroniques). De ce passionnant panorama de « Lire » qui deviendra à coup sûr, un livre de référence (on imagine volontiers les étudiants le consultant à l'infini), on laissera de côté la vague des grands auteurs étrangers dont il semble, soit dit en passant, que l'apport baisse quelque peu cette année (malgré les magnifiques et récents romans de l'Allemand R. Walser, « les Enfants Tanner », Gallimard ; du Sud-Africain, J.-M. Cœtze, « Michael K, sa vie, son temps », Seuil, ou les complexes fictions de l'Espagnol J. Goytisolo « Paysages après la bataille », « Chroniques sarrazines » 2 vols, Fayard. Allons, sans être globalement positif, le bilan littéraire français n'est pas franchement négatif et la nouvelle saison, n'en doutons pas, contribuera à l'enrichir !

Dans son introduction qui précède les entreprises des romanciers français de « Lire », Jacques Brenner remarque désormais qu'il n'y a plus d'avant-garde. Voilà qui permet une transition inespérée avec l'essai capital de Scarpetta dont l'idée centrale prend ce constat pour point de départ. Avec la mort des idéologies les avant-gardes sont mortes qui ont toujours été portées par des mouvements idéologiques, qu'on songe par exemple aux rapports étroits entretenus par le surréalisme et le communisme. Cependant mort des avant-gardes ne signifie pas mort de l'art, loin de ce nihilisme dont Scarpetta rappelle fort justement qu'il rejoint Auschwitz ou Pol Pot.

Les exigences d'invention demeurent toujours, mais aujourd'hui il faut avancer avec précaution dans la nouveauté post-moderne. Avec préaution, à l'écart de deux impasses : celle d'un passé sans avenir, celle d'un avenir sans passé. La nouveauté ne peut plus nier le passé mais la tradition a des limites qui s'appellent académisme. L'auteur a, sur tout ceci, des formules exactes, éloignées du terrorisme et nourries par une expérience esthétique aussi classique qu'ultra-moderne. Très exactement ce qui nous manque aujourd'hui : « L'invention ne coïncide pas forcément avec la négation du passé », il convient de « prendre la mesure de ce que le radicalisme des avant-gardes avait refoulé ». Désormais nous sommes dans le déclassement et la bâtardise, les profits de chaque époque peuvent être engrangés sans oukase, tandis que les arts se mêlent, et que nous sommes entrés dans une très profonde mutation audiovisuelle qui, très naturellement a des conséquences sur les formes traditionnelles d'expression « Tout est spectacle ou mémoire, le réel cesse peu à peu de nous solliciter directement ». Les techniques sont devenues autonomes, nous vivons à l'ère du simulacre, d'où l'impureté en question, d'où le retour en force du baroque, impur par essence (un baroque à « recycler ») avec « sa logique de l'hétérogène et son hyperthéâtralisation ». D'où bien évidemment la prédominance accrue de la grande période viennoise ; les références aux avant-gardes ou arrière-gardes soviétiques ayant cessé avec la dénonciation du Goulag, de même que les références outre-atlantique (cette distance à l'égard d'une certaine accélération absurde des formes américaines n'a rien de commun avec un quelconque anti-américanisme aussi bête que systématique, celui-là même que pourfend André Halimi dans son dernier pamphlet « Touche pas à l'Amérique », Plon... où Halimi se trompe d'objet).

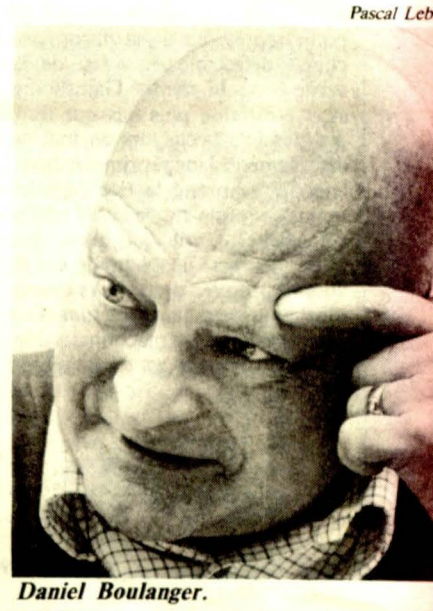
« Nous abordons Vienne après-coup » note magnifiquement Scarpetta, Vienne qui nous propose une image dynamique de la décadence, à nous, Européens, sensibilisés enfin à la prodigieuse fécondité de la « Mittel Europa ». L'organisation en février 1986 à Beaubourg de l'exposition « Vienne 1880-1938 : rêve et réalité » qui vient de faire un tabac dans l'ancienne capitale des Habs-

Sipa-presse



Marguerite Duras.

Pascal Leb

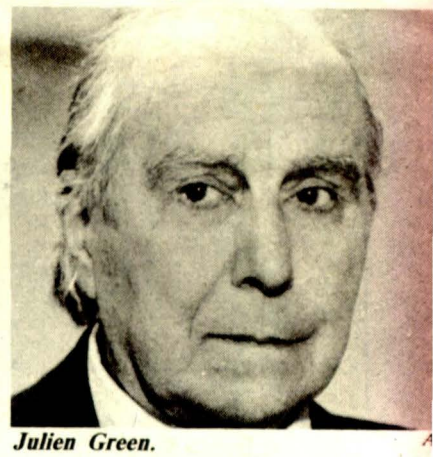


Daniel Boulanger.

Sygma



Marguerite Yourcenar.



Julien Green.

bourg sera probablement l'occasion publique de mettre les pendules à l'heure. Pour ceux qui, comme moi, demeurent fascinés par la présence de Vienne et par le baroque que l'histoire a incarné au cœur d'une Europe italo-germano-slave, seront reconnaissants des pages splendides que Scarpetta a consacrées à ces différentes thèses (en particulier pp. 362, 63, 64 où se situe une description merveilleuse de Saint-Charles-Borromée, l'une des plus étonnantes églises du monde).

Réhabilitant le roman, mais non pas le roman-fiction-banale tel qu'on nous le sert trop souvent, l'auteur insiste sur les rapports entre roman et vérité, entre récit et connaissance. A la prétendue mort du roman ne saurait succéder un roman qui ne dit rien : « Savoir conjuguer les effets représentatifs du roman classique avec l'ère du soupçon introduite par la modernité. » Dans cette optique, sont analysées, avec une justesse d'expression tout à fait convaincante, les œuvres de Broch, Musil, le dernier « Roman à interrogations » de Kundera ; je laisserai à côté celles de Pasolini, Beckett ou de l'auteur dont je suis moins familier. On ne sera pas étonné non plus que, au côté de la peinture, la musique, et notamment l'opéra soient au cœur de ce panorama. De telle sorte que nos engouements présents sont replacés dans une trame aussi bien historique qu'esthétique, trame-synthèse qui montre les causes et les enjeux de nos impasses. Une place exceptionnelle est accordée — à juste titre — à J.-L. Godard, cinéaste-peintre-musicien — en particulier dans le génial « Je vous salue Marie » — qui « ne revient pas au code mais invente une écriture », étant établi qu'il faut « déborder la crise de l'avant-garde en retrouvant une longueur d'onde culturelle ancienne. »

La référence à l'avant-dernier film de Godard permet de fixer mon seul point de désaccord avec Scarpetta, j'entends son « Catholisme » inscrit par ailleurs dans tout un mouvement. S'il est vrai, que le baroque doit (historiquement) beaucoup à la Contre-Réforme, s'il est également acquis que le Goulag, pour ne pas évoquer le nazisme, découle d'une raison devenue folle, acharnée jusqu'à la caricature à l'encontre du sacré, sommée d'accoucher aux forceps d'utopies inévitablement sanglantes, Scarpetta, en toute équité, note également que s'il n'y a pas d'Histoire linéaire (frayant la voie au progrès), il n'y a pas non plus d'absence d'Histoire : il y a plusieurs Histoires. Ce dont nous sommes d'accord. Alors, de grâce ! ne chargeons pas les Lumières des péchés commis par certains de leurs héritiers abusifs : dans l'affaire Callas ce n'est tout de même pas Voltaire qui a eu tort mais plutôt l'esprit d'Inquisition, et dans la révocation de l'Edit de Nantes, l'Etat, Louis XIV et l'Eglise apostolique et romaine me semblent autrement coupables que les protestants, même puritains et dangereusement assoiffés de pureté. Du spirituel dans l'art come Kandinsky le revendiquait, oui, sans problèmes, mais pas de catholicisme partout (lire à ce sujet « le Peintre et son démon : entretien avec P. Klossowski » — Flammarion).

Vétilles pour un livre passionnant et opportun, dont la culture diverse est toujours à jour, livre qui dégage l'horizon actuel comme nul autre, me semble-t-il, ne l'a fait depuis belle lurette. En y joignant le dossier-bilan d'une décennie de « Lire », on inaugure la nouvelle saison 85-86 sur des bases singulièrement étayées. La production littéraire ne paraîtra pas aussi pessimiste que l'affirment de grands sceptiques, mais pas non plus pavée de chefs-d'œuvre à chaque volume paru. Il faut juger au présent mais également selon la longue durée, pour hier comme pour demain.

Voyage au bout de la reine de la nuit

A qui se fier ? Archétype de l'honnête homme européen, l'écrivain-diplomate Pierre-Jean Rémy vient avec « la Vie d'un héros » de publier un énorme roman grouillant, brutal, morbide et surchargé comme une chapelle baroque où l'on assiste au crépuscule des dieux et à l'aube des déesses. Stupéfiant !

PAR NICOLE CHAILLOT

AHURIE, lessivée, soufflée, pantoise et, pour tout dire, pas encore revenue de la lecture du roman le plus cinglé de la rentrée ! Je veux parler de « la Vie d'un héros » de Pierre-Jean Rémy (Albin Michel) où, tout au long de sept cents pages, le très distingué consul à Florence nous entraîne dans une danse de mort inouïe, bouleversante, passionnante ou carrément insupportable — c'est selon le chapitre, l'humeur de l'auteur ou l'état des nerfs du lecteur. Reste que ce qu'il faut bien qualifier de roman gothique (flamboyant) renouvelle la narration française au-delà de toute espérance.

Bâti comme une fugue — n'oublions pas que Pierre-Jean Rémy est aussi un remarquable mélomane — « la Vie d'un héros » (du nom d'une œuvre de Richard Strauss) se présente un peu comme l'éternel combat entre la raison — Sarastro — et les forces obscures de l'instinct — la Reine de la Nuit. Oui, mais quand on a compris ça, on n'a toujours rien élucidé pour autant, car, aussi hermétique que soit l'opéra franc-maçon de Mozart « la Flûte enchantée », il est assez clair que le divin Amadeus a donné le beau rôle au sage Sarastro et la part noire à cette mégère de Reine de la Nuit, qui, non contente de nous casser les oreilles avec ses terrifiantes vocalises (si vous avez entendu chanter la tenante du rôle dans le film d'Ingmar Bergman, vous savez à quoi s'exposent nos tympans) voudrait empêcher les hommes, eux-seuls pourtant, détenteurs de l'ordre du monde, de faire tourner la planète comme ils l'entendent.

Un « salaud » de la pire espèce

Pierre-Jean Rémy fait d'abord semblant d'adopter cet éclairage masculin, puis, quelque cent pages avant la conclusion de son opéra plein de bruit et de fureur, prend délibérément le contre-pied (le contrepoint) de cette thèse, en privilégiant les vertus, trop souvent occultées, méprisées, d'un univers féminin où la tendresse et l'affectivité priment. Valeurs de vie opposées à celle d'un ordre viril qui, montrant les limites de son pouvoir, ne sait plus que répéter encore et toujours la violence, l'ambition, la guerre et la mort. Bref, je vous livre pêle-mêle ce que j'ai cru comprendre de cet immense roman labyrinthique qui demanderait sans doute une deuxième lecture. Mais pouce ! ce sera pour une autre fois.

Nous faisons connaissance avec le héros (enfin, l'un des héros, tant ils sont nombreux !) au moment où il enterre sa mère, Alma, veillant la dépouille parée et théâtralement disposée de la vieille dame, entourée de vieux messieurs tous maigres à faire peur et longs comme des jours sans pain. Futile, mondaine, esthète élégante et un peu vaine, Alma fut, toute sa vie, une femme vouée au plaisir et à l'amitié. Commence alors pour son fils, Xavier Sallement (on ne fera pas croire que le choix de ce patronyme est fortuit), quarante-cinq ans, professeur, écrivain, mari et père raté, une longue quête qui le conduira à travers le monde entier, d'un château à l'autre, sur les traces de son père Antoine Sallement, chef d'orchestre célèbre et « salaud » de l'espèce la plus abjecte, de celle qui dirige Schumann au premier étage pendant qu'on torture à la cave. Collabo, pro-nazi, Antoine Sallement ne s'est pas contenté de diriger à Bayreuth en présence d'Hitler (Furtwangler, Karajan eux aussi étaient proches du régime, et Elizabeth Schwartzkopf, avant d'être le professeur unanimement respectée qu'elle est aujourd'hui, ne fut-elle pas affublée du sobriquet de « Braun Kopt » — tête brune — tant les liens du soprano autrichien avec les nazis étaient connus) mais, animé d'un vertige du mal véritablement diabolique, il sèmera autour de lui la mort et la désolation, avant de disparaître sous les bombes alliées à Hambourg.

Mais ce qui importe dans le roman de Pierre-Jean Rémy, et heureusement on le saisit assez vite, c'est la partie immergée de l'iceberg. Et comme pour tout iceberg qui se respecte la partie cachée est, là aussi, bigrement plus conséquente que le malheureux glaçon qui surnage. De vieux monsieur en vieux monsieur, Xavier Sallement non seulement parviendra à mettre à jour la véritable biographie de son père mais finira par le retrouver vivant — ou peu s'en faut — placé telle l'araignée dans sa toile, au centre d'un terrifiant pouvoir occulte, dirigeant le monde depuis un monastère perdu en Basse Autriche. Chef charismatique et vénéré d'un groupe d'hommes puissants, petite cellule de moines soldats constituée, depuis les années de jeunesse en 1932 à Berlin, pour conjurer l'irrésistible ascension de la Bête et renforcée toujours aussi clandestinement, dès 1946, pour empêcher le retour de la Bête en question.

Ivre de bonheur et d'orgueil d'avoir retrouvé un père aussi « gratifiant », Xavier Sallement n'est pas loin de condamner sans appel, et par un juste mouvement de balancier, cette mère inconséquente et aveugle qui n'a pas su comprendre les « mobiles » supérieurs de l'homme de génie qui sut se sacrifier pour le bien de l'humanité.

Sybilles et sorcières

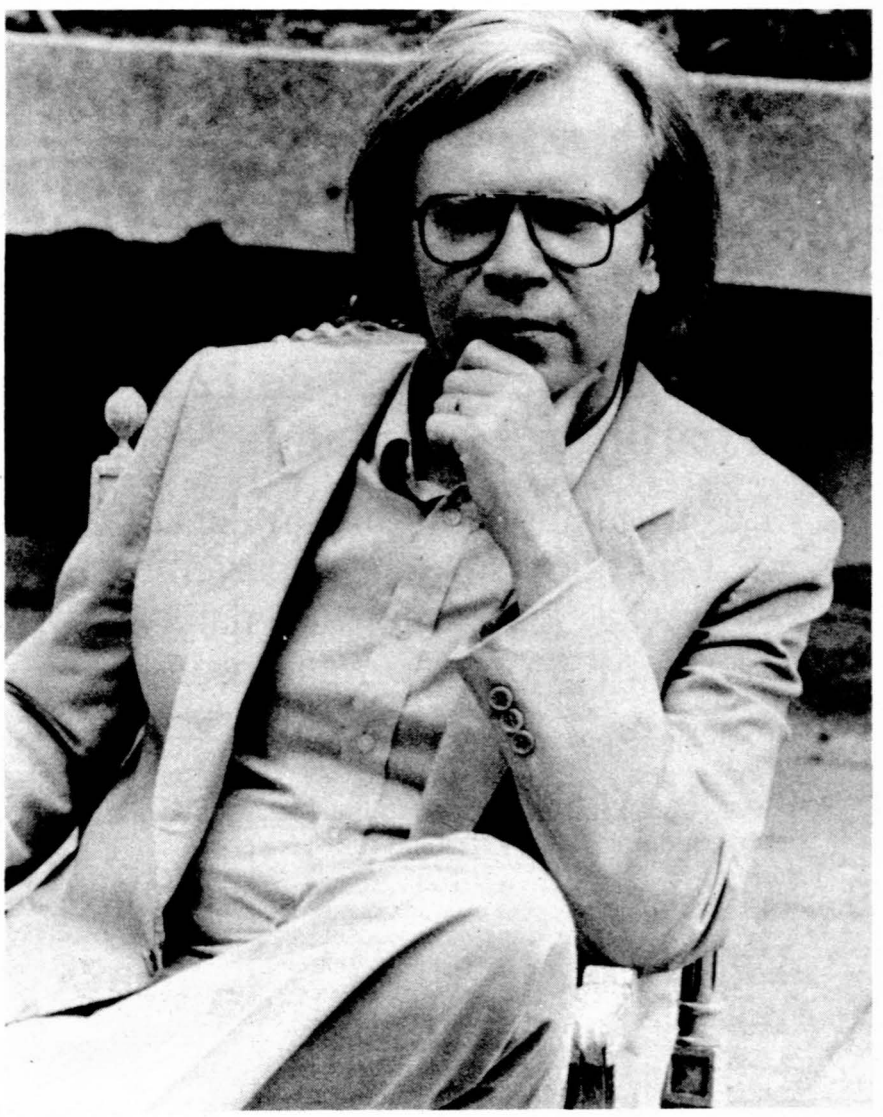
Et c'est là qu'intervient le changement d'angle. Conduit de vieillard pontifiant en potentat cacochyme, sur le chemin de la connaissance jusqu'au lieu où son père décide du sort du monde (depuis l'élection d'un pape polonais jusqu'a l'élimination d'un Boeing sud-coréen !), Xavier Sallement fut plus sûrement encore accompagné par une théorie de jeunes femmes brunes, toutes musiciennes et toutes amies de sa mère. Grâce à ces « Reines de la Nuit » — un peu sybilles un peu sorcières — Xavier découvrira assez vite que non seulement sa mère avait toujours tout su du sublime complot, mais qu'elle condamnait sans appel les méthodes monstrueuses du petit groupe d'élus, pour qui on ne fait pas d'omelettes sans casser d'œufs, et dont le pathos humaniste s'accommodait fort bien du crime le plus cynique.

Bref Sarastro (la figure du père) et ses sages ne sont qu'une bande de vieux hypocrites prêts à tout pour conserver un pouvoir sérieusement disputé par les Reines de la Nuit, porteuses d'un monde nouveau plus doux, plus tendre et plus réellement sage. Lecture ô ! combien féministe d'un roman qui se prête avec complaisance à des interprétations croisées.

Ecrit parfois à la va-comme-ça-vient, rendu souvent confus par la multiplication de personnages et de situations, quelquefois insoutenable dans sa morbidité omniprésente, le roman de Pierre-Jean Rémy n'en est pas moins un événement dans le monde du roman. On peut même y jouer à reconnaître des personnages célèbres interprétant leur propre rôle (salut Antoine Vitez) ou carrément annexés par l'auteur comme héros de roman (bonjour chère Christiane Singer transformée en Charlotte, l'ultime initiatrice).

Initiés ou non, « happy-few » ou pas, mélomanes ou sourds, les lecteurs de Pierre-Jean Rémy — ceux qui se sont délectés à la série des « Orient Express » comme ceux qui préfèrent des romans plus difficiles comme « Cordelia ou de l'Angleterre » — seront emportés par la fièvre d'un « divertissement » royal.

Pierre-Jean Rémy ou « Celui qui ose vous salue ! » ●



Pierre-Jean Rémy.

Donnons des oreilles à la terre.



Souscrire aux emprunts de la C.N.T., c'est participer à la modernisation de notre réseau téléphonique et au maintien de l'avance technologique des télécommunications françaises.

C'est donner des oreilles à la terre.

CNT

20, av. Rapp 75341 Paris Cedex 07 - Tél. : (1) 705.94.39.

L'argent qui rapproche les hommes.

BOOZ, SEGUELA, CATZAC & GOSSARD

présenté par l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie

Energiquement vôtre...

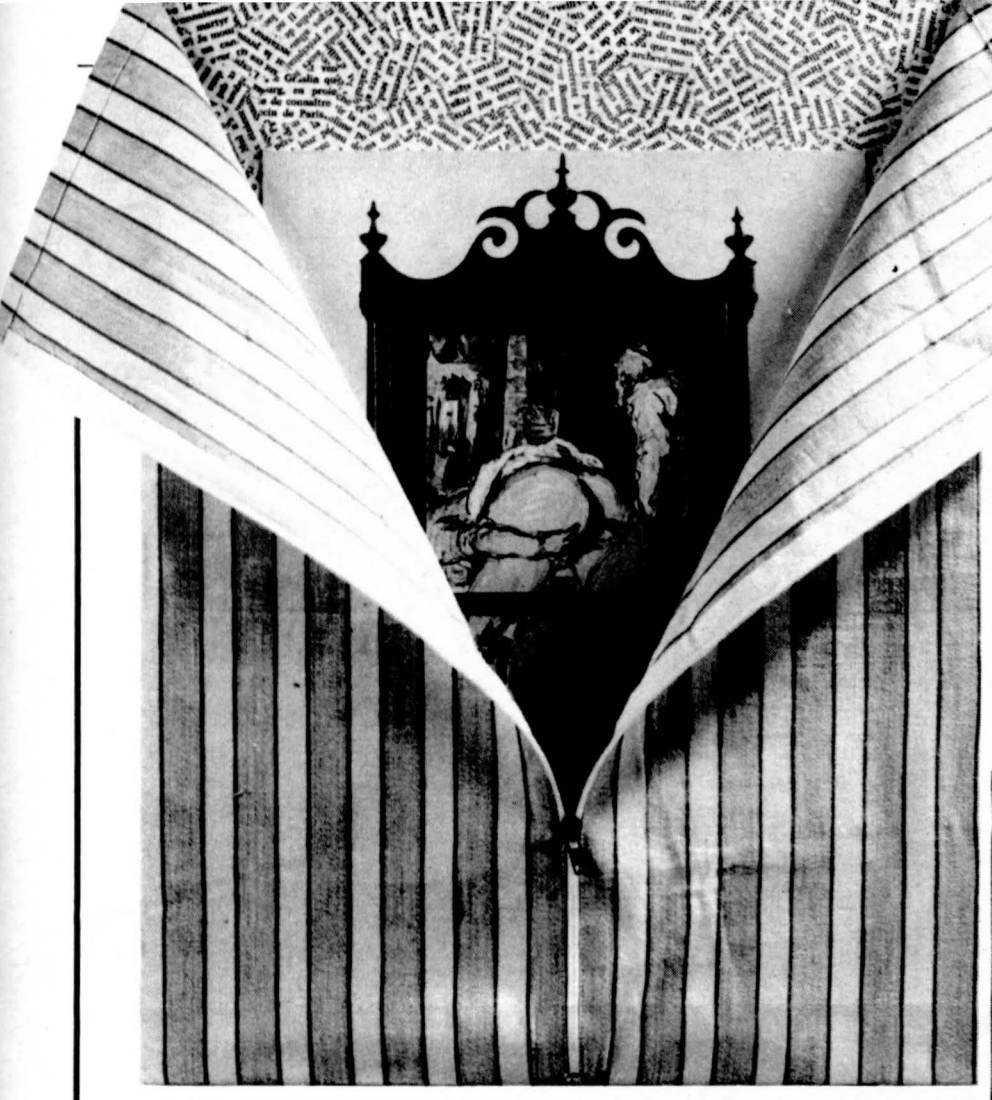
7 émissions à ne pas manquer sur FR3, le samedi de 12 h 30 à 12 h 45 à partir du 14 septembre 1985.

Les tribulations d'une famille confrontée aux problèmes de l'énergie dans leur appartement, à l'école, en voiture, au travail, à la campagne, dans leur commune.
Dernier épisode : la maison de leurs rêves.

Réalisation / production : Christophe Rogulski, Regard 3
Conception : Ten et Associés
avec Anne Lipinski, Hubert Saint-Macary, Michel Viaud
Musique originale : Elisabeth Sikora.

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le bon usage de l'énergie sans oser le demander...

AJV 737



Pascal Lebrun

LES REGARDS MULTIPLES DE JIRI KOLAR

Jiri Kolar, « poète de l'écrit », tchèque naturalisé français depuis 1981, est un maître du collage ce « télescopage impitoyable des choses » et selon l'artiste lui-même « l'invention artistique la plus importante du siècle ».

PAR LUCIEN CURZI

AUX dires de témoins, il serait un renard à prunelle de lynx qui, par-dessus tout, aimerait la liberté d'aller, de publier, d'élaborer et de montrer, sans lassitude, avec cette curiosité abandonnée, c'est-à-dire sans ruse, susceptible d'approcher sans préjugés, et le monde, et la vie... d'y puiser avec cette intelligence qui déclenche les surprises heureuses. Ou plutôt des chocs magiques, pour peu que l'art s'en mêle avec vigueur. Et l'art, pour ce poète de l'écrit, venu au support plastique dans la mouvance du poétisme tchèque (1) et du futurisme, est encore le lieu concret, l'espace privilégié le plus mobile et le plus indépendant.

Son art du collage (2), est comme l'algèbre de l'hétérogène : à nul autre semblable. On a pu en mesurer les effets à la galerie Maeght-Lelong, lors de deux expositions réalisées à Paris depuis qu'il s'y est installé en 1981, et qu'il y a obtenu la nationalité française. Car, Jiri Kolar, dans l'impossibilité de présenter publiquement ses œuvres dans son propre pays, a finalement choisi la France comme terre où, respirer en paix, penser et agir en toute indépendance, relèvent seulement du choix de chacun et de tous.

Et il s'en félicite parce que, même en exil, travailler sans carcan ni directeur de conscience, n'est-ce pas, au fond, renaître ? Pour certaines autorités de son pays d'origine, qui jugent de la valeur des artistes à l'aune de leur docilité à l'égard des maîtres et des dogmes, il demeure un... « artiste bourgeois ». Risible ! Certes, mais là-bas, il s'agit d'une injure. Et d'un sceau d'infamie qui suffit à marginaliser à jamais celui qui en est tatoué. Et il porte à conséquences, puisqu'il a précédé la confiscation de deux cents de ses œuvres (et même l'expropriation de ses biens), sort qui frappe tout artiste émigré. En attendant qu'un jour, sous un ciel moins inquisiteur, elles sortent de leur prison d'ombre pour donner plaisir aux amateurs d'art, à Prague et ailleurs.

Boîte à échantillons

A Paris, rue Olivier-Métra dans le 20e, Jiri Kolar accueille ses visiteurs avec un fin sourire d'homme discret, dans un de ces beaux ateliers à hautes verrières construits par la Ville. Jiri Kolar affirme d'abord que le collage, ce télescopage impitoyable des choses, est l'invention artistique la plus importante du siècle. Tout ce qui nous entoure se prête à ses combinaisons. Arp, Ernst et Juan Gris l'ont assez pratiqué pour que, sur ce sujet, le doute ne soit plus permis. Le collage ne supporte guère la dépendance. Il fait ventre, et œil, de tout, à condition d'en gouverner les accointances curieuses et les sensations optiques.

« S'adonner au collage né du cubisme, développé par Kurt Schwitters et, surtout, Max Ernst, c'est se mettre en dispositions d'esprit telles que se lèvent en soi des regards multiples. Un tableau peint, lorsqu'on l'aime, est une image concentrée, qui grandit en nous. Un collage aussi, qui rameute, par association d'images et d'idées, au terme d'un voyage labyrinthique, un paysage et une figure ou une feuille et un poisson, un lot de lames de rasoir ou de clés. Son « but » est d'en dévoyer le sens premier et, sur cette base, de créer une neuve signification. De nos jours, le collage est ancré dans les réflexes du consommateur, sinon dans sa conscience. Le cinéma publicitaire, après la photographie, en a fait une variante très prisée de l'excitation perceptive. La radio et la télévision en usent chaque jour. Et il parait normal qu'il en soit ainsi.

« A mes yeux, ajoute-t-il, Pieter Bruegel a été le pionnier qui a commencé à « parler » en dehors de l'image. Quiconque connait ses « Proverbes » ou ses « Jeux d'enfants », quiconque devine le message de « Duel de Mardi-Gras » et de « Carême prenant » pénétrera le pourquoi de la passion que je lui voue. Et chez Jérôme Bosch, que de sous-entendus ! Or, dans le collage, j'aime trouver l'ironie sans malice, la moquerie sans haine, le rire sans venin et l'humour sans purulence. La perversité me laisse impuissant, comme aussi la morbidité, la perfidie, la soif de vengeance ou la suffisance de celui qui se croit l'égal de Dieu. »

« Croyez que, pour moi, l'art est un sacerdoce ou une nécessité. Il exige l'investissement de toute la personnalité. » (3)

Mais l'artiste, qui s'ingère dans les œuvres du passé par effraction, conçoit son moyen d'expression préféré pareil à un médium à facettes multiples. Dans la gamme vaste, et quasiment illimitée de ses collages, qu'il appelle encore ses « superstitions », s'échelonnent des collages monochromes, colorés, perforés, aliénés (par la pluie, la neige ou la moisissure), collages sériels (en hommage à Weber) ; tactiles (réalisés avec du papier-émeri ou de verre) ; collages désagencés (la forme est défaite), disproportionnés, fortuits etc. Normal, parce que « je trouvais dans la réalité des milliers de choses, qui ressemblent à toute autre chose. Et je cherchais partout ces amants involontaires, incompatibles, contradictoires. De préférence sous forme d'images. »

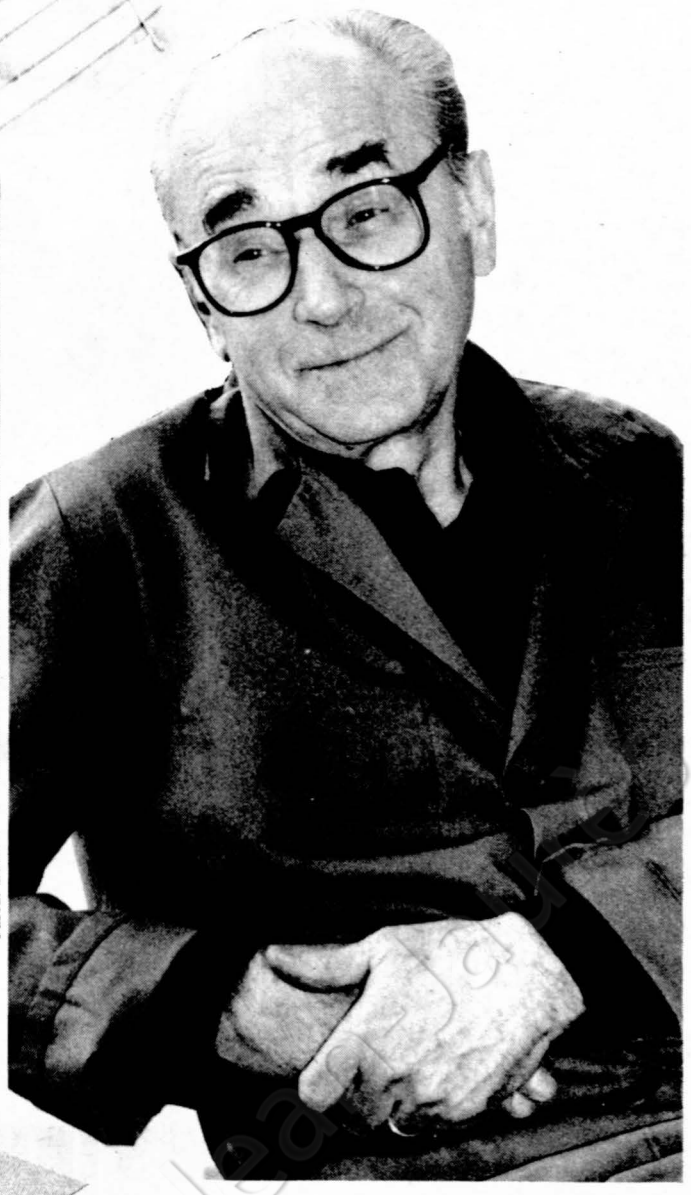
On aura compris que Jiri Kolar s'approprie tout événement, et qu'il pêche sans se gêner dans la bibliothèque inépuisable des revues, journaux et affiches – frais ou déchus – où dort sa matière première. On aura saisi qu'il possède une colossale boite d'échantillons où, en mille morceaux, l'hétéroclite attend d'être touché par le rayon de l'imaginaire. Surgissent alors ses trouvailles, en quoi se reconnait de solides ingrédients de fantaisie et de courage.

Il colle, peint, gratte, crayonne, hachure, froisse, déplie ; il brise et reconstruit, macule, provoquant le hasard, sans soupir (ni s'assoupir) ; pressentant dans la structure de l'objet la forme vraie, riche en rebondissements métaphoriques. Son filon, c'est du papier, des papiers en tous genres, l'immaculé et le sali, l'impeccable et le raté. Marquetteur, il irait jusqu'à fouiller les poubelles pour dénicher l'impossible...

Jiri Kolar est attiré par les brisures, les éclats, ce qu'il nomme des « vétilles ». L'essence de son art est là : « Grain de sel sur la langue, caillou dans la chaussure, tache de rousseur, ride ou défaut, point noir ou poil au menton, paille dans l'œil, larme, oreille bourdonnante, emplâtre, gerçure etc. » Pour ces brimborions organisés en assemblages, lui, vous et moi accédons à la connaissance. Les chemins escarpés qui y mènent sont semés d'interrogations. Il dit volontier des « nœuds ». Jiri Kolar est un inventeur de miroirs, il les appelle des collages.

Et la réalité, dont ses collages sont entre-tissés, aide à franchir le cap d'un réel autre, intime et subversif. Un réel où l'émotion ne s'étale pas. En pareil cas, l'antipathétisme est de saison !

« L'origine de la science est poétique, confie encore Jiri Kolar. Einstein aimait entrer en contact avec les œuvres de Picasso. Pourquoi ? si ce n'est parce qu'il se sentait, là aussi, entraîné dans l'imprévisible. Nous pâtissons, de nos jours, de l'existence de néo-ceci, néo-cela. Mais notre siècle n'a rien perdu de sa vitalité. Et je crois que la France, patrie où a été enfantée la majeure part de l'art moderne – chez elle, les « ismes » sont fondateurs – offre un climat propice à de nouvelles flambées créatrices. L'art ne peut s'arrêter. Après les compressions de César et les accumulations d'Arman, il y a la figuration libre : Si j'étais jeune, je choisirais cette voie-là. »



« Collage à récurer », 1982.



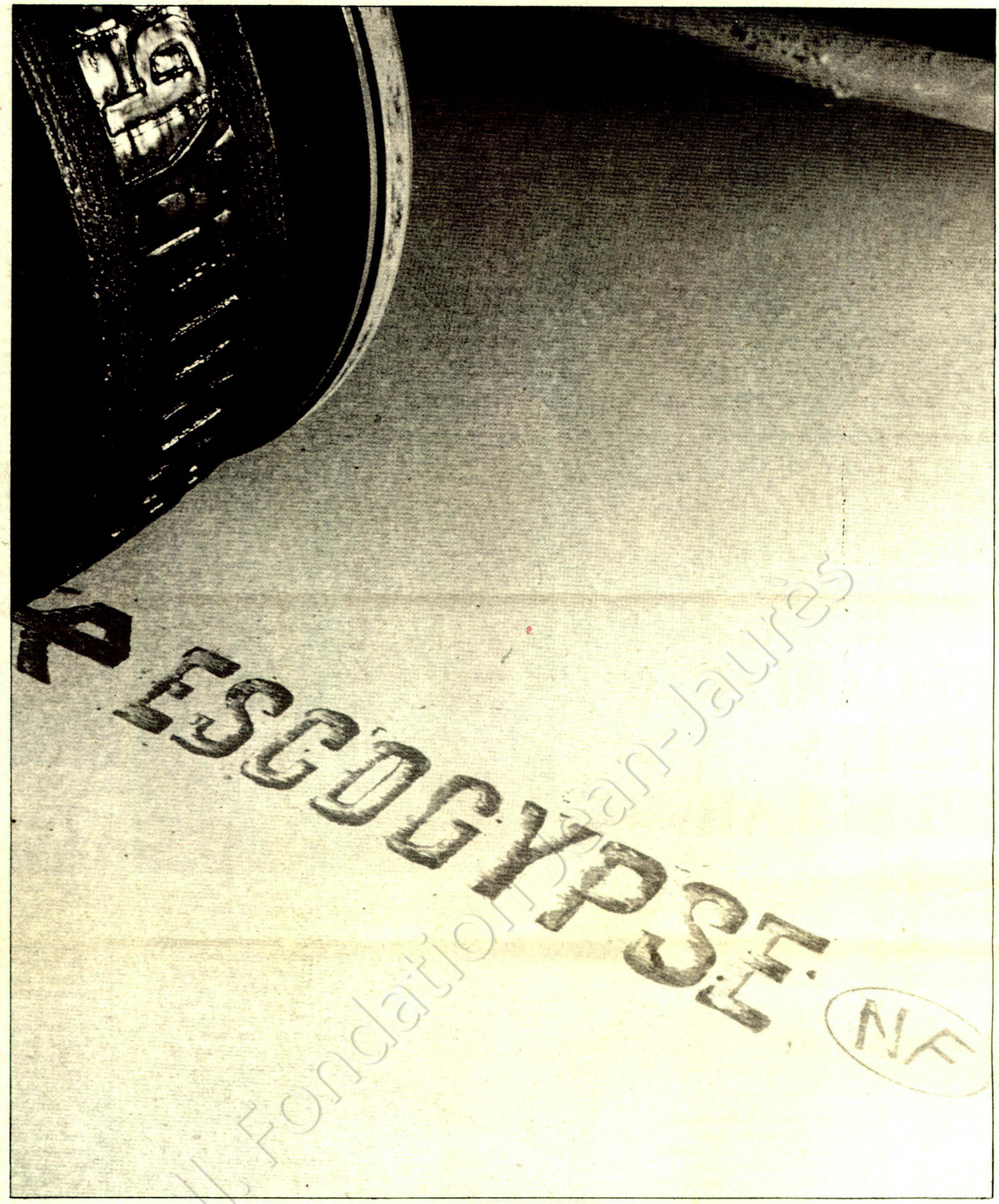
« Equerre pour le futurisme », objet de 1984.

Jiri Kolar: "Pour moi, l'art n'est pas un jeu mais une nécessité"

(1) Il est né en 1914 à Protivin, en Bohême du sud.

(2) Dans les années trente, notamment avec Jaroslav Seifert, prix Nobel, le théoricien de la littérature Karel Teige et le peintre Toyen, ces derniers amis d'André Breton. Dans la revue trimestrielle Le K N° 14, de mars 1984, publiée à Paris par Jiri Kolar, il est précisé que ce mouvement a été un phénomène « parallèle et parfois opposé au surréalisme français : parallèle par ses exigences anti-traditionnalistes, anti-bourgeoises et par la symbiose vie-poésie : opposé par son optimisme, son épicurisme, par son effort d'embellir le monde et la vie... ». Dans la même livraison, de beaux poèmes du recueil de Seifert, « le Parapluie de Piccadilly ».

(3) Des éléments de cet article ont été pris dans « Dictionnaire », un ouvrage à paraître de Jiri Kolar. Aux Editions de la Différence ont paru deux de ses livres : « Témoin oculaire » et « le Poids de Prométhée ». Son Théâtre sera publié prochainement chez le même éditeur. Jiri Kolar est aussi l'auteur des pages de couverture du remarquable journal littéraire « Lettre internationale » publié à Paris, sous la direction d'Antonin Liehm et Paul Noirot (le n° 6 paraîtra le 4 octobre).



Col. Fondation Jean-Jaurès

ESCOGYPSE

PLAQUES
DE PLATRE
ENROBEES
DE CARTON

ESCOGYPSE

RUE JEAN JAURÈS - B.P. 85 - 59410 ANZIN - FRANCE
TÉL. : (27) 46.47.39 - TELEX 110 881

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325